

LE MONDE LIBERTAIRE

N°1867 DÉCEMBRE 2024 4 €

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
MEMBRE DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES



Il est élu



...et puis après ?

Comme un coup de froid

Le pire, c'est qu'il n'y a pas de quoi se réjouir... On aurait pu penser que le spectacle offert par le Grand Magic Circus politique et ses animaux attristants allait basculer vers un spectacle de rues en révolte, grève générale et licenciement massif sans indemnités des autoproclamés représentants du peuple souverain. À défaut de grand soir, c'est plutôt la nuit qui nous est tombée dessus.

Résumons : le gang du locataire du 55 de la rue du Faubourg-Saint-Honoré se prend une gifle aux élections européennes. En bon chanoine de Latran, le chef du gang tend l'autre joue en dissolvant *illico presto* l'Assemblée nationale. Imparable, la deuxième baffe ! La valse des petits arrangements devait, au moins, disqualifier le parti des aveugles dont un borgne fut roi. Un peu à l'écart, certains, refusant tout accord pour un front républicain, ont quasiment fini derniers de la course au podium.

Grands enfants, les électeurs de gauche attendaient du Père Noël un nouveau ou une nouvelle locataire de gauche pour Matignon...

Résultat, nous nous retrouvons avec un représentant des perdants à la tête du gouvernement, nommé par l'apprenti sorcier élyséen, le même qui avait déclaré : « Face au Rassemblement national, l'heure est à un large rassemblement clairement démocrate et républicain pour le second tour. »

Un premier ministre, collabo de l'occupant RN. Bien secondé par un ministre de l'intérieur adoubé par Philippe Le Jolis de Villiers de Saintignon, défenseur des racines chrétiennes de la France contre ces hordes d'immigrés pas très catholiques.

Alors, le régiment du vote utile, elle est où la victoire, l'avancée sociale annoncée, l'annulation des lois antisociales ?...

Pendant ce temps, les guerres continuent, Trump nous prépare une *remake* mais en pire, les catastrophes naturelles s'enchaînent, les éléments se déchainent...

Bref, bientôt Noël et ça sent le sapin.

**Bernard P.
CRML**

LE MONDE LIBERTAIRE

145, rue Amelot 7 5011 Paris

Direction de la publication : Dominique Lestrat

Maquette Philippe Camus (ductus@me.com)

Prix de vente au n° : 4 €

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1977

N°ISSN : 0026-9433

Commission paritaire : 0624D80740

Numéro d'imprimeur : 22080280
Imprimé par : Corlet Imprimeur
ZI Rue Maximilien-Vox
14110 Condé-sur-Noireau



Pour les abonnés uniquement, le catalogue de la librairie Publico est joint à ce numéro.



FAITS D'HIVER TROU DE MÉMOIRE

Pour l'heure, le Trump annonce la couleur. Mais on se dit que ce ne sont que des mots. D'autres, avant lui, annonçaient déjà la couleur. Et leurs mots se sont traduits par des actes. Ces gens-là, en effet, contrairement à nos politicards, font ce qu'ils disent qu'ils vont faire.

À l'époque, déjà, on pensait que ce n'était que des mots. Et on a laissé faire. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il serait souhaitable de tirer les leçons du passé.

Jean-Marc Raynaud

« Nous [nationaux-socialistes] entrons au parlement afin de nous approvisionner dans l'arsenal de la démocratie, avec ses propres armes. Si la démocratie est assez stupide pour nous salarier... c'est son affaire. »

Joseph Goebbels, dans le journal *Der Angriff* (L'Attaque), avril 1928.

« Pour nous, le parlement n'est pas une fin en soi, mais bien plutôt le moyen d'arriver à nos fins. »

Adolf Hitler, dans son discours du 25 septembre 1930 à Munich.

« Qu'on interdise aux juifs chez nous et sur notre sol, sous peine de mort, de louer Dieu, de prier, d'enseigner, de chanter. »

Martin Luther, dans *Des Juifs et de leurs mensonges*, 1543.

JUSQU'ICI, TOUT VA BIEN ! FINANCEMENT DE RADIO LIBERTAIRE ET PROJET DE LOI DE FINANCES 2025

À l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne savons pas encore quand le budget de l'État sera voté, et ce qui sera voté, d'où prudence... Il semble que la coupe budgétaire annoncée ait été abandonnée, et que les sommes allouées au soutien financier des radios associatives soient maintenues au niveau de 2024, qui était déjà celui de 2023, 2022, 2021... Soit une baisse constante. Il nous a semblé utile de revenir sur la séquence budgétaro-politique en cours, et les réflexions qu'elles nous inspirent.

Suite à l'annonce gouvernementale d'une coupe sombre dans le financement du Fond de Soutien à l'Expression Radiophonique (FSER), les organisations représentatives, le Syndicat National des Radios Libres (SNRL) et la Coordination nationale des Radios Associatives (CNRA) se sont mobilisées. Envois de communiqués en direction des adhérents et des élus. Ces deux organisations obtiennent un rendez-vous avec Dame Dati, ministre de la Culture, en charge du dossier. Le 18 octobre, à l'issue de cette réunion, la ministre a assuré « *les représentants des radios associatives de son attachement aux radios locales de proximité et de sa pleine vigilance sur cette période de débats parlementaires* ».

Dans le même temps, plusieurs groupes parlementaires déposent des amendements destinés à supprimer la proposition gouvernementale. La mesure contestée est évoquée en commission à l'Assemblée nationale le 22 octobre dernier. Dame Dati assure à nouveau de « *son attachement... bla, bla, bla...* » Sans oublier de reprendre une proposition du député RN de l'Oise, Philippe Ballard, dans laquelle il demande « une évaluation des radios ayant été sanctionnées par l'ARCOM ». Il évoque des radios se situant « *en dehors du champ républicain* ». Au passage, une des seules radios jamais sanctionnées par l'ARCOM était Radio Courtoisie, pour des propos racistes tenus à l'antenne. Un léger manque de courtoisie sans doute. L'arc républicain est de plus en plus tendu ! La proposition RN, qui suggère un tri délicat entre bonnes

et mauvaises radios, n'a pas heurté Dame Dati qui l'approuve oralement en commission. : « *Vous avez raison, ces 750 radios ne sont pas toutes de même qualité et de même niveau, et parfois de la même nécessité. Je suis assez favorable à ce qu'on mette des critères de contrôle. Là-dessus, je vous suis, il n'y a pas de difficultés.* »

« Police des ondes, soufflez dans le radiotest ! »

On le voit, les divergences entre le gouvernement et son plus sûr soutien, le RN, sont de plus en plus fines, et le personnel gouvernemental s'emploie à les effacer, sitôt qu'elles apparaissent. Le barrage contre le RN n'est pas même une digue, plutôt une éponge, ça percole, ça fuit de partout ! Qu'un député RN propose un tri sélectif n'est pas vraiment une surprise. Que la ministre en charge de la Culture n'y trouve rien à redire est plus inquiétant. Jusqu'ici, les subventions d'exploitation attribuées par le FSER étaient « automatiques », après remise d'un joli dossier et fonction du budget global de la radio. L'idée que ces subventions puissent faire l'objet d'un examen « sur le fond » est nouvelle et doit nous inciter à la vigilance. Si le projet est actuellement repoussé, ce qui reste à vérifier, on peut y voir un effet de la stratégie du « ballon d'essai ». On suggère quelque chose d'un peu gros, pour voir si ça passe. Si ça ne passe pas, on essaiera plus tard, en attendant, l'idée fait son chemin et prépare le terrain à une prochaine tentative.



Il est donc plus que jamais nécessaire de maintenir des voix indépendantes de tout pouvoir étatique ou capitalistique. Il est donc plus que jamais nécessaire de conforter l'indépendance financière et donc éditoriale, de Radio Libertaire, la Radio de la Fédération anarchiste, la Radio sans Dieu, sans maître et sans publicité. Pour cela, la vitalité des émissions de Radio Libertaire, avec le soutien jamais démenti de nos auditeurs en est le plus sûr moyen.

Les 6, 7 et 8 novembre, se tenait à Louviers le congrès annuel du SNRL. Les menaces planant sur le FSER faisaient bien sûr la une des préoccupations. En ouverture du congrès, un message vidéo de Dame Dati était diffusé où elle indiquait avoir déposé, au nom du gouvernement, un amendement annulant la coupe budgétaire. L'affaire semble donc entendue. Mais prudence...

Le secrétariat de Radio Libertaire.

Post-scriptum : « Aidons le gouvernement à faire des économies » : Le simple entretien quotidien de la « force » nucléaire française et de son arsenal coûte chaque jour, 13 millions d'euros.

40 ANS DE PRISON, DE COMBAT LA LIBERTÉ DE GEORGES ABDALLAH, UNE NOUVELLE FOIS REPOUSSÉE EN APPEL

Le tribunal d'application des peines a accepté le vendredi 15 novembre la demande de libération conditionnelle du militant libanais propalestinien Georges Ibrahim Abdallah, emprisonné depuis 40 ans et libérable depuis 1999. Une bonne nouvelle, après 40 années de détention.

Ce n'est pas la première fois qu'un tribunal décide de sa libération, mais il conditionnait la libération à l'émission d'un arrêté d'expulsion par le ministre de l'Intérieur, ce que Valls avait refusé en 2013 et tous les ministres de l'Intérieur suivants ont fait de même.

Pour la première fois, la libération conditionnelle, à compter du 6 décembre 2024, est soumise à quitter le territoire national sans y reparaitre. Bien sûr, comme prévu, le Parquet antiterroriste a fait appel.

Comme le jugement faisait suite au dépôt d'une demande de libération déposée en juin 2023, soit un an et demi après, il y a peu de chances que l'appel se tienne avant un an, soit une nouvelle année en prison ! Donc, bien après ses 74 ans (qui arriveront le 1^{er} avril 2025). Ses soutiens sont dans l'attente de la date de l'appel.

La solidarité, toute la solidarité ! comme le dit Georges.

Philippe Arnaud
Cercle libertaire Jean-Barrué (FA33)



IN MEMORIAM ANA MESSUTI NOUS A QUITTÉS



Ana Messuti était l'avocate de la Querelle Argentine. Elle a consacré une grande partie de sa vie, avec l'ARMH (Association pour la Récupération de la Mémoire Historique), à accomplir un immense travail dans la quête de justice pour les victimes du franquisme et leurs familles. Travail qui l'avait conduite de son Argentine natale à l'Europe et notamment l'Espagne. Travail inlassable contre un système judiciaire espagnol toujours paralysé par des décennies d'impunité des crimes franquistes. Elle fut l'une des avocates qui obtinrent de la juge argen-

tine, María Servini, l'ouverture en 2021 de poursuites contre l'ex-ministre espagnol de l'Intérieur, responsable de 1976 à 1978 de la mort de nombreux opposants au régime. La juge qualifiant ces crimes de « crimes contre l'humanité » et donc imprescriptibles.

Ana Messuti est décédée le 26 octobre 2024 des suites d'un cancer. Jusqu'au bout elle aura continué sa quête de justice.

Que la terre lui soit légère.

Ramón Pino
Groupe Salvador Seguí

ELECTRONS, PIÈGES À CONS

MOBILISATION CONTRE LA RELANCE DE L'INDUSTRIE NUCLÉAIRE

Le week-end des 12 et 13 octobre dernier, la Coordination Nationale Antinucléaire (dont la FA fait partie) organisait son événement national. Rouen et Penly, en Seine-Maritime, avaient été choisis suite à la relance de l'industrie nucléaire française voulue par la présidence Macron.

Penly, quelques kilomètres au nord de Dieppe, est un des sites choisis pour accueillir les deux premiers des six EPR2 programmés. Les EPR2 sont les rejets simplifiés et améliorés (nous dit-on) de l'EPR de Flamanville, lequel semble bien incapable – après moult essais, un coût de 20 milliards d'euros et des années de retard – de produire le moindre kWh. Mais les technos nucléocrates biberonnés dans les grandes écoles de l'excellence française, ont parfois un goût illimité pour l'irrationnel... au nom de la science?

Mais l'argumentaire marketing se veut indiscutable puisqu'il s'agit d'assurer l'indépendance énergétique du pays, quand on sait que l'uranium, combustible indispensable de ces centrales provient de pays forts éloignés, et pas toujours amis. Et bien sûr, argument d'autorité, pour lutter contre le dérèglement climatique, ce qui pourrait prêter à sourire puisque 60% de l'énergie produite est dispersée dans l'air et l'eau sous forme de chaleur...

C'est donc à Rouen et à Penly, au cœur d'une Normandie fortement nucléarisée, à proximité des voies ferrées où circulent sans informations des convois de combustibles irradiés ou non, les fameux trains Castors... que la Coordination avait choisi de se manifester.

Un village d'irréductibles antinucléaires

Le week-end avait commencé dès le vendredi 11, avec une conférence de Stéphane Lhomme, intitulée « Nucléaire : stop ou encore? Faut-il construire des EPR à Penly ou ailleurs? » Stéphane Lhomme est directeur de l'Observatoire du Nucléaire. Il contribue régulièrement au *Monde Libertaire* par des articles (avril 2023 et 2024) et est un des contributeurs du livre *La Pieuvre Nucléaire* publiée aux Éditions du Monde Libertaire (2024).

Une centaine de personnes étaient présentes.

Le samedi 12 octobre, un village festif avait été installé sur les quais rive gauche de la Seine à Rouen. Des tentes fournies gracieusement par le département pronucléaire de la Seine-Maritime abritaient les organisations qui en avaient fait la demande. Coordination oblige, de nombreuses organisations étaient présentes, principalement de l'ouest de la France et de l'Île-de-France. Les Amis de la Terre, Greenpeace, Arrêt du Nucléaire, Stop Penly, Yosomono, CCOA (Paris), BureBureBure... La Fédération Anarchiste était bien sûr présente. Le Groupe de Rouen avait réservé un stand où nous avons pu installer table de presse et informations



diverses. L'exposition Antinucléaire conçue pour être installée à Publico en avril-mai de cette année est arrivée depuis Amiens, aux bons soins du groupe local.

Que sont mes amis antinucléaires devenus ?

L'après-midi, déambulation dans les rues de Rouen, en présence d'un petit millier de personnes. Quelques zélus s'étaient joints à la balade, députés français ou européens, Marine Tondelier, Mathilde Panot nous ont honorés de leur présence. Nous étions une quinzaine de fédérés à clore le défilé rouennais, réunis sous le drapeau au A cerclé. Outre les « locaux », en force, les groupes d'Amiens, Gaston Leval, et un individuel de Caen étaient présents. Les copains du Morbihan qui souhaitaient faire le déplacement ont dû y renoncer, trop loin, trop cher, pas assez nombreux... Le groupe Lochu rappelait ainsi avec amertume : « *Jadis, en 2006, contre l'EPR à Cherbourg, le Morbihan avait organisé deux cars pour une manifestation qui réunissait 30 000 personnes. En 2016, il n'y avait qu'un bus pour Flamanville, où se réunissaient 5 000 manifestants.* »

Si la « démonstration de force » n'a sans doute pas effrayé les autorités ni les promoteurs du nucléaire, elle a permis des échanges entre des fédérés qui ne se rencontrent pas très souvent. Même chose avec les différentes organisations présentes. Rencontres et contacts sont pris pour de futures mobilisations. La soirée se termine par un spectacle et des concerts qui permettent de saluer l'organisation impeccable des Rouennais de la coordination...

Le dimanche 13, les plus motivés avaient mis le réveil pour se retrouver sur la plage de Saint-Martin, Petit Caux, en vue de la centrale de Penly, pour quelques actions symboliques (planter de bâtons, banderoles, prises de photos...). La gendarmerie nous avait gratifiés de quelques voitures sérigraphiées toutes neuves et de deux officiers (deux capitaines, un Monsieur et une Dame), signe d'une extrême fébrilité. Là, quelques centaines de personnes (200-300 ?), Bure en force, les plus motivés se sont baignés.

Ce n'était qu'un début, continuons le combat !

On le voit, le rapport de force est bien loin d'être en faveur de ce combat pourtant essentiel. L'heure est à l'information et à la remobilisation. Au fond, rien n'a changé, et les raisons pour s'opposer au nucléaire sont toujours celles qui prévalaient au cours des décennies passées, et que les Comités Régionaux d'Information sur le Nucléaire (CRIN) avaient su résumer dans leur appel de Porsmoguer du 6 décembre 1975, soit il y a bientôt 50 ans :



« *Nous dénonçons un choix de société qui repose sur la surconsommation, née de l'étalage de la marchandise et de l'intoxication publicitaire et sur le gaspillage industriel, qui conçoit ces produits sans tenir compte de l'épuisement prochain des réserves de matières premières de la planète. Surconsommation et gaspillage qui entraînent des pollutions et le choix du nucléaire.*

Nous refusons une société qui implique automatiquement la mise en place d'un dispositif policier et militaire pour la surveillance des centrales nucléaires et des produits de cette industrie, parce qu'elle exclut d'office la prise en charge et le contrôle populaire.

Nous tournons donc le dos au nucléaire, car nous refusons cette société hypercentralisée et figée pour des siècles, condamnée à surveiller et à gérer d'une manière policière et militaire les nuisances qu'elle va engendrer. » [Fédération des CRIN de Bretagne.]

Nicolas
Groupe Gaston Leval

11 NOVEMBRE

RASSEMBLEMENT PACIFISTE DE JOYEUSE

« On est quand même moins que l'année dernière... » qu'elle a pensé à voix haute la militante jeune depuis de nombreuses années. « Normal, y'a de moins en moins de guerres... » que je lui ai répondu. Regard interloqué.

Un rassemblement de plus devant le monument pacifiste de Joyeuse (07).

Une petite cinquantaine de participant-es, c'est maigre.

Des interventions – devant se limiter à deux minutes – qui se suivent avec toujours – « en ligne de mire » – la guerre, les guerres et tous les fauteurs de guerre.

Les organisateurs : La libre pensée, l'Association Laïque des Amis des Monuments Pacifistes, l'Association républicaine des anciens combattants.

Associés/invités : CGT, CNT, Association France Palestine Solidarité, PCF, LFI, POI et le groupe d'Aubenas de la Fédération anarchiste.

Des intrus dans un véhicule bleu à distance respectable.

Et pour conclure ce rassemblement, des chansons.

Intervention du groupe d'Aubenas de la FA

Bonjour à toutes et tous et réciproquement, J'interviens donc au nom du groupe d'Aubenas de la Fédération anarchiste.

Suite à plusieurs frappes contre la Force intérimaire des Nations unies au Liban, la FINUL, lu sur diplomatie.gouv.fr : « *La protection des Casques bleus, la sûreté et la sécurité des personnels, des biens et des locaux des Nations unies doivent être assurées et la FINUL doit pouvoir pleinement mettre en œuvre son mandat.* »

Soit!...

Nous attendons alors de lire l'affirmation suivante : « *La protection des enfants, la sûreté et la sécurité des parents, des enseignants, des soignants et autres civils; des locaux tels que crèches, écoles, hôpitaux, habitations des populations civiles doivent être assurées et les enfants, les mères, les marmots doivent pouvoir pleinement mettre en œuvre leur mandat, c'est-à-dire vivre paisiblement.* »

Mais ça, nous ne le lirons jamais dans la prose des gouvernants. Les enfants sont valeur négligeable, enrôlés dans le bataillon des victimes collatérales,

déplacés pour les plus chanceux, privés de leurs proches, tués, mutilés, enrôlés de force dans les armées, victimes de violences sexuelles, abusés, fillettes livrées aux mariages forcés, petits esclaves...

Selon les estimations de l'UNICEF, plus de 460 millions d'enfants vivent dans des zones de conflit, et 43,3 millions d'autres sont en situation de déplacement forcé.

Un assassinat parmi une foule d'autres

Il s'appelait Issouf Ag Mohamed, petit berger touareg de 10 ans. Le 30 novembre 2016, il se préparait tranquillement à aller chercher de l'eau avec des ânes lorsqu'il fut abattu par deux hélicoptères français de l'opération Barkhane près de Tigabatene, dans l'extrême nord du Mali. Son corps fut ensuite enterré discrètement par des militaires. Accusée par des témoins, l'armée française reconnaît sa responsabilité le 14 janvier 2017, mais, officiellement, l'enfant faisait partie d'un réseau de guetteurs agissant pour le compte des groupes djihadistes, alors!...

Sauf que, un PV d'une réunion tenue à huis clos, entre l'état-major français et des enquêteurs de l'ONU, révèle qu'un officier français a bien reconnu avoir abattu par erreur le jeune Malien, avant de l'enterrer en catimini.

Alors, dites aux mômes de maudire les armées, les États, les gouvernements, les religions



11 NOVEMBRE RASSEMBLEMENT PACIFISTE DE LA ROCHE-SUR-YON

LES DEUX PHOTOS SONT DE CAILLOU
DU GROUPE PIERRE BESNARD



Un exemple : pendant la guerre contre l'Irak, les imams iraniens ont envoyé des enfants dans les champs de mines avec, autour du cou, une petite clé en or pour ouvrir les portes du paradis d'Allah. Quand il y eut pénurie de clés en or, on les remplaça par des clés dorées importées du Sud-Est asiatique.

De maudire les profiteurs de guerre

Un exemple : en Ukraine, concurrence entre EDF et Westinghouse pour des petits réacteurs modulaires, la fédération Infranum, regroupant plus de 200 entreprises du numérique, s'est vue confier en avril la mission de rebâtir et moderniser les réseaux très haut débit, dont les dégâts ont été estimés à plus de deux milliards de dollars...

De maudire les marchands d'armes, sans disculper les ouvriers de l'armement, et bien sûr les militaires...

**Ni Dieu ni Maître.
Brisez les rangs !**

Bernard P.
Groupe d'Aubenas

À l'initiative de la Libre Pensée et du Mouvement pour la Paix, environ 80 personnes se sont rassemblées devant le monument aux morts pacifiste des frères Jan et Joël Martel de La Roche-sur-Yon.

Outre le Groupe Henri-Laborit de la FA, appelaient à ce rassemblement les organisations suivantes : Libre Pensée Vendée, Mouvement de la Paix Vendée, Collectif Non au SNU 85, Ligue de Droits de l'Homme Section de La Roche-sur-Yon, Amitiés France Palestine Solidarité, Amitiés kurdes de Vendée, ATTAC Vendée, U.D. CGT-FO Vendée, Union Solidaires Vendée.

Voici l'intervention du Groupe Henri-Laborit.

Les guerres sont faites par des hommes qui peuvent les refuser. Le statut d'objecteur de conscience a été obtenu par le combat acharné de pacifistes, dont l'anarchiste Louis Lecoin.

Syndicaliste révolutionnaire et libertaire, Louis Lecoin a passé presque une décennie dans les geôles françaises en raison de son combat antimilitariste et pacifiste. Sa persévérance a néanmoins abouti à la création du statut d'objecteur de conscience, le 22 décembre 1963, qui, s'il fut très imparfait, apporta la fin de l'enfermement pour de nombreux antimilitaristes.

Le 30 septembre dernier, le groupe Henri Laborit a voulu lui rendre hommage en partageant un courrier type pour devenir soi-même objecteur-trice

de conscience, que nous avons mis à télécharger sur notre site¹.

À ce jour, la loi de la conscription est suspendue en France. Cependant, la loi portant réforme du service national du 28 octobre 1997, L. 112.2, précise que l'appel sous les drapeaux peut être « rétabli à tout moment par la loi dès lors que les conditions de la défense de la Nation l'exigent ou que les objectifs assignés aux armées le nécessitent ».

L'objection de conscience, dont les dispositions sont suspendues, ne pourrait pas être accordée à des milliers d'antimilitaristes en cas de rappel sous les drapeaux de toute une génération, faute de moyens logistiques suffisants pour traiter toutes les demandes. C'est pourquoi il est utile, voire nécessaire, de se prémunir en envoyant ce courrier, en se déclarant soi-même comme objecteur-trice de conscience.

Afin de montrer la voie aux jeunes, pour qu'ils aient le courage de refuser le SNU, montrons l'exemple en refusant d'être appelés en cas de conflit.

L'objection de conscience n'est pas une fin en soi. Elle n'est qu'un des moyens parmi tant d'autres pour se prémunir contre le militarisme ambiant des pouvoirs en place. L'insoumission, la désertion, les comités de soldats, le sabotage... en sont d'autres.

**À bas la guerre et les armées !
Vive l'anarchie !**

Groupe Henri-Laborit de la FA

1. <https://www.fa85.org/2024/09/30/objection/>



SOUSCRIPTION POUR UN LOCAL LIBERTAIRE À METZ !

**PARTICIPONS
★ À FAIRE VIVRE
"LE SABOT"**



Le mouvement libertaire organisé s'articule à Metz principalement autour de la CNT Moselle, du Groupe de Metz de la Fédération Anarchiste et de l'Anarchorale. Depuis plusieurs années nous cherchons un local et maintenant... nous avons enfin trouvé et appelons à la solidarité !



Nous, militant.e.s anarchistes, refusons de céder à l'ambiance délétère que nous impose le capitalisme et cherchons plutôt à nous lancer dans un projet enthousiaste, pour ainsi entrevoir le monde futur ! L'ouverture d'un lieu d'espoir, d'autogestion, de partage, d'exposition, de rencontres, d'éducation populaire, de permanence syndicale et même un espace librairie et bibliothèque sociale.

Un lieu ouvert à toutes celles et ceux qui partagent l'envie de construire un avenir différent, émancipateur et d'un lieu qui compte bien s'inscrire durablement dans la réalité sociale et politique de la région !

Le projet est déjà bien avancé, nous avons trouvé le local au 21 rue des Allemands à Metz, envisagé les différentes façons de le faire vivre, mobilisé des camarades et surtout... nous avons déjà réuni une partie du financement nécessaire pour payer le loyer, mais évidemment il en manque, voilà pourquoi nous lançons aujourd'hui une souscription !

Par virements, chèques ou espèces, même les plus petites sommes sont les bienvenues pour participer à faire vivre ce lieu !

Nom/Blase : Ci joint ma souscription de : €

Mail :

Précise si c'est ponctuelle/mensuelle :

• Virement à CNT EPICS 57 MS
IBAN : FR76 1027 8050 0600 0209 0170 118
BIC : CMCIFR2A

• Chèques à l'ordre de CNT EPICS 57 MS à
envoyer au 21 rue des Allemands à Metz 57000



LE COUP DE GUEULE DE JUSTHOM LE ROI ET SA COUR



“ Refuser le scientisme, ce n’est pas refuser les sciences ; c’est refuser de s’illusionner sur elles. Refuser le technocratisme, ce n’est pas condamner la technique ; c’est refuser de s’y abandonner. Cela vaut également pour l’économie. Les sciences n’ont pas de morale ; les techniques pas davantage. Pourquoi l’économie, qui est à la fois une science et une technique, en aurait-elle une ? ”

André Comte-Sponville, *Le capitalisme est-il moral?*, 2004

Tous les prédicateurs politiques s’entendent comme larrons en foire pour véhiculer leurs sornettes et galimatias. Pour cela, ils ont la plume et le stylo alertes. Les promesses pleuvent comme à Gravelotte. Ils n’hésitent pas à mentir et à nous faire miroiter des lendemains fabuleux à condition que nous soyons disciplinés et obéissants et que nous croyions dur comme fer à leurs affabulations. Ils pensent que nous n’avons pas de mémoire et que les mauvais coups qu’ils nous ont fait subir sont oubliés et pardonnés.

Il aime ça !

Parader, discourir, se faire donneur de leçons, se pavaner tel un paon devant un parterre de personnes qu’il a invitées. Il est sûr que sa « claque » applaudira des deux mains les propos qu’il tiendra et qui pourtant seront contraires à leurs intérêts.

Ces personnes sont tellement fières d’avoir été repérées et invitées à l’Élysée par le président pour présenter leurs activités « créatrices » d’emplois et le savoir-faire français !

Seulement, elles ne se rendent pas compte que ce grand manipulateur se sert d’elles pour redorer son blason bien écorné par la politique antisociale qu’il met en place depuis son arrivée au pouvoir en 2017.

Il mène une politique de classe

C’est bien le président des milliardaires et des « grands » patrons du CAC 40. Vous, les « petits » créateurs des richesses, pour lui, vous n’êtes que du menu fretin. Il s’intéresse à vous le temps d’un week-end, le temps de se servir de vous pour vous faire miroiter des aides financières que vous ne verrez pas, car elles sont destinées aux grandes entreprises.

C’est ainsi que, les 24, 25 et 26 octobre 2024, vous avez été réunis lors de la grande exposition du « fabriqué en France », à l’Élysée pour servir de « caution » au discours trompeur du jésuite. Un discours « pâté de cheval et d’alouette » dont excelle ce « bon » président lorsqu’il s’agit de tromper les personnes, cacher les inégalités et donner l’illusion que tout le monde est logé à la même enseigne.

Le temps d’un week-end, sous les lambris et le faste élyséens, vous avez cru à ce discours mensonger, mais le retour à la réalité sera de toute évidence plus terne, confrontés que vous êtes à trouver des marchés, à gérer vos entreprises, à faire des démarches pour obtenir des subventions, des aides auprès des collectivités pour payer les salariés. Bon nombre d’entre vous n’ont pas la possibilité de s’octroyer un salaire. Si ce n’est une misère.

Un leurre

Sur 120 entreprises présentes, 75 étaient des TPE (très petites entreprises), moins de 10 salariés et des PME (petites et moyennes entreprises), moins de 250 salariés. Les 45 autres entreprises étaient des start-up (chères au président), de grandes entreprises qui ont toute sa considération et des ETI (entreprises de tailles intermédiaires, entre 250 et 5 000 salariés).

Un ruissellement de centimes d’euros en voie d’assèchement, contre une cascade d’euros. Ce n’est pas le financement prévu sur la durée 2020-2030, 54 milliards d’euros via des dispositifs locaux et nationaux, qui permettra d’enrayer les faillites des PME et TPE (55 000 en 2023, chiffre de l’Insee.)

Toujours selon l’Insee, en 2021, le pays comptait 159 000 petites et moyennes entreprises, mais par la rareté de l’aide publique, 54 milliards sur 10 années, ce sont 17 000 PME qui disparaîtront chaque année et, avec elles, des dizaines de milliers d’emplois. A contrario, les entreprises du CAC 40 ont reçu en 2023 la bagatelle de 200 milliards d’euros d’argent public.

L’art de dilapider l’argent public à bourse déliée

Non content de dilapider l’argent public à bourse déliée, il ose pleurer sur le sort de ces patrons milliardaires, et ce, devant des responsables de très petites entreprises qui se démènent sans compter chaque jour pour garder la tête hors de l’eau et sauver leur gagne-pain.

C’est ainsi que le freluquet s’est agacé lors de cette inauguration :

« *Quand on aime l’industrie, il faut donner la possibilité à nos entrepreneurs de réussir et donc, il faut être compétitif.* », a-t-il martelé. Et de poursuivre dans la même veine (financière) : « *Il faut leur permettre, s’ils investissent du capital, de ne pas être plus taxés que chez les voisins, d’avoir un coût du travail qui continue de baisser et une visibilité et une stabilité.* »

Autrement dit, ces patrons sont assurés d’avoir le soutien du président, de tous les partis politiques et des boutiquiers syndicaux. Ils ne seront pas inquiétés par des manifestations pour les hausses de salaire. Les députés (les représentants du peuple) ne présenteront pas de propositions de loi pour imposer les profits patronaux et les dividendes des actionnaires.

Justhom

Groupe de Rouen



COMMUNIQUÉ DU 13 NOVEMBRE 2024

Ahou Daryai, Arezou Khavari, la misogynie de tous les jours du régime islamique en Iran

La théocratie iranienne, non contente d'avoir réprimé, dans le sang, le mouvement *Femme Vie Liberté*, maintient son oppression et sa répression envers les femmes.

Le 2 novembre 2024, à Téhéran, l'étudiante et mère de deux enfants, Ahou Darayei, en est le triste exemple. Après une réprimande de la police des mœurs lui reprochant sa tenue vestimentaire, Ahou Darayei, pour protester, s'est mise en sous-vêtements devant l'université de Téhéran et a été rapidement interpellée toute votre solidarité par la police iranienne. D'après le gouvernement iranien, Ahou Darayei, aurait été placée dans un service psychiatrique. Une allégation totalement invérifiable, et qui ne peut que nous inquiéter, en sachant comment s'est comportée la police vis-à-vis de Mahsa Amini, lâchement assassinée, par cette même police.

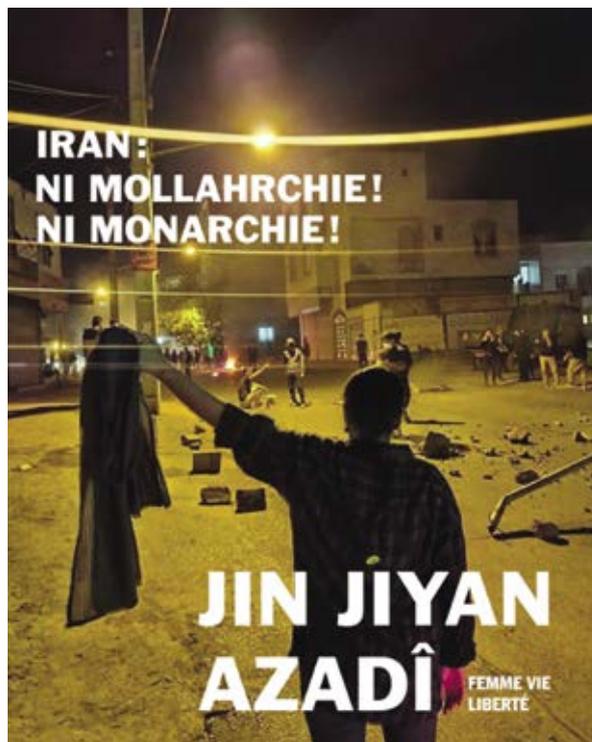
Le 5 novembre 2024, Arezou Khavari, une adolescente de 16 ans d'origine afghane, s'est suicidée en se jetant du haut d'un bâtiment à Téhéran. Elle est décédée à l'hôpital. Elle avait reçu, deux jours plutôt, des réprimandes de la part de son école, car elle portait un jean au lieu de l'uniforme, avait retiré son foulard et dansé dans un bus scolaire. Les responsables de l'école l'ont menacée d'exclusion. La menace a gravement touché Arezou, surtout que le régime des mollahs impose de graves restrictions aux immigré.es afghan.es, entre autres la non-inscription scolaire.

**Ce sont encore les femmes qui sont visées,
opprimées, par l'état iranien.
Cela est purement inacceptable.
Continuons à combattre toutes formes
de dominations religieuses.**

La Fédération Anarchiste apporte son soutien à Ahou Darayei et à Arezou Khavari, et leurs entourages.

La Fédération Anarchiste combat toutes les théocraties, leurs cortèges d'obscurantismes meurtriers, et leurs caractères misogynes.

Ni Dieu Ni Maître.



FEDERATION ★ ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER



ITALIE

Le Groupe Carlo Cafiero (FAI) de Rome résiste à l'expulsion !

Nos camarades du groupe Carlo Cafiero (FAI) de Rome luttent encore et toujours contre la fermeture de leur local - l'Espace anarchiste du 19 juillet (Spazio Anarchico 19 Luglio) -, qu'ils occupent depuis 2011 [Voir *Le Monde libertaire* n°1861 de mai dernier, p. 15.].

Créé en août 1945 juste après la libération, le groupe Carlo Cafiero devrait célébrer l'an prochain son 80e anniversaire. Rien que ça ! En attendant, les sbires de Meloni s'efforcent de faire fermer le local et d'en bâillonner les militants. Face à la répression, un rassemblement solidaire a été organisé le lundi 30 septembre pour dénoncer l'inanité de l'expulsion. Ci-dessous, leur dernier communiqué.

**Merci pour toute votre solidarité !
Nous vous saluons, poing fermé !
L'Espace anarchiste du 19 juillet est toujours là !**

Ces derniers mois, de nombreuses initiatives ont été organisées contre l'expulsion de l'Espace anarchiste du 19 juillet, à Garbatella (Rome).

À la suite des notifications reçues ces deux dernières semaines [quant à l'avancement de la procédure], nous avons eu besoin de vous informer, d'organiser, d'accélérer et de renouveler les actions de solidarité. Nous nous sommes finalement retrouvés, le lundi 30 septembre 2024, en face du local pour une troisième réunion. La réunion s'est terminée vers 11 h 00 avec un nouveau report [de l'expulsion]. Toutefois, les activités de l'Espace anarchiste du 19 juillet se poursuivront régulièrement, en restant sur nos gardes, et nous vous tiendrons au courant lorsque nécessaire.

Les initiatives contre l'expulsion de l'Espace anarchiste du 19 juillet restent en cours, en particulier la campagne « L'Espace anarchiste du 19 juillet ne fermera pas ».

Merci pour toute votre solidarité ! Ensemble, nous avons franchi une autre étape !

**Le Groupe anarchiste
Carlo Cafiero (FAI), Rome**



**Solidarité internationale
avec le groupe Carlo Cafiero !
L'Espace anarchiste du 19 juillet
ne fermera pas !**

Préambule et traduction
de l'italien par Nicolas (FA69).

**Pour les soutenir financièrement
(virement bancaire) :**

Associazione Culturale 19 Luglio
IBAN IT63T0306909606100000403028

Pour les contacter :

www.cafierofairoma.wordpress.com/
cafierofairoma@inventati.org



RUSSIE

L'affaire Azat Miftakhov

Un calvaire qui n'en finit plus

C'est sur une note sceptique que s'achevait l'appel à la libération du militant anarchiste russe Azat Miftakhov publié dans les colonnes du *Monde libertaire* de septembre 2023 (n° 1853).

À juste titre.

Harcelé par la machine répressive russe depuis janvier 2019, puis finalement condamné à six ans d'emprisonnement pour « hooliganisme » en janvier 2021, ce brillant étudiant mathématicien, diplômé de l'Université d'État de Moscou, s'apprêtait alors à être libéré. Tout juste ajouté à la « liste des extrémistes et des terroristes », cela semblait trop beau pour être vrai.



Après moult rebondissements, accusé de tout et de rien, il avait été inculpé – sans preuve – dans l'affaire d'une vitre brisée d'un bureau de *Russie Unie* [EP, le parti de Poutine] et d'un fumigène lancé dans les locaux. Après deux années passées en centre de détention provisoire, dont plusieurs passages en cellule disciplinaire, une magnanime cour de cassation avait réduit sa peine initiale de six ans, à 5 ans et 9 mois.

Mais voilà, c'était pressenti : Azat continue de tomber de Charybde en Scylla. Enfin libéré **le 4 septembre 2023**, le voilà de nouveau aussitôt arrêté, ce dès sa sortie de la colonie pénitentiaire ! (*Voir témoignage dans le ML d'octobre, n°1866.*) D'instance en instance, de report en report, la machine à broyer temporise pour trouver, coûte que coûte, de quoi garder Azat derrière les barreaux. **Le 23 novembre 2023**, le tribunal approuve finalement en appel sa détention provisoire jusqu'en février 2024.

Dans les rouages de la machine à broyer

En janvier de cette année, le tribunal militaire du district central se saisit à nouveau de l'affaire et, **le 28 mars**, condamne Azat à quatre années de prison supplémen-

taires pour « apologie du terrorisme », à la suite d'une dénonciation d'un compagnon de cellule.

Selon les autorités, alors qu'Azat regardait la télévision lors d'une conversation avec ses compagnons de cellule dans la colonie de Kirov IK-17, il aurait « approuvé » l'acte de l'anarchiste Mikhail Zhlobitsky, qui s'est fait exploser dans un bâtiment du FSB, à Arkhangelsk, le 31 octobre 2018. L'enquête montée de toute pièce prétexte que, lors d'une conversation privée, Azat aurait déclaré qu'il « se vengerait » de la mort d'un ami qui avait combattu aux côtés de l'Ukraine, et qu'il « faudrait faire exploser les officiers du FSB ».

Azat a nié toute culpabilité dans ces faits qui lui ont été reprochés. Cet été, il déclarait alors : « *J'étais en prison depuis déjà plus d'un an et je savais parfaitement quels types de propos sont de nos jours punissables. Je n'ai pas parlé de l'explosion provoquée par Zhlobitsky, et je n'ai même pas prononcé son nom à voix haute. En fait, ce soir-là, j'ai parlé de la prise de Bakhmout par l'armée russe, sujet du reportage que nous regardions. Personne ne m'a entendu, si ce n'est mon codétenu Evgueni. Il a témoigné contre moi afin d'augmenter ses chances de libération conditionnelle. Le plus choquant et le plus cruel, c'est que je considérais cet homme comme mon meilleur*

ami... Je n'arrive pas à comprendre sa trahison. Pour moi, ce fut un coup plus dur que la nouvelle peine¹. »

L'enquête affirme également que le mathématicien était un participant actif de l'organisation anarchiste *Autodéfense populaire* [Narodnaya samooborona], reconnue en septembre 2022 comme « organisation terroriste ».

En définitive, le juge a prononcé **une peine de quatre années supplémentaires** – plus sévère que celle exigée par le parquet, qui en avait initialement requis trois. Selon le verdict, Azat devra passer deux années et demie années en centre de détention provisoire, et le restant dans une colonie à sécurité maximale.

Lors de son procès de mars, Azat s'est vu offrir de prendre la parole. Il a alors tenté de lire une déclaration écrite pour l'occasion. Humiliation supplémentaire, le juge l'interrompt au bout d'à peine une minute et demie...

La défense fait appel de la décision, sans grand espoir. Alors qu'Azat devait rester au SIZO-5 (Ekaterinbourg) jusque-là, il passe néanmoins d'un centre de détention à l'autre : Ekaterinbourg, Irbit, Kamychlov... seul reste l'horreur des murs, des humiliations, des abus, des privations de liberté.

Sans surprise, **le 15 août dernier**, la Cour d'appel militaire de Vlasikha rejette l'appel

“ Je suis reconnaissant à toutes ces personnes attentionnées, de toute la Russie et de l'étranger, qui m'écrivent des lettres. ”

Azat Miftakhov



et confirme la condamnation pour « apologie du terrorisme ». La défense insiste pourtant sur l'insuffisance des preuves de la culpabilité d'Azat, sur la légitimité des confessions rapportées, demande son acquittement ! Mais rien n'y fait... Azat « assiste » à l'audience en visioconférence, impuissant depuis son centre de détention. Le calvaire continue, encore et encore. Pour au moins quatre années de plus.

Un nouveau déplacement, une nouvelle épreuve

Le 25 septembre, Azat est informé du fait qu'il sera bientôt transféré dans une « prison couverte » (*krytykh tyurem*) depuis le SIZO-4 de Kamychlov, sans qu'on lui précise exactement quand ni où il sera déplacé. Il avait demandé à l'administration pénitentiaire de ne pas se retrouver très loin, pour que ses proches puissent lui rendre visite. Elle n'a pas daigné répondre à sa requête.

Le 24 octobre, on apprend enfin qu'Azat vient d'être transféré à la colonie pénitentiaire de Dimitrovgrad (oblast d'Oulianovsk), plus à l'ouest d'Ekaterinbourg et à proximité de sa région d'origine, le Tatarstan.

Les conditions de détention seraient encore plus strictes, l'isolation encore plus dure : « De ce que j'en comprends, c'est un mélange entre le mitard (SHIZO) et la cellule d'isolement (SCT, ПКТ). Comme en

isolement, ma nourriture ne m'est donnée que pendant la durée du repas, après quoi elle m'est retirée. Comme en isolement, les livres peuvent être conservés en permanence. Mais en même temps, le matériel d'écriture n'est donné que pour un temps très limité : de 14h à 17h. Comme vous vous en doutez, c'est trop peu pour moi. Je ne comprends pas l'intérêt d'une telle restriction... Que veulent-ils donc empêcher ? Qu'une personne sorte de prison sans avoir développé sa créativité ? Ou bien ont-ils peur qu'une personne prenne plaisir à rester ici si elle est autorisée à écrire ?² »

Puisque Azat occupe son peu de temps personnel à ses recherches en mathématiques, il va sans aucun doute que ces nouvelles restrictions risquent de rendre la détention encore plus douloureuse pour le jeune scientifique.

Solidarité internationale pour la libération du camarade Azat Miftakhov !

Texte et traductions du russe de Shurochka Apogey et Nicolas Pelletier (FA69)

1. Propos d'Azat Miftakhov recueillis par Elena Milchanovska, publiés le 21 juin 2024 sur le site en ligne du média *Sobesednik* [*Sobes Press*]. Depuis le début du mois d'octobre, le site ne semble plus accessible.

2. Propos d'Azat publiés sur la chaîne Telegram « FreeAzat ! » : <https://t.me/freeazat/2788> [dernier accès le 02/11/2024].



Pour soutenir Azat Miftakhov

Il semblerait que les nouvelles conditions de détentions d'Azat rendent très compliquées ses possibilités de correspondance avec l'extérieur, a fortiori avec l'étranger. Néanmoins, il resterait possible d'envoyer des courriers à sa nouvelle adresse carcérale, indiquée ci-dessous.

Adresse carcérale actuelle d'Azat Miftakhov (actualisée le 26/10/2024) :

Azat se trouve actuellement dans le centre pénitentier FKU T-1, à Dimitrovgrad. Son adresse est la suivante :

Мифтахову Азату Фанисовичу 1993 г.р. Россия
433513, Ульяновская область,
г. Димитровград, ул. Калугина,
д. 66, ФКУ Т-1
Miftakhov Azat Fanisovitch 1993
FKU T-1
Kalugina Street, building n°66
Dimitrovgrad city - 433513
Oulianovsk Region
Russia

Moyens de soutien financier (actualisés le 26/10/2024) :

Depuis la France, il est possible de soutenir Azat financièrement par le biais des moyens suivants :

- Par virement YooMoney (yoomoney.ru) sur le compte n°410018826688898 ;
- Par virement PayPal sur le compte : freeazat@riseup.net ;
- Par virement PayPal sur le compte : abc-msk@riseup.net (en adressant le don à Azat Miftakhov).

ACTION DE SOUTIEN À AZAT MIFTAKHOV, 18 AOÛT 2024, EREVAN (ARMÉNIE)





RUSSIE

Food not bombs !

Répression contre les anarchistes à Ekaterinbourg

À Ekaterinbourg, les autorités répressives de l'État ont dispersé un événement organisé par des anarchistes de l'initiative « *Food Not Bombs* » (De la bouffe, pas des bombes) et en ont arrêté ses participants. Il s'avère que le fait de distribuer « sans autorisation » de la nourriture aux personnes dans le besoin, du point de vue de ceux au pouvoir, constitue également un crime. Selon le canal Telegram de la Confédération des anarchistes d'Ekaterinbourg (KAE), la dernière initiative « *Food Not Bombs* » a eu lieu le 6 octobre 2024.

Le communiqué diffusé est tel que suit.



Pendant l'événement, en tant que tel, nous avons réussi à donner presque toute la nourriture végétarienne que nous avions. Seules trois petites portions restantes n'ont pas pu être distribuées, et il nous restait beaucoup de biscuits. Le thé chaud a été versé dans les thermos des gens.

Une vingtaine de personnes dans le besoin et de sans-abri sont venues, et certaines d'entre elles ont pris deux, trois portions, si bien que nous avons distribué encore plus de nourriture que la fois précédente. Nous avons préparé la nourriture nous-mêmes. Nous avons de nouveau utilisé des sacs isothermes pour transporter les boîtes de nourriture, et nous avons une grande table pliante.

Lors de l'événement, un bénévole qui souhaitait nous aider a apporté des rasoirs ainsi qu'un vieux téléphone portable. Nous les distribuerons au prochain événement.

Cette fois-ci, en plus d'expliquer aux gens l'histoire et la signification de l'initiative « *Food Not Bombs* », nous avons également distribué des brochures expliquant pourquoi les soins et les dépenses matérielles consacrés aux personnes dans le besoin devraient être plus importants que les dépenses consacrées aux guerres, aux armées et aux armes; et que c'est pour cette raison que la pauvreté et le manque d'accès à de la nourriture sont également des formes de violence.

L'événement a été gâché par l'arrivée d'un agent de police qui, à la fin du rassemblement, a déclaré que l'événement « n'avait pas été autorisé par l'administration municipale » et que c'est pour cette raison que les participants avaient été arrêtés.

Nous rappelons à tous-tes que l'article 31 de la Constitution de la Fédération de Russie garantit « le droit de se réunir pacifiquement, sans armes, de tenir des réunions, des rassemblements et des manifestations, des marches et des piquets de grève. » Et rien ne dit, dans la Constitution, que cela doit être coordonné avec qui que ce soit.

Mais même la Constitution, censée être la loi fondamentale, n'est pas respectée en Russie. C'est une illusion, tout comme de nombreuses autres lois, que les « autorités » utilisent principalement pour leur propre bénéfice et leurs intérêts, et non pour le bien du peuple.

Quatre de nos participants ont été arrêtés. Deux d'entre eux ont été libérés le premier jour, après avoir rédigé des *procès-verbaux* en vertu de la partie 5 de l'article 20.2 du Code des Infractions Administratives (COA, КоАП).

Le troisième participant s'est vu infliger 9 jours d'arrestation administrative en vertu de la partie 2 de l'article 20.2 du COA, en le considérant comme un « organisateur. ».

Nous n'avons pas pu trouver le quatrième pendant deux jours. Le dimanche soir, il a été déplacé du commissariat dans une direction inconnue. Après demande des avocats, la police a répondu qu'elle ne savait pas où il se trouvait. Nous étions très inquiets de sa disparition.

Libéré après 48 heures de détention, il est accusé lui aussi d'avoir participé à l'événement et de ne pas avoir divulgué aux policiers son nom et son prénom.

En dépit des attaques dont nous faisons l'objet en raison de l'organisation de « *Food Not Bombs* », nous poursuivrons nos activités dans ce domaine et continuerons à apporter notre aide aux personnes dans le besoin et aux sans-abri!

Nous améliorerons nos moyens et méthodes d'organisation de divers événements et activités caritatives, et nous nous efforcerons d'étendre nos activités.

Nous allons nous développer et aller de l'avant !

À l'avenir, aidez-nous à payer les amendes. Nous serions extrêmement reconnaissants à toute personne désireuse de nous aider. Lorsque les procès seront terminés, et si des amendes sont imposées, nous publierons un article sur la collecte de fonds pour [aider à] les payer.

On nous a également confisqué des sacs isothermes, des tables, des thermos, ainsi



ESPAGNE

La loi d'amnistie de 1977

que le reste de notre nourriture comme celle apportée par le bénévole. Si vous voulez nous aider matériellement, en fournissant des sacs isothermes, des thermos, des tables, apporter au prochain rassemblement de la nourriture, des choses utiles, des vêtements, des biens de première nécessité, des produits d'hygiène pour une distribution gratuite aux sans-abri et aux personnes dans le besoin, alors écrivez-nous dans le chatbot @social_support_EKB_bot.

Ensemble, nous sommes capables de tout !

Il y a assez de nourriture dans le monde pour tout le monde : la PÉNURIE est un MENSONGE !

La PAUVRETÉ est une forme de VIOLENCE !

Communiqué de la CRAS, ou *Confédération des Anarcho-Syndicalistes Révolutionnaires*, (KRAS) section russe de l'*Association Internationale des Travailleurs* (AIT-IWA). Publié le 10/09/2024 sur le site en ligne de l'organisation : <https://aitrus.info/node/6255> (dernier accès le 15/10/2024).

Traduit du russe par Shurochka Apogey et Nicolas Pelletier [FA69].

NDT. La partie 5 de l'article 20.2 du COA déclare : « La violation par un participant à un événement public de la procédure établie pour la tenue d'une réunion, d'un rassemblement, d'une manifestation, d'un cortège ou d'un piquet de grève [...] est passible d'une amende administrative d'un montant de dix mille à vingt mille roubles ou d'un travail obligatoire d'une durée maximale de quarante heures. »

NDT. La partie 2 de l'article 20.2 du COA déclare : « Organiser ou tenir un événement public sans déposer un avis de tenue d'un événement public conformément à la procédure établie [...] est passible d'une amende administrative d'un montant de vingt mille à trente mille roubles, ou d'un travail obligatoire d'une durée pouvant aller jusqu'à cinquante heures, ou d'une arrestation administrative d'une durée pouvant aller jusqu'à dix jours [...] »

Le poète argentin Juan Gelman a dit un jour que « lorsque les dictateurs disparaissent de la scène, apparaissent alors les organisateurs de l'oubli ».
Le poète hondurien José Mata nous rappelle que : « La forme la plus perverse de l'oubli consiste à priver d'importance et d'actualité l'injustice passée. »

Le temps de l'amnistie des antifranquistes...

Ces deux réflexions sont particulièrement pertinentes pour parler de la loi d'Amnistie, approuvée par le nouveau Parlement « démocratique » espagnol en 1977. Presque en même temps que la signature des mythifiés *Pactes de la Moncloa* : le « consensus » sur l'oubli du passé accompagnait ainsi des accords destinés à respecter le bloc économique au pouvoir et à freiner la dynamique

ascendante du mouvement ouvrier au sein duquel les travailleurs de la CNT prirent une part importante lors de nombreux conflits sociaux. Ces pactes furent signés par tous les partis politiques espagnols, des phalangistes aux communistes en passant par les socialistes.

En réalité, cette loi visait à compléter les mesures d'amnistie partielle qui avaient été prises depuis l'été 1976 et qui avaient déjà permis la liberté ou le retour d'exil d'un nombre significatif d'antifranquistes. Il restait principalement des prisonniers – et des « ban-nis » ou déportés – de l'ETA, ainsi que certains membres du Mouvement pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel des Canaries et du FRAP (Front révolutionnaire antifasciste et patriote), condamnés pour des délits de sang. En plus de nombreux travailleurs licenciés pour des raisons « politiques ». Ainsi, au troisième trimestre de 1977, la plus intense mobilisation eut lieu au Pays basque pour libérer tous ces prisonniers.





ESPAGNE

LA LOI D'AMNISTIE DE 1977

... et des crimes franquistes.

La longue liste des apologistes de cette Transition insiste encore sur le fait que l'approbation de cette loi était nécessaire, et même inévitable. La réponse à cette pression pour leur libération (au total, 153 personnes selon le procureur du Royaume) conduisit à l'approbation d'une loi amnistiant « tous les actes d'intention politique, quels qu'en aient été les résultats, considérés comme des délits ou des infractions commis avant le 15 décembre 1976 » (date du référendum sur la Loi de réforme politique du Premier ministre centriste Adolfo Suárez). Cependant, l'UCD (Union du centre démocratique) profita de cette « concession » forcée pour introduire, avec le soutien du Parti socialiste et du Parti communiste, l'amnistie pour « les délits et infractions que pourraient avoir commis les autorités, fonctionnaires et agents de l'ordre public à l'occasion de l'enquête et de la poursuite des actes inclus dans cette loi »; et « les délits commis par les fonctionnaires et agents de l'ordre public contre l'exercice des droits des personnes ». Ainsi furent « pardonnés » à la fois les « délits »

commis par ceux qui avaient lutté pour les libertés démocratiques et la répression franquiste.

C'était sans précédent dans l'Europe post-nazie. C'est pourquoi la Transition fut présentée comme « exemplaire », bien que ce soit tout le contraire, comme le rappelle bien Jon Elster : « *Le cas espagnol est unique parmi les transitions démocratiques dans le fait qu'il y eut une décision délibérée et consensuelle d'éviter la justice transnationale.* » C'est le prix extrêmement élevé que l'« opposition démocratique antifranquiste » dut payer au nom d'une illusoire « réconciliation nationale », habilement utilisée par Suárez et les « pouvoirs en place » pour s'assurer le contrôle de la Transition. Celle-ci trouverait sa « consécration » dans l'approbation d'une Constitution qui ne fait aucune mention du rejet du franquisme et protège, en revanche, la monarchie, « l'unité indissoluble de la Nation espagnole » et les privilèges de l'Église, tous héritages de la dictature.

Ne pas tourner la page

Par la suite, on chercha à faire de cette loi de « point final » une référence pour

d'autres transitions. Comme nous l'avons constaté au Chili ou en Argentine, des lois similaires n'ont pas résisté à la lutte pour la récupération de la mémoire et aux avancées réalisées dans le domaine du Droit international et de l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité.

On constate ainsi malheureusement que l'enfouissement de la mémoire politique pendant la Transition, qui s'est traduit dans une première phase par une banalisation de la dictature, s'est transformé en une naturalisation historique du franquisme. Aujourd'hui, malgré le coût énorme que cela a entraîné, la longue liste des apologistes de cette Transition, avec à leur tête le Premier ministre socialiste Pedro Sánchez, insiste encore sur le fait que l'approbation de cette loi était nécessaire et même inévitable. En revanche, ceux d'entre nous qui s'y opposaient à l'époque continuent de penser qu'une autre voie, celle de l'intensification de la mobilisation par le bas jusqu'à la rupture et l'exigence de justice pour les victimes du franquisme, était possible.

Daniel Pinós

Ni olvido ni perdón*

L'association pour la récupération de la mémoire historique lance un appel au gouvernement socialiste pour qu'il cesse d'empêcher que les crimes de la dictature franquiste soient jugés et investigués.

Le gouvernement espagnol est le seul au monde à utiliser des subventions comme réponse à des crimes qui, comme le souligne l'ONU, « sont bien plus qu'une violation des droits humains ». L'État, avec à sa tête le socialiste Pedro Sanchez, ne respecte pas la convention contre les disparitions forcées, ratifiée par l'Es-

pagne, chaque fois qu'il ne juge pas ces crimes, ne les condamne pas pénalement et n'indemnise pas les victimes.

Depuis 2011, l'ONU commémore le 30 août comme la Journée internationale des victimes de disparitions forcées, rappelant aux gouvernements leurs obligations face à des crimes que les Nations

unies qualifient de « bien plus qu'une violation des droits humains », exprimant leur « inquiétude face à l'impunité généralisée concernant ces crimes ».

Où sont les coupables ?

Dans le cas de l'Espagne, qui a ratifié la Convention contre la disparition forcée et involontaire en septembre 2009, aucun des responsables des milliers d'assassinats et disparitions de civils commis par les miliciens phalangistes et les forces de sécurité de la dictature à partir du 18 juillet 1936 n'a jamais été jugé.

Pour Emilio Silva, président de l'ARMH (Association pour la récupération de

“ Les représentants du gouvernement répètent sans cesse les mots vérité, justice et réparation, mais ils ne font rien pour que les faits soient jugés, pour informer la société des crimes commis et des criminels ni pour indemniser les familles. ”



la mémoire historique) et petit-fils de la première personne disparue sous la répression franquiste à avoir été identifiée génétiquement, « *l'hommage le plus indispensable dans une démocratie aux victimes de disparitions forcées est l'enquête judiciaire sur les crimes, la condamnation des auteurs et l'indemnisation des familles* ».

Quant aux politiques du gouvernement, il ajoute : « *Nous sommes le seul pays au monde à avoir des milliers de personnes assassinées et disparues et à tenter de régler cela à coups de subventions. Fernando Martínez, le Secrétaire d'État à la Mémoire démocratique, ne fait que parler de subventions, mais il ne dit rien des assassins de ces milliers de civils, ni de la manière dont ces crimes ont été commis, ni de la façon dont ils en ont profité.* »

Lorsque l'ONU définit la disparition forcée, elle décrit ce que les putschistes

de 1936 ont fait, en expliquant qu'il s'agit de « *l'arrestation, la détention ou le déplacement de personnes contre leur volonté, ou leur privation de liberté de quelque manière que ce soit par des agents gouvernementaux de tout secteur ou niveau, par des groupes organisés ou par des particuliers agissant au nom du gouvernement ou avec son soutien direct ou indirect, son autorisation ou son assentiment, et que par la suite, ces personnes sont soustraites à la protection de la loi en refusant de révéler leur sort ou leur localisation, ou de reconnaître qu'elles sont privées de liberté* ».

Les victimes, otages du gouvernement

L'ONU utilise cette date pour sensibiliser les sociétés à la gravité des disparitions forcées et rappeler qu'il s'agit de crimes permanents, car ils se poursuivent tant

que les disparus ne sont pas retrouvés. « *En Espagne – explique Emilio Silva – les représentants du gouvernement répètent sans cesse les mots vérité, justice et réparation, mais ils ne font rien pour que les faits soient jugés, pour informer la société des crimes commis et des criminels ni pour indemniser les familles* ».

Il conclut : « *Les droits humains ne sont pas subventionnés, ils sont garantis, car les politiques de subventions créent du clientélisme électoral; comme il ne s'agit pas d'un droit, on dit à la société et aux victimes en particulier que si je gouverne, il y aura des subventions, et si je ne gouverne pas, il n'y en aura pas. Et nous n'avons jamais vu que la justice ou la réparation pour une victime du terrorisme dépend du résultat des élections.* »

Daniel Pinós

* Ni oubli ni pardon



WANTED

Dead or... dead !

L'idée n'est pas bête. Couper les têtes des chefs de l'armée ennemie, ça démoralise l'ennemi. Et ça peut calmer les ardeurs de ceux qui vont les remplacer. C'est ce que pensait le gouvernement israélien en assassinant plusieurs grands chefs du Hamas et du Hezbollah. De plus, ça n'empêchait nullement, fort d'une supériorité militaire flagrante, de renvoyer à l'âge de pierre leurs populations en les anéantissant sous un tapis de bombes.

À court terme, ça peut sembler marcher. À condition que l'ennemi soit beau joueur. Or...

Les fous de Dieu du Hezbollah viennent de bombarder l'une des résidences du Premier ministre israélien. Il a échappé à la mort. Mais jusqu'à quand ? Le bon sens voudrait qu'on se réjouisse de ces étripailles entre grands chefs. Et il faut effectivement s'en réjouir. Sauf que...

Il y a un peu plus d'un siècle, les anarchistes se sont essayés à cela. Ils ont zigouillé un certain nombre de têtes couronnées, de politicards, de juges... Et... Et le résultat ne fut pas très concluant. Non seulement ils s'en sont pris plein la tronche de répressions féroces, mais, de plus, les rois ont été remplacés par d'autres rois, et, surtout, la royauté s'en est presque trouvée renforcée.

Incroyable, il ne suffit pas de tuer les rois pour supprimer la royauté. Car, eh bé oui, les rois sont des personnes physiques qui représentent la royauté qui, elle, est un système politique, économique et social. Et on ne supprime pas un système politique, économique et social en se contentant de supprimer ses représentants du moment.

Fort de cette expérience, les anarchistes, ces ennemis farouches des rois et de la royauté, se sont alors investis dans les mouvements sociaux et furent à l'origine des Bourses du travail et du mouvement syndical. Ils avaient pigé qu'il est plus efficace de s'attaquer aux **causes** d'un phénomène plutôt qu'à ses **effets**.



On l'aura compris, sabler le champagne à propos de l'assassinat d'enfoirés est normal, mais ne résout rien.

La solution, on la connaît. Ce serait celle d'un seul PAYS de liberté, d'égalité et de justice économique et sociale brandissant haut et clair le drapeau de la laïcité. L'Afrique du Sud de Mandela a montré la voie, même si tout n'est pas parfait.

La pseudo solution à deux États est boiteuse. Car, sur quelles bases territoriales ? Et quelles garanties pour que cesse la guerre entre les fous de Dieu des deux camps ?

Pour l'heure, que faire, sinon, à hauteur de nos petits moyens, soutenir ceux qui, en Palestine comme en Israël, œuvrent pour la paix et un vivre ensemble ?

Bon d'accord, ce n'est pas gagné. Mais hors de cette voie, c'est perdu !

Jean-Marc Raynaud

GÉO POLITIQUE-TAC

Peaux noires et masques blancs !

Selon Donald, celui du dernier Walt Disney, pas oncle Donald (coucou Riri, Fifi, Loulou), tous les malheurs actuels des USA viendraient de l'immigration. C'est absolument vrai.

Jadis, en effet, l'Amérique, du Nord comme du Sud, était habitée par de nombreux Amérindiens. Ils étaient là depuis toujours. Chez eux.

Et puis, des immigrés sont arrivés. Des sauvages anglais, français, européens...

Et ils ont zigouillé tous les natifs américains. En clair, les USA actuels sont un pays d'envahisseurs et d'immigrés.

Et, c'est ce même pays d'envahisseurs immigrés qui se fait aujourd'hui le chantre d'une lutte sans merci contre l'immigration.

Ainsi donc, des immigrés seraient désormais les pires ennemis d'une immigration dont ils sont issus.

C'est à n'y plus rien comprendre !

C'est un peu comme si la grande France éternelle néandertalienne, qui est désormais un pays d'immigrés homo sapiens, goths, ostrogoths, saligoths et autres cathos, s'alarmait de l'arrivée d'immigrés suisses au motif qu'ils seraient luthériens. C'est juste impensable !

Jean-Marc Raynaud

Professeur émérite de droit tribal
à l'université des îles du Salut

LE COUP DE GUEULE DE JUSTHOM LA DÉMOCRATIE, COUSINE GERMAINE DE L'ILLUSION



“ La propagande est aux démocraties
ce que la violence est aux dictatures. ”

Noam Chomsky

Il s'agit, pour les politicards du département de la Seine-Maritime, de manipuler la jeunesse du pays en lui donnant l'illusion que participer au cinéma électoral et mener campagne pour être élu : c'est un geste démocratique hautement citoyen.

Quel leurre! Quelle farce!

Comme de bien entendu, cette initiative vient d'en haut et est téléguidée par la vice-présidente du département, Madame Chantal Cottreau, et chapeautée par le président Bertrand Bellanger.

Comme les grands !

Ces grands démocrates ne laissent rien au hasard et surtout pas la jeunesse qu'il faut ferrer, quitte à dénaturer le sens même du concept en le qualifiant de toutes les vertus! Il faut bien justifier leur supercherie.

C'est ainsi que, dès la rentrée de septembre 2024, ils ont, disent-ils, sensibilisé les jeunes des collèges au système électoral en leur distribuant un « kit d'élection ». Comme pour les élections départementales, ils devront se constituer en binôme paritaire « une fille, un garçon », alors, ils pourront faire campagne électorale et, s'ils sont élus, devenir les représentants de la grande masse des collégiens.

Alors, commencera la « comédie » destinée à les asservir, à les abêtir, à faire d'eux des clones de leurs aînés, en souhaitant que la lignée de ces pantins ne dépérisse pas.

Ils seront conviés à une cérémonie d'investiture (sic) présidée par Bertrand Bellanger, président du département et investi de haute responsabilité (re sic).

C'est là que la supercherie et l'illusion atteignent des sommets.

“ La démocratie ce n'est pas
la loi de la majorité, mais la
protection de la minorité. ”

Albert Camus



La démocratie au collège a ses limites !

Ils pourront s'exprimer dans cinq commissions : sport et loisirs; culture et patrimoine; solidarité et santé; environnement et développement durable; ma vie au collège.

Mais, là où se décide la mise en place des programmes scolaires, de leurs contenus, des horaires, du nombre de collégiens par classe... tout cela ne leur est pas permis.

Ils n'auront pas leur mot à dire ni même à donner leur avis ni à participer, à égalité avec ceux qui savent, dans les réunions de travail des professeurs, des inspecteurs, des proviseurs, des directeurs d'académie et des responsables de l'éducation au sein de la région, pas plus que de la vice-présidente en charge des collèges et de la réussite éducative!

Tout ce petit monde de pseudos adultes sait et les ados doivent obéir! Nous sommes aux antipodes de la démocratie et du respect. C'est pourquoi parler de démocratie relève d'une malhonnêteté crasse. À ce niveau le plus élémentaire, elle relève uniquement de l'autorité, de la domination et de l'inégalité. Un jeune doit forcément obéissance et respect à l'adulte.

La démocratie, telle que nous la présentent tous ces détracteurs, n'a rien à voir avec les besoins des collégiens, des professeurs... Elle est singée et au service d'un pouvoir autoritaire qui confisque toutes possibilités aux collégiens de s'exprimer et de pouvoir prendre en main leur destinée, et ce, sans tuteur ni maître à penser.

Dans « démocratie » y'a toujours « cratie »

En cela, c'est bien la preuve que tout pouvoir, qu'il soit étatique, administratif, est despotique. Il est temps d'en finir avec les despotes de la démocratie.

Le concept de démocratie est galvaudé par l'ensemble de la classe politique qui s'en réclame pour justifier tous ses méfaits au nom de son pouvoir et son autorité électorale. Je propose donc d'employer le concept d'« acratie » pour qualifier le modèle de société que nous autres anarchistes préconisons, qui veut dire : absence d'autorité, de domination, de pouvoir que s'attribue légalement ou illégalement tout type que ce soit de hiérarchie.

Justhom

Groupe de Rouen

2024 : LA CONSÉCRATION DU CONTRÔLE

Les terrains de lutte ne manquent pas en cette fin d'année 2024.

Ce sont toujours les mêmes et le Monde Libertaire y a consacré plusieurs de ses dossiers sur ces douze mois : du féminisme à la prison, en passant par le nucléaire, l'internationalisme, l'éducation, l'antimilitarisme...

Ces combats continuent et ne cesseront jamais tant, pensons-nous, que notre idéal anarchiste, anticapitaliste, n'aura pas été atteint.

Ils perdurent, mais dans un univers en constante complexification où le rouleau compresseur de l'ordre capitaliste s'arme de plus en plus et se dote de moyens toujours plus puissants et sophistiqués pour mater les peuples.

Ce qui se passe en France n'est qu'une image de ce qui se généralise partout dans le monde. On voit ici, dans ce que certains avaient convenu d'appeler le pays des droits de l'homme, l'augmentation faramineuse des budgets des armées et de la répression policière au détriment des autres secteurs, santé, éducation, protection sociale.

Les spots publicitaires du gouvernement pour recruter, qui des militaires, qui des flics, se multiplient sur les écrans des TV aux ordres.

Alors que d'aucuns se gargarisent de bonheur à chaque prouesse commerciale dans le domaine du commerce international des armes, les guerres se multiplient et s'intensifient aux quatre coins de la planète.

Oppression, répression, contrôle

Le surarmement de l'armée et de la bleusaille, outre les investissements massifs dans les outils classiques de la violence et de la répression, prend des allures de plus en plus inquiétantes.

On avait bien vu comment l'épisode COVID avait pu servir de laboratoire d'observation de l'obéissance des masses et de mise en place d'outils de surveillance et de contrôle. Le pouvoir a pu mesurer le niveau d'ac-

ceptation du peuple, jusqu'au chantage mafieux au *Pass vaccinal* que beaucoup ont accepté, renonçant de fait à toute humanité, toute solidarité, toute décence.

Une nouvelle expérimentation s'est déroulée durant la comédie olympique, avec cette fois l'ajout d'outils de reconnaissance faciale, l'instauration du *Pass* pour rentrer chez soi et même pour aller trimer pour le plus grand profit d'un patronat aux anges. L'informatique, et sa folie d'intelligence artificielle, déploie des trésors d'horreurs et s'impose jusque dans les foyers (cf. *Microsoft Windows* qui propose désormais au *pecos vulgaris* de se faire aider par l'IA et donc de se dispenser du moindre effort intellectuel).

Fichés, nous le sommes tous (plus ou moins!), QR codés, on a vu, déplacés et contrôlés facialement, on a vu encore pour les JO, tracés, confinés hier, des caméras partout, des drones au-dessus de nos têtes, et puis quoi encore ?....

Pourquoi ne serions-nous pas parqués demain à ce rythme-là, pour quel fantasme politicien? Ajoutons tous les nouveaux titres d'identité pucés, la compilation et le partage des fichiers de données, que manifestement la *CNIL* ne gère pas quand on voit que nos coordonnées se baladent entre

services publics et autres firmes privées qui nous harcèlent de leurs publicités indigestes.

Récemment encore, le pouvoir met en œuvre les moyens de surveiller nos activités sur les réseaux sociaux, *Google*, *TikTok*, *Instagram*. Ce qui devrait bien entendu se généraliser à tous les outils de libre échange d'informations. Quoi qu'on pense des réseaux sociaux, c'est encore du contrôle en plus qui doit déboucher logiquement sur la pénalisation de ce qui ne serait pas toléré par le pouvoir.

Tout se confond. Tout se banalise et, finalement, tout s'installe et s'admet au prétexte que le monstre est trop gros et trop fort et qu'on ne peut rien y faire. Disons-le clairement : constater et contester cet état de fait est nécessaire et doit s'amplifier. Ne pas le faire, c'est adhérer.

Plus rien ne devrait bientôt échapper au pouvoir, qui bien entendu ne se privera pas de généraliser et installer dans la durée ces technologies... bien entendu sans le contrôle du peuple, qui pourtant lui, dans ces prétendues démocraties, est bien celui qui devrait contrôler le pouvoir et ses organes.

Les mesures coercitives transitoires n'ont en effet pour but que d'être des tests grandeur nature en vue d'une instauration sur le long terme. En conséquence, les acceptations temporaires ne font que banaliser et valider les mesures d'exception pour un futur déjà écrit.

Tout ce qui se fait là, cette panoplie d'outils et de tests de coercition, tout cela, légalisé, sera demain à la disposition de n'importe quel régime. Quand on constate, en France comme partout, la montée des régimes autoritaires et des extrêmes droites, il y a vraiment de quoi se préoccuper. Et pour ce qui est de notre pauvre hexagone, disons-le, il est clair que le pouvoir actuel prépare le terrain pour le retour de la peste

Vidéo-surveillance, Puces RFID, Fichiers informatisés, Edvige, Cristina, FNAEG, Biométrie, Flicage de l'internet, Criminalisation des luttes, etc, etc ...

SURVEILLANCE PARTOUT



LIBERTE NULLE PART

brune avec laquelle il gouverne et se confond dans les faits.

Nous arrivons dans le monde à l'envers qu'il va donc nous falloir remettre à l'endroit! Nous savons bien sûr que les parlementaires ne s'opposeront jamais à toutes ces saloperies (ils rêvent tous d'en jouir et en abuser), et quand bien même, c'est criant ici peut-être plus qu'ailleurs, à quoi ces beaux parleurs peuvent servir : à rien sauf être la caution théorique donnée au pouvoir fascisant en étant des oppositions de façade.

Encore et encore : voter, non merci !

Revenons donc sur un autre thème de l'année du *Monde Libertaire*, notre journal, démuné d'intelligence artificielle, de publicité, de sondages trafiqués et riche de l'action concrète et sincère des militants anarchistes : l'anti-électorisme.

Ce n'est en effet qu'en dehors du jeu politique des guignols au service du capitalisme triomphant et destructeur que l'issue pourra se trouver. Réjouis-

sons-nous, car tant au sein du milieu libertaire (trop disséminé) que partout dans la société civile, les voix de la vraie opposition libre, la vraie insoumission, se font de plus en plus entendre.

Le mouvement antinucléaire s'organise de mieux en mieux (en atteste par exemple la manifestation organisée à Rouen les 12 et 13 novembre 2024), la multiplication des ZAD (Cf. le Village de l'Eau) durement et violemment réprimées, et toutes actions de lutte auxquelles les militants de la Fédération Anarchiste se joignent et auxquelles le *Monde Libertaire* s'est fait régulièrement l'écho cette année encore.

Le capitalisme est un monstre froid, destructeur, oppresseur, et les candidats au pouvoir politique n'ont d'autre projet que d'en maintenir l'existence et le renforcer. La convergence des luttes pour le contester et le combattre est nécessaire, mais nous savons que derrière ces moments d'unité, les projets divergent.

Sans l'abolition de l'État et du pouvoir, l'exploitation, et donc le contrôle

de l'homme par l'homme, perdurera sous des étiquettes nouvelles. Beaucoup luttent dans une perspective réformiste, pas toujours anticapitaliste (du moins sincèrement), mais tous devraient comprendre que ce qui se met en place pour contraindre les peuples ne peut disparaître qu'avec les institutions qui en sont dépositaires : l'État, les théâtres de Guignols parlementaires, les pseudo-Conseils constitutionnels et autres officines régaliennes.

On en a marre de l'oppression sous toutes ses formes qui nous impose l'injustice, la guerre, la destruction de notre propre biotope, la violence, la misère, le patriarcat, les religions... la monnaie!

On ne va quand même pas prier, non! Mais espérons que ce vieux monde d'injustice, de compétition et de méritocratie, avec notre aide, va enfin se prendre les pieds dans le tapis et ouvrir des voies pour la Révolution Sociale et Libertaire.

Philippe Pouchat
Individuel 14

LA FRANCE S'ENNUIE !

C'est ainsi que titrait le journal *Le Monde*, une semaine avant les « événements » de mai-juin 1968. Notre « confrère », spécialiste de la météo du temps d'hier, centriste de l'extrême centre et familier des arcanes des pouvoirs radicalement modérés, en clair démocrate-chrétien, avait, une fois de plus, tout compris ! Comme aujourd'hui !

Soyons honnêtes, on pourrait s'y tromper !

Macron dernier, qui s'était pris une petite claque aux avant-dernières élections législatives, mais faisait encore illusion via un gouvernement Borne (de la droite de gauche) et Attal (de la bobo sphère spécialiste du pâté d'alouette avec un cheval et une alouette), aurait pu continuer sinon à faire illusion du moins à se la jouer Jupiter. Mais, sa majesté, vexée de tant d'ingratitude à son égard, a décidé de dissoudre « son » Assemblée nationale.

Tout faux !

Le peuple électoral, cet ingrat, l'a renvoyé dans les cordes. Un petit quart de rescapés du naufrage. Un petit tiers de grands méchants loups d'extrême droite. Et un bon tiers de tribus barbares dites de gauche renouant aussitôt avec leurs querelles ancestrales. Bref, une nouvelle Assemblée sans majorité autre que de circonstances circonstancielles. Un machin ingouvernable, même à quai et ressemblant de plus en plus au Radeau de la Méduse.

Voilà où on en est. Et ce, pendant encore six mois et peut-être deux ans si Macron dernier, désormais relégué à l'inauguration des chrysanthèmes, s'accroche aux branches jusqu'au bout. Mais bon !

Histoire belge

Une absence de gouvernement. Bof. Ça ne peut pas être pire. Nos amis belges, coutumiers du fait, n'en sont pas mécontents. Les aspirants au pouvoir se chamaillent comme des mômes à la récré pendant que l'institut est parti faire pipi. C'est un spectacle de bouffons sans conséquence, car ils ont laissé les clefs du camion sur la table du maître. Et, donc, la vie continue comme avant. Pas mieux. Mais pas pire. Disons, pas encore !

Retenez-moi, ou je fais un malheur.

Comme d'hab, ici et là, on nous annonce, comme tous les ans, que la « rentrée » sera chaude. Des manifs, parfois fréquentées, mais de moins en moins, des grèves, surtout bien fragmentées, et, suprême audace, des pétitions et des courriers aux zélus. Il en est comme cela depuis des lustres. En

MACRON FUSTIGE « L'ESPRIT DE DÉFAITE »

PAR EXEMPLE, MOI, SI JE PERDS, JE M'EN FOUS, JE FAIS COMME SI C'ÉTAIT PAS VRAI !



tout cas depuis que les luttes sociales se déroulent sous la bannière de la collaboration de classe. Une guéguerre entre « partenaires sociaux ». Entre ceux qui ont toujours plus et les soi-disant représentants de ceux qui ont toujours moins. Le résultat étant connu. Je demande 100 balles, le « partenaire » patronal propose 50. Et après négociations, on obtient 60. Et c'est considéré comme une grande victoire. Alors que même à 80 on se faisait enfler.

En clair, les choses étant ce qu'elles sont, il n'y a pas de raisons pour qu'il en aille autrement. La machine réformiste est bien huilée. Entre partenaires, le nouveau nom des colabos, c'est le front uni contre la Résistance. Et ça pourrait encore marcher quelque temps. Sauf que !

Sauf que !

Sauf que les fins de mois ont lieu de plus en plus tôt. Que les suppressions d'emplois ne cessent de succéder aux suppressions d'emplois. Que les services publics sont de plus en plus à l'os. Que les déserts médicaux et autres ne cessent de s'étendre. Que le PSG (et ses smicards) n'arrive toujours pas à gagner autre chose que des matchs de troisième catégorie. Et tout cela, alors que les riches, les ultra-riches et autres actionnaires s'angoissent pour savoir comment placer le fric, toujours plus abondant, qu'ils gagnent sur notre dos.

Et je ne cause même pas des malheurs du monde. De la guerre en Ukraine. Du génocide en cours à Gaza. Des



MISSAK MANOUCHIAN Récupéré par les idéologies qu'il combattait

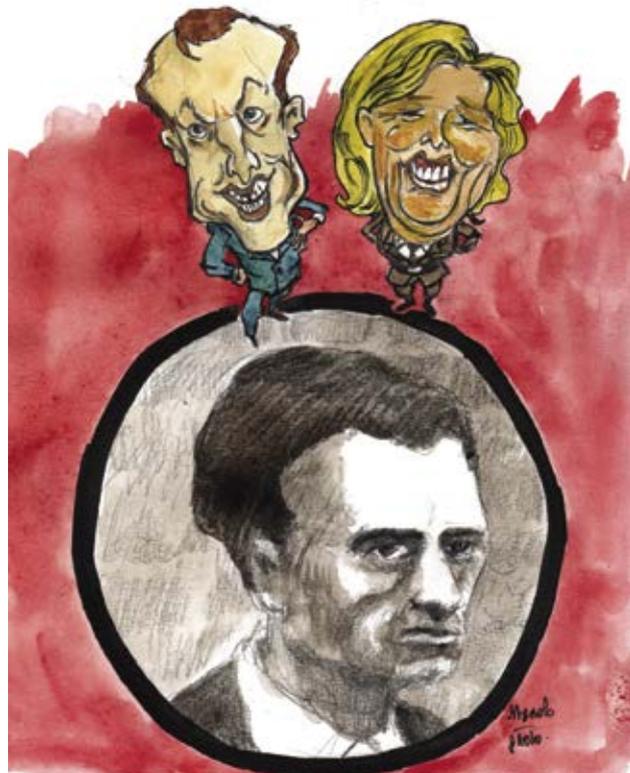
guerres de ceci ou de cela, ici, là ou ailleurs pour toujours les mêmes raisons de merde religieuses, nationalistes, impérialistes... De la montée mondiale des populismes d'extrême droite. De l'élection « même pas Poutinienne » de Trump la mort. Du réchauffement climatique. De la fonte des Pôles. De la montée du niveau de la mer. Et, bien sûr, de la sardine qui est en train de boucher le port de Marseille.

Bref, c'est même pas qu'on sait où on va et qu'on y va, c'est qu'on y est!

Frères Jacques, frères Jacques !

Pas besoin d'avoir fait Sciences Po pour annoncer la couleur. C'est une évidence. À force d'être tondu de plus en plus ras et désormais jusqu'au sang, le mouton populaire et prolétaire va montrer les dents. Des dents de loup. Et il ne va pas faire de quartier. Les patous comme les bergers vont y avoir droit. On va brûler les châteaux. Châtier les collecteurs d'impôts. Sortir les fourches. La question n'est pas de savoir ce qui va déclencher l'incendie, mais quand ce dernier va-t-il avoir lieu, c'est-à-dire très vite.

Comme toujours, ces révoltes vont être sauvages, confuses, contradictoires, violentes et sans perspectives autres que trop c'est trop. On appelle cela des Jacques.



Et la révolution sociale dans tout ça ?

Jadis, du temps des châteaux qui dominaient les vallées (de larmes) où trimaient les manants, on pouvait espérer régler le problème en brûlant châteaux et châtelains. Mais pour l'heure, on ne sait plus où sont les châteaux ni qui sont et où sont les châtelains. Ah, la mondialisation capitaliste et la financiarisation de tout et de son contraire au royaume des paradis fiscaux de chez nous et d'ailleurs.

Pire, tous ces « anonymes » du capitalisme néolibéral et de plus en plus autocratique ont gagné la mère des batailles. Celle des valeurs.

Ils ont réussi à mettre leurs valeurs d'individualisme, de compétition, de loi du plus fort, de consommation, de jouissance matérielle immédiate, de liberté du renard libre dans le poulailler libre... dans la tête des poules prolétaires.

Terminés le et les collectifs, l'entraide, la solidarité, l'humanisme et ses valeurs universelles de liberté et d'égalité... Le moi-je l'emporte désormais sur le moi-nous. La division sur l'union. Le bien particulier sur le bien commun. L'horizon de l'universel s'arrêtant aux frontières du tribalisme.

On l'aura compris, si jadis la révolution ce n'était pas de la tarte, désormais, ça ne l'est pas davantage.

Normalement, cela devrait motiver les révolutionnaires dont nous nous targuons d'être.

En tout cas, je n'ose croire que cela puisse vous ennuyer!

Jean-Marc Raynaud

IL FAUT QUE TOUT CHANGE... POUR QUE RIEN NE CHANGE.

Giuseppe Tomasi di Lampedusa (1896-1957), *Le Guépard*, 1958.

**Nous en sommes là.
Des élections devaient
tout changer et...
rien n'a changé.**

Le Nouveau Front Populaire est arrivé en tête, il n'a pas assez de parlementaires pour avoir une majorité absolue; le Rassemblement national non plus, ce qui ne doit pas nous faire oublier que plus de 10 millions d'électeurs ont voté pour lui; les Républicains qui étaient au plus mal avant ces élections se refont la cerise en entrant en force dans le nouveau gouvernement Barnier; ils peuvent remercier Macron et sa stratégie post-dissolution nous expliquant son choix d'un nouveau Premier ministre susceptible de former un gouvernement capable d'éviter la menace de motions de censure à répétition. Joyeux merdier pour les temps qui viennent; nous ne sommes plus dans le « ni droite, ni gauche », mais dans le « ni gauche, ni gauche », et même carrément dans le « à droite toute ». Alors ces élections? Tout ça pour ça? Le changement n'est pas pour demain ni après-demain, la droite reste au pouvoir et la gauche, plus divisée qu'elle ne veut l'admettre, aura tout loisir de réfléchir au concept d'illusion électorale où les premiers se retrouvent les derniers.

Nouvelles têtes

Après un temps assez long pour nommer un nouveau Premier ministre et toutes les supputations des « experts » qui prédisaient tel ou tel choix, après une parenthèse de jeunisme sous la houlette de Macron, c'est finalement le dinosaure Barnier qui a été nommé et qui a donc concocté la composition du nouveau gouvernement. À l'heure où sont écrites ces lignes (mi-octobre),

les déclarations du gouvernement (qui risque de sauter avant la fin de l'année) se succèdent de jour en jour et méritent d'être classées dans la catégorie « foutage de gueule », démontrant une fois de plus ce qu'il y a de vain dans l'illusion électorale.

Tout avait commencé avec l'annonce par Macron de la dissolution de l'Assemblée nationale afin de « donner la parole aux Français ». À croire qu'il n'entendait pas ces Français quand ils descendaient dans la rue pour lui hurler que sa « réforme » des retraites, ils n'en voulaient pas. Ça a continué avec les élections qui ont suivi cette dissolution. Le résultat était sans appel : une claque pour Macron et sa politique. Mais lui, en plus d'être sourd, est également aveugle puisqu'il déclarait dans la foulée ne voir aucun vainqueur issu de ce vote (en tout cas, ce qui est sûr, c'est que lui sortait grand vaincu). S'en est suivie la tragi-comédie du choix d'un nouveau Premier ministre. Le Nouveau Front Populaire arrivé en tête des élections en a été pour ses frais (quand on vous dit que les élections ne sont qu'un piège à cons, faudrait un jour nous écouter). Le Rassemblement

National aussi, lui qui imaginait déjà un Jordan Bardella Premier ministre. Finalement, c'est donc Barnier qui est sorti du chapeau pour former un nouveau gouvernement. Miracle du système électoral, Les Républicains qui étaient devenus presque inexistantes se retrouvent aux manettes du pays. Du précédent gouvernement « ni droite ni gauche », on est passé à un gouvernement de droite et même plus avec un RN en embuscade, faiseur de rois.

À vot' bon cœur m'sieurs dames!

Le Premier ministre a présenté son projet de budget : évidemment sans surprise, il est placé sous le signe de l'austérité/rigueur (rayez la mention inutile). Il faut dire – et ils le disent – que nous devons réduire la dette du pays qui, révélation, est beaucoup plus importante que nous le disait l'ancien ministre de l'Économie Bruno Lemaire (qu'on n'entend plus beaucoup ces temps-ci). Donc, notre nouveau gouvernement va devoir trouver des sous et réduire les dépenses publiques (40 milliards à dénicher, quand même!). Effet d'annonce oblige, on nous pro-



CONCLAVE BUDGÉTAIRE...



met que les efforts seront partagés : il est même question de taxer les profits des multinationales et les plus hauts revenus. Rassurez-vous, ce seront des mesures provisoires (deux ans pour les entreprises, trois ans pour les particuliers super-riches), on n'allait quand même pas les taxer à vie.

Par contre, pour les plus modestes, celles et ceux d'en bas, vous, nous, d'autres mesures vont être prises qui, elles, vont être dans la catégorie « durable ». Comme le financement de la Sécurité sociale qui va prendre un bon coup de rabot dans le museau; comme la taxe sur l'électricité, comme le « reste à charge » des consultations médicales (avec l'augmentation du coût des mutuelles qui va s'ensuivre); l'assurance chômage toujours en discussion : on réduit, on ne réduit pas? Bien sûr, des coupes budgétaires dans les services publics sont évidemment prévues et annoncées pour les fonctionnaires, notamment dans l'Éducation (suppression de 4 000 postes d'enseignants)... Rassurez-vous, pas de coupes budgétaires pour la police et l'armée (au contraire, histoire de nous sentir bien protégés).

Tous égaux, mais certains plus que d'autres

J'allais oublier, il n'y a pas que de mauvaises nouvelles, en tout cas pour certains. 7 ans de macronisme ont vu défiler des cadeaux aux plus riches :

- > 16 milliards de baisses d'impôts sur les sociétés;
- > 19 milliards de baisses d'impôts de production;
- > 5 milliards pour l'extension du CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi);
- > 2 milliards de suppression de l'ISF (Impôt de solidarité sur la fortune);
- > 1,7 milliard de baisse de la taxe sur le capital;

> 4 milliards de défiscalisation / réduction des cotisations d'heures supplémentaires...

Soit près de 50 milliards en moins dans les comptes publics.

Pour poursuivre allègrement dans cette voie, il était prévu – et annoncé – l'augmentation de certains budgets bien particuliers : les dotations de l'Élysée, de l'Assemblée nationale, du Sénat... comme quoi l'État sait penser à lui-même! Mais devant le tollé suscité par cette annonce, rétropédalage du gouvernement. Si le cœur vous en dit, pour aider ces pauvres malheureux, vous pouvez toujours créer un financement par crowdfunding.

Vous l'aurez compris, l'austérité ce ne sera pas pour les dirigeants, les entreprises capitalistes, mais bien pour les travailleurs (normal, c'est les plus nombreux) qui attendent toujours les bienfaits du « ruissellement macronien ». Une fois de plus, la justice sociale n'est pas au rendez-vous. La devise de notre République n'a jamais semblé aussi incongrue :

- > Liberté (coucou Bruno Retailleau, chien méchant);
- > Égalité (avec des riches de plus en plus riches et des pauvres de plus en plus pauvres);
- > Fraternité (ben non, mon patron n'a jamais été mon frère).

On a beau chercher dans le projet de budget, nulle trace de mesures véritables contre l'évasion fiscale, ni

pour la taxation des superprofits des grandes entreprises dont la situation économique n'a jamais été aussi florissante, dans le même temps où la précarité d'une grande partie de la population ne cesse de croître.

Un autre monde est-il possible? Les anarchistes en sont convaincus, mais ce monde ne nous sera pas offert sur un plateau d'argent. L'illusion électorale a encore démontré son inefficacité à changer l'ordre des choses d'un système capitaliste toujours plus arrogant. Les temps à venir ne s'annoncent pas joyeux, et les directions syndicales semblent plutôt aphones, ou peut-être nous proposeront-elles de nouvelles journées d'action dont elles ont le secret : un jour par mois histoire de se prouver qu'elles existent encore; la classe dirigeante elle, veut nous imposer sa vision de l'avenir qui consiste à maintenir et même à accentuer ses privilèges. La santé? L'écologie? Pas maintenant, plus tard, l'urgence climatique est devenue tout sauf urgente.

À nous de continuer notre combat contre ce système de domination et d'exploitation. À nous de nous mobiliser dans les entreprises, dans la rue, avec d'autres, car non, nous ne serons pas tout seuls : les gouvernements sèment la misère, ils ne récolteront que la tempête.

Ramón Pino
Groupe Salvador Seguí

SUR LA NOTION DE « PARTI »

Ce texte publié dans son entièreté en ligne¹ – écrit à l’occasion d’un symposium au sujet de la notion de « parti » dans le champ politique national – introduit la stratégie du « Parti » politique sous un œil contemporain. Le « Parti », comme outil militant, est à oublier. Il amène la professionnalisation du milieu militant qui cristallise la mise en place d’une bureaucratie et d’une classe politique régissant. Elle qui subsiste et gouverne en exploitant le malheur de celles et ceux qui se révoltent pour vivre.



Que signifie « s’organiser en parti » du point de vue de la gauche ?

L’organisation en « Parti » est une stratégie basée sur une centralisation de pouvoir, de ressources et de biens. Le pouvoir appartient aux tendances majoritaires au sein du Parti. Les ressources sont amassées et utilisées par ces tendances et pour la subsistance du Parti. Et les biens – locaux, matériaux et journaux – servent à maintenir en vie le Parti. Les partisan·nes du « Parti » donnent à leur comité local une étiquette et une forme qui se réfère à ce qui est décidé en congrès ou en assemblée. Ce parti suit une structure très souvent fédéraliste.

Selon Jean² et Monica Charlot³, ces partis doivent avoir une base électorale. Les campagnes électorales durent plus longtemps, favorisant l’émergence de

régulation et de structures afin de gérer tout l’électorat et les élus. Les comités de campagne deviennent permanents, formant des sections locales avec des idées, un programme et des éléments de langage propres à la section centrale du parti.

Le parti construit-il son peuple? Focus sur les Partis « révolutionnaires » de gauche. Les partis révolutionnaires de gauche prônent et défendent, pour la plupart, des idées socialistes et communistes. Souhaitant tous l’organisation des « travailleurs » à travers leur propre Parti dirigé par leurs propres militant·es informé·es et éclairé·es. Ces Partis seraient aussi les instances dirigeantes du peuple favorable (non « contre-révolutionnaire ») à la révolution lors de son éruption.

Beaucoup prennent pour modèle la « révolution » des bolcheviks de 1917. C’est-à-dire la prise de pouvoir d’un

parti révolutionnaire, par son comité révolutionnaire : une prise de pouvoir martiale et militaire. En attendant, c’est lors de ses congrès, ses assemblées et ses « soviets » que les partis/tendances s’opposent et essaient mutuellement de se dominer (rapport de force). Alors, lorsque les militant·es d’une tendance en ont l’occasion, ils s’imposent. Parce que pour elleux, iels sont les éléments « éclairé·es » et « conscientisé·es » de la « classe ouvrière » : les autres sont des contre-révolutionnaires, ignorant·es et stupides qui mettent en péril tout le « travail accompli ». Alors, oui, ce Parti façonne un idéal pour le peuple. Mais un idéal qui lui est propre. Enfin, il construit son peuple à partir de son idéal. Créer un Parti « anarchiste » et faire en sorte que la structure soit un outil pour la lutte et non une instance de pouvoir hiérarchique est impossible. Cela a déjà été fait plusieurs fois :

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, UNE AUBERGE ESPAGNOLE!

“ Ils ne sont pas un, mais 577 bélières... ”

Justhom

Quelle place donner à un parti « ouvert », organisé par les libertaires ?

En décembre 1955, la FCL⁴ décide de présenter des « candidats révolutionnaires » aux Élections législatives françaises de 1956. Ils feront un score dérisoire. Cette erreur, Georges Fontenis⁵ et ses membres la reconnaissent, et elle entraîne de nouveau la scission de plusieurs groupes actifs. Pour Christian Lagant, l'éditeur de la revue *Noir et rouge*, la FCL était devenue un « parti plus trotskiste que libertaire », qui devait se dissoudre d'elle-même après le summum de la participation aux élections législatives.

Similaire à la FCL, la Coordination des Groupes Anarchistes scissionne avec la FA en 2002 pour mettre en place un mécanisme plus « efficace » par majorité. En quelques années apparaissent des combats internes, des guerres de clans, des tendances qui en écrasent d'autres jusqu'à ce que la structure se brise.

Une structure « libre » et anarchiste au sein d'un « Parti », ou d'une organisation s'en rapprochant, ne peut exister. Le Parti est un appareil centralisé et rigide, incompatible avec les préceptes anarchistes, donnant les pouvoirs décisionnels à une minorité « idéale » et où les informations y sont contrôlées et régulées.

Crabi

Liaison « Commune de Lyon »

1. <https://purpleblack.org/Symposium.md>
2. Politologue français.
3. Historienne franco-britannique, spécialisée dans l'étude de la civilisation britannique.
4. La Fédération anarchiste en 1953 devient la « Fédération Communiste Libertaire » par la volonté de quelques centaines de membres. Le nom « Parti communiste anarchiste » était aussi proposé.
5. Initiateur de la création de la FCL.

Loin de moi l'idée de faire offense au peuple Espagnol mais, je dois avouer que depuis que règne sur le trône de France sa majesté Macron 1^{er}, l'Assemblée nationale où, en principe, siègent les représentants du peuple, ressemble étrangement à une auberge espagnole.

Dans cette auberge espagnole, on ne sert pas à manger mais des discours indigestes. Elle est fréquentée par des clients particuliers des députés (es) et parfois des ministres qui viennent répondre à leurs questionnements. Il arrive que parfois le premier de ces ministres vienne présenter sa feuille de route (la politique qu'il compte appliquer).

Le dernier en date a été celui que Macron a sorti d'une pochette surprise, un homme du passé, d'un autre âge et réactionnaire fermé à toutes évolutions. Pour ne pas nommer l'infatué personnage, il s'agit de « Barnier ».

Le galimatias de politique générale qu'il a présenté mardi 1^{er} octobre 2024 a été si confus, qu'il n'a pas osé solliciter le vote de confiance des députés (es).

Son discours a été plus qu'évasif, obscur, confus, fouillis... Il semblait vouloir dire quelque chose mais en réalité il n'a apporté rien de nouveau. Ce n'était que du réchauffé destiné à abuser de la crédibilité de la population.

Face à des députés (es) jean-foutre, un 1^{er} ministre bélière.

Il faut bien dire que l'Assemblée nationale ressemble plus à une foire

commerciale qu'à un lieu où l'on échange des idées en toute sérénité.

C'est devenu un endroit où l'invective est reine. C'est une véritable foire d'empoigne. On y trouve un fouillis de personnages, une véritable faune de prédateurs très variés de députés (es) qui prétendent toutes et tous représenter le peuple.

Mesdames et Messieurs les députés, plutôt que de faire les guignols en faisant semblant de donner l'illusion que vous agissez pour le bien être de vos mandants, vous oubliez que ce sont eux qui vous on faits. Vous pourriez avoir au moins un minimum de respect pour eux.

Le peuple est fatigué de toutes vos simagrées et de vos discutailleries.

Vous êtes pathétiques.

Si la situation n'était pas si alarmante, cela prêterait à rire. Mais prendre le peuple pour une bille devrait le faire réagir. Il sait qu'il ne peut compter que sur lui. Lui seul peut changer radicalement les bases de la société. Ses intérêts sont diamétralement opposés à ces ignobles individus qui gravitent autour de lui dans un seul but, continuer à le gruger. Alors, que le peuple cesse de confier sa vie à des manipulateurs. Qu'il agisse et ne vote plus. Qu'il prenne conscience qu'uni et collectivement, il pourra se débarrasser de tous ces encombrants et en finir avec tous ces pollueurs.

Justhom



LE THÉÂTRE DE L'ABSURDE

“ Je trouve que le théâtre est un lieu de vérité. On dit généralement, il est vrai, que c'est le lieu de l'illusion. N'en croyez rien. C'est la société plutôt qui vivrait d'illusion et vous rencontrerez sûrement moins de cabotins à la scène qu'à la ville. ”

Albert Camus - *Pourquoi je fais du théâtre ?*

Le metteur en scène qui sévit depuis plus de sept années sur la grande scène de la vie sociale du pays impose, tel un dictateur, une mise en scène de « classe ».

Ce personnage pue tant il considère le peuple, les travailleurs comme du menu fretin. Il n'a pour eux que mépris. Ils peuvent toujours manifester, autant qu'ils veulent, il ne les entend pas. Et, s'ils insistent trop, il leur envoie sa police.

Même si sa façon de mettre en scène la politique du pays est contestée par 75% de la population et que les actes de la pièce qu'il nous joue sont hués, sifflés et ponctués de démissions, de quolibets... qu'à cela ne tienne.

Il est investi, prétend-il, de pouvoir... des pouvoirs qu'il s'octroie. Un pouvoir qui le rend odieux et fat. C'est clair qu'il jouit de ce pouvoir avec une délectation malsaine et malade.

Il a à ses côtés une troupe de cabotins pour le servir dévotement et très dévoués mais tout aussi méprisants envers les travailleurs. C'est à qui, chacun dans son rôle, proposera des lois plus scélérates les unes que les autres pour ponctionner, asservir et maintenir les travailleurs dans la précarité et faire en sorte qu'ils ne se rebellent pas contre le petit Macron.

Quant à la Dame du petit Macron, elle se fait la représentante de cette entreprise de Luxe qu'est LVMH et assiste à toutes les sauteries organisées par la deuxième fortune du monde. Comme le dit si bien mon camarade Jean-Marc Raynaud, c'est à faire vomir un vélo.

Cette troupe de mauvais comédiens s'accoquine avec les milliardaires du CAC 40 et le grand patronat, ils ne peuvent rien leur refuser. Pendant que

ces vils coquins se goinfrent et s'enrichissent sur le dos des portefaix, les hommes et les femmes qui créent les richesses et font leur fortune dansent devant le buffet.

Il serait judicieux que la population laissée pour compte investisse la scène théâtrale et joue les premiers rôles. Puis tire le rideau sur le passé.

Il s'agit de bâtir sur les ruines de cette société castratrice un théâtre ouvert à toutes et à tous où la parole ne sera pas confisquée. La population ne sera plus spectatrice mais pourra, si elle le désire, participer en direct aux choix sociaux et économiques dans les communes et dans les entreprises.

Justhom

Groupe de Rouen

POÉSIE EN NOIR

Monica Jornet



PREMIER TOUR, DEUXIÈME TOUR, ETC.

Premier tour, deuxième tour, et cetera, on y retournera la prochaine fois, pour sanctionner, pour faire barrage, pour porter des promesses qui n'engagent personne à rien. C'est le manège électoral : prenez votre billet, misez sur un cheval, payez-lui un troisième, un quatrième tour et regardez-le tourner sans jamais de retour ! Premier tour, deuxième tour, et cetera, à quand votre tour d'avoir votre voix ?

MANIFESTE DES VAURIENS

Dévoit et dévote, électeur, électrice !
toi qui fais leur cote, leur mets la bonne note,
crois leur camelote, lendemains de parlote,
cries oui, bravo et bis, de tes mains tu les hisses

au rang de despotes. Hé lecteur, hé lectrice !
Si tu les sabotes c'est avec ta jugeote
car donner des votes c'est rester à leur botte,
avec la police pour que tu obéisses.

Si tu rues, si tu hues le trône et le secoues,
tu es hors-jeu. Voter les sauve à tous les coups
car ta voix ne compte que si tu es d'accord

avec règles et clous. Voter ne sert à rien.
L'action directe vaut vite la mise à mort
ou l'inexistence : nous sommes des vauriens !

*Libres pensées sous licence poétique (2 vol),
Feuilles volantes, Sansonnets - 100 sonnets,*
Les Éditions libertaires - DESSIN C. MOA

ÇA SERT À QUOI TOUT ÇA ?

C'est notre ami Maxime qui chantait ça, c'est toujours, et de plus en plus, d'actualité... Dans la même veine, et puisque nous en sommes aux souvenirs de chansons, Léo chantait « ils ont voté, et puis après ? »

> Ils/elles ont voté, 1 fois, 2 fois, 3 fois pour dire que ça suffit, et ça recommence en pire, pourtant ils/elles étaient devant aux résultats des élections, mais le Président a tous les pouvoirs, et leur vote ne sert à rien, que dalle, nèfles, zéro, même pire, ils/elles ont voté à « gauche » et on a des fachos au gouvernement.

> Ils/elles ont fait les ronds-points, les gilets jaunes, ils/elles ont fait cent, deux cents manifs, mais ça n'a servi à rien, que dalle, nèfles, ils/elles sont toujours sans dents, sans le sou, sans le rond dès le 5 du mois, ils/elles font le trottoir, ou la queue aux restos du cœur.

> On va donner aux retraités la moitié de la hausse de l'inflation, ils perdent du « pouvoir d'achat » et les plus vieux, on va continuer à les martyriser, à prendre tous leurs sous au profit du privé, des gros capitalistes et des gros enfoirés, ça ne va rien changer, on va donner aux salariés des hypermarchés leur lettre de licenciement, aux autres travailleurs des pneus un faux semblant de reclassement. Et c'est prévu, les industries sont vraiment mal barrées... ça va saigner !

> On se fait enfumer, dans la rue, aux bureaux de vote, matin, midi et soir, à l'usine et sur tous nos lieux de travail et d'enseignement, et même de non-travail, nos retraites, nos Ehpad.

> Et nous ne sommes pas les seuls, le monde va mal, le vote populaire ne

sert qu'à masquer des démocraties qui n'en ont plus que le nom, qui sont devenues des démocraties, des caricatures de démocraties, des cache-mi-sères, mais de vraies dictatures.

> Ça sert à quoi tout ça, de voter pour les illusions perdues, mille fois, dix mille fois, et entendre ensuite ces bourgeois se foutre de notre gueule sur les écrans matin, midi et soir pour nous annoncer la cinquantième crise d'austérité, le cinquantième serrage de ceinture pendant qu'eux même la desserrent parce qu'ils ont trop bouffé ?

> Et ça continue aux États-Unis, Israël, Russie et cent pays où le peuple n'a qu'un droit, celui de voter, de temps en temps, pour choisir son Roi, son souverain, son monarque, son dictateur, sa milice, sa mafia, son Maître, son bourreau, son maton, sa geôle, sa prison, son juge, sa fin.

Pourtant, ils/elles étaient devant aux élections, on leur a dit cent fois que le vote est sacré en démocratie, et aujourd'hui, ici, ailleurs, partout on est assis devant la télévision, on est assis avec notre incompréhension, on attend qu'ils veuillent bien rajouter un peu de bon dans nos gamelles, c'est encore un peu tôt pour finir dans la rue, ou pour finir en prison, on préfère la carotte au bâton. Alors s'ils font un petit quelque chose, on promet qu'à la prochaine on ira encore mettre notre petit bulletin, parce qu'ils nous prennent pour des cons.

**Ou on fera révolution !
Et basta, ça suffit !**

Jean-Jean de Garrigues

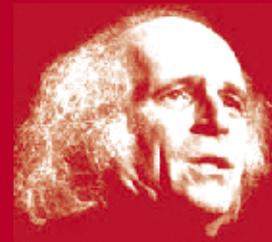
ILS ONT VOTÉ

À porter ma vie sur mon dos
J'ai déjà mis cinquante berges
Sans être un saint ni un salaud
Je ne vaudrais pas le moindre cerge
Marie maman voilà ton fils
Qu'on crucifie sur des affiches
Un doigt de scotch et un gin-fizz
Et tout le reste, je m'en fiche
Ils ont voté... et puis, après ?

J'ai la mémoire hémiplegique
Et les souvenirs éborgnés
Quand je me souviens de la trique
Il ne m'en vient que la moitié
Et vous voudriez que je cherche
La moitié d'un cul à botter ?
En ces temps, on ne voit pas l'herbe...
Ils n'ont même plus de cul,
les Français !
Ils ont voté... et puis, après ?

C'est un pays qui me débecte
Pas moyen de se faire Anglais
Ou Suisse ou con ou bien insecte
Partout ils sont confédérés...
Faut les voir à la télé-urne
Avec le Général Frappard
Et leur bulletin dans les burnes
Et le mépris dans un placard
Ils ont voté... et puis, après ?

Dans une France socialiste
Je mettrais ces fumiers debout
À fumer le scrutin de liste
Jusqu'au mégot de mon dégoût
Et puis assis sur une chaise
Un ordinateur dans le gosier
Ils chanteraient la Marseillaise
Avec des cartes perforées
Le jour de gloire est arrivé !





Lecoin ou la synthèse incarnée L'individualisme pour la liberté, et l'altruisme pour la justice

Troisième et dernier volet de cette trilogie Lecoin. Les précédentes parties s'étaient adaptées aux thèmes des deux derniers ML : l'antimilitarisme et la prison. Ce ne sont certes que deux axes de la vie de Louis Lecoin, mais deux axes marquants. Nous allons dans cette dernière partie, survoler les autres combats principaux de ce diable d'homme.

En marge de l'organisation

Lecoin a passé nombre d'années en prison, y compris depuis qu'il vit avec sa compagne, Marie Morand. Leur fille Josette naît en juin 1924. Il goûte enfin au calme. « *Deux années passent, assez mornes, la propagande va son train-train. Rien de fâcheux ne m'arrive. Je suis maintenant père de famille. Je travaille toujours dans le bâtiment* ». Lecoin souhaite consacrer davantage de temps à sa famille : c'est que depuis qu'il s'est engagé en anarchisme, il y a consacré tout son temps, toute son énergie. On comprend qu'il puisse avoir envie de donner davantage de temps à ses proches. Souvent aussi, il a dû batailler pour faire

valoir ses convictions au sein même de l'Union Anarchiste, et il en éprouve probablement une certaine lassitude. On l'a vu avec les actions engagées contre la guerre, il doit s'affirmer contre ceux qui, faisant le choix de l'entre-soi et, au nom de la pureté anarchiste, préfèrent l'inefficacité au travail en commun. Lecoin a toujours combattu pour que ses frères et sœurs humains, évitent la prison, l'armée ou la mort. Et pour cela, il a recherché le soutien du plus grand nombre, parmi les partenaires fréquentables, contre l'avis de ses compagnons anarchistes. Ceux-là sont-ils si peu sûrs d'eux qu'ils craignent de « déteindre » au contact de partenaires n'étant pas de la famille anarchiste ? Sont-ils si fragiles qu'ils redoutent qu'un compromis ne se transforme en compromission ? C'est pourtant bien en s'affirmant pacifiquement parmi les autres, que l'on se fait reconnaître dans ses différences, dans ses multiples identités.

En 1922, Lecoin quitte ses fonctions au *Libertaire*, et, tout en demeurant membre de l'Union Anarchiste, il prend un peu de recul et se met en retrait de l'organisation. Écoutons Maurice Joyeux : « *A partir de cette époque, Lecoin ne fait plus corps avec l'organisation anarchiste. Il est à côté d'elle ! Il la sollicite pour ses campagnes, il peut même lui demander son avis qu'il suit ou qu'il ne suit pas. Il est en marge.* »

Six ans devant la mort !

Tous les autres combats que mènera Lecoin, se feront donc au sein de comités qu'il mettra en place avec des partenaires. Car, bien sûr, le rythme de l'activité va quelque peu s'accélérer : « *Rentrant chez moi un soir d'octobre 1926, je trouvai un télégramme m'appelant d'urgence au siège de l'Union Anarchiste* ». Depuis leur condamnation en juillet 1921, pour un braquage qu'ils n'ont pas commis, Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti vivront six ans en prison « *six ans condamnés à mort, avec pour seule compagnie, dans leur cellule, cette hallucinante angoisse : est-ce pour cette nuit ?* » C'est l'annonce de leur électrocution imminente qui provoque cette réunion. Lecoin propose de passer à la vitesse supérieure et de faire appel à toutes les personnes qui ne s'étaient pas encore mobilisées, les « retar-



LOUIS LECOIN À GAUCHE DANS LES LOCAUX DU LIBERTAIRE.



FRANCISCO ASCASO, BUENAVENTURA DURRUTI ET GREGORIO JOVER LE 14 JUILLET 1927, DANS LE LOCAUX DU LIBERTAIRE (APRÈS LEUR LIBÉRATION)

DES GROUPES DE TOUS LES QUARTIERS ACCOMPAGNENT LUIGINA VANZETTI, BOULEVARD DE VINCENNES, À LA GRANDE MANIFESTATION DU 7 AOÛT 1927 POURSACCO ET VANZETTI, À PARIS. GALLICA/BNF



dataires ». « *Sur ces deux noms, et autour du martyre de ces deux hommes, nous avons fait plutôt une agitation révolutionnaire qu'une réelle opération de sauvetage* » Il obtient l'accord de ses compagnons pour mener une véritable campagne au moyen d'un *Comité Sacco et Vanzetti*. C'est alors une énorme mobilisation en vue d'obtenir la révision du procès des deux anarchistes ou encore, à défaut, la grâce. « (...) nous créâmes un mouvement populaire immense qui s'amplifia jusqu'à la fin. Le courant de sympathie suscité en faveur de Sacco et de Vanzetti avait atteint, ici, une telle puissance, en août 1927, que la révolte eût éclaté unanime – tous les pavés des rues arrachés – s'ils eussent été les prisonniers de la France. » Le Comité Sacco et Vanzetti est alors à l'origine de toutes les manifestations. Lecoin multiplie les demandes d'intervention de toutes les personnes pouvant avoir une influence, bien aidé en cela par la Ligue des Droits de l'Homme. On trouve parmi ces noms : Séverine, Anna de Noailles, Marie Curie...

Mais, malgré toutes ces actions, les États-Unis semblent ne pas entendre les protestations et demeurent inflexibles. « *Vous connaissez le dénouement de l'affaire Sacco-Vanzetti. Ils furent exécutés salement dans la nuit du 23 août 1927. Oui, salement ! Car si je m'en rapporte à une dépêche d'agence, leur mort fut abominablement lente.* »

Comme le chantent Joan Baez et Moustaki, *Nicola et Bart* restent au fond des cœurs même après leur mort. Et Lecoin va bien bien illustrer cela.

Lecoin se la joue Lupin

L'*American Legion* est une association d'anciens combattants états-uniens de la Première Guerre mondiale. À peine quinze jours après l'assassinat des deux anarchistes, cette association tient son premier congrès en France. Ils y sont reçus avec tous les honneurs : la France est à plat ventre devant les sauveurs

du pays, qui plus est « fournisseurs de dollars » pour la reconstruction. Mais pas Lecoin. Malgré la surveillance dont il est l'objet par la police devant son domicile, il se rend au congrès en passant par la fenêtre de chez lui, à l'aube, trompant ainsi la vigilance des policiers. « *Me voici dans la salle du congrès. J'ai truqué pour y pénétrer. J'ai coupé mes moustaches. J'ai mis des lunettes, je suis couvert de décorations et je suis muni de l'invitation officielle. La police, sur les dents, dévisage les arrivants. Des policiers haut gradés m'ont salué militairement au passage.* » Lecoin se trouve assis dans l'assistance face à la tribune. « *Le congrès va commencer. Le président de l'American Legion ouvre la bouche... Il va parler... Le silence est total... Alors je me lève et, par trois fois, d'une voix retentissante, je clame : Vivent Sacco et Vanzetti !* »

Bien sûr, Lecoin est arrêté une nouvelle fois, et reçoit, dans sa cellule, la visite du Préfet de police, indigné de l'affront subi par nos bienfaiteurs yankees, très en colère, qui lui propose un deal : « *Il m'offre la liberté si je lui donne ma parole que je ne tenterai rien contre l'American Legion pendant son séjour en France.* » On devine la réponse de Lecoin... qui subira donc un nouveau procès et un emprisonnement pour... apologie de meurtre. C'est un déferlement d'indignation dans l'opinion publique. Tous les journaux « *prirent à partie la police, la magistrature, le gouvernement, dénonçant les poursuites dont j'étais l'objet comme ridicules, odieuses, illégales.* »

Lecoin ne restera que sept jours en prison.

Los Solidarios

D'autres nouvelles internationales pas très réjouissantes parviennent au *Libertaire*. Celles de la demande d'extradition par l'Argentine, de trois militants de la CNT espagnole : Francisco Ascaso, Buenaventura Durruti et Gregorio Jover. Ces trois anarchistes étaient membres de *Los Solidarios*, ce groupe d'ac-



Lecoin ou la synthèse incarnée

L'individualisme pour la liberté, et l'altruisme pour la justice

tion créé pour répondre au *pistolérisme*, ce système mis en place par le patronat pour assassiner les leaders des syndicats ouvriers, les exécutant bien souvent d'une balle dans le dos lors de leur arrestation. En réponse à ce terrorisme patronal, ces groupes d'action anarchistes refroidissent à leur tour patrons, ministres, cardinaux... Ils réalisent aussi, afin de financer leurs actions, des « expropriations », comprenez des braquages de banques. L'argent récupéré sert ainsi à aider les familles des militants anarchistes emprisonnés ou assassinés. Ascaso, Durruti et Jover trouvent refuge en France en 1924 pour échapper à la répression espagnole. Ils se rendent bientôt en Argentine, où ils sont accusés d'un crime commis à Buenos Aires. Ils retournent donc en France et vivent dans la clandestinité jusqu'au jour où ils sont accusés de tentative d'assassinat sur le roi d'Espagne, qui se rendait en visite à Paris. Ils sont emprisonnés en 1927. « *On les avait arrêtés, dans la capitale, alors que, postés dans une voiture, fusil à l'épaule, ils guettaient le passage du roi d'Espagne* »

Le Comité du Droit d'asile est créé pour défendre « les trois mousquetaires ». Et là encore, il y a du pain sur la planche... Car la situation est quelque peu tordue. L'Espagne avait demandé l'extradition des trois anarchistes, mais cette demande avait été rejetée par la France. Soutien à la révolution sociale espagnole? Que nenni. Il s'agissait d'une entente entre les trois larrons français, espagnol et argentin. « *Ascaso, Durruti, Jover ne subiraient pas le supplice du garrot, mais, durant toute leur existence, celui de la Terre de Feu, le terrible bagne argentin.* »

Fidèle à son mode d'action, Lecoin s'adjoint l'appui de la Ligue des Droits de l'Homme, très réservée au départ de soutenir les anarchistes. « *Comment amener cette organisation timorée à se prononcer en faveur d'anarchistes?* » Mais, on connaît maintenant la force de persuasion de Lecoin... La LDH accepte et s'engage : « *Que de portes, qui seulement s'entrebâillaient, s'ouvriront toutes grandes quand j'aurais dit : La Ligue des Droits de l'Homme s'en préoccupe, elle marche à fond avec nous!* » Le Comité du droit d'asile acquiert alors une visibilité et une influence énormes. La presse relayait l'information « *Cinq ou six journaux quotidiens nous étaient acquis, les autres indiquaient nos projets et inséraient volontiers un résumé de notre action. (...) Dans toute la presse on ne parle que de l'affaire Ascaso, Durruti, Jover. Et dans le pays donc!* » L'extradition des trois anarchistes espagnols devenait une affaire d'État et mettait en difficulté le gouvernement. L'affaire passait quand même par des hauts et des bas, mais c'est dans les moments les plus désespérés que Lecoin redoublait de vigueur et multipliait les contacts et les pressions à la Chambre des députés. Ascaso, Durruti et Jover, quant à eux, se mêlaient à la bataille



en réalisant une grève de la faim pendant une semaine. En juillet 1927, le gouvernement capitulait, et Ascaso, Durruti et Jover étaient libres.

Anarcho solo

Nous ne détaillerons pas les combats menés par Lecoin contre l'embrigadement militaire, et qui aboutiront au statut d'objecteur de conscience : c'est son engagement le plus connu et sur lequel on trouve toutes les informations.

Lecoin passera par différents états d'âme, se mettant un peu en retrait puis revenant de plus belle dans la bataille. Il fondera le mouvement Solidarité Internationale Antifasciste (SIA). Il créera une revue, *Défense de l'Homme*, en 1948, puis la quittera en 1955. La mort de sa compagne Marie Morand, le relancera dans l'action et il crée le journal *Liberté*.

Mais la place nous manque pour raconter tout cela.

Ainsi s'achève pour nous cette visite guidée, cette petite promenade dans Lecoin. Notre objectif n'était certes pas de faire une chronologie événementielle, une chronique biographique, mais plus simplement, de faire (re)découvrir Lecoin, de faire naître un sentiment de sympathie pour cet anarchiste sincère et combatif, mais trop méconnu, un sentiment de respect légitime pour l'action de ce compagnon. Nous avons souhaité lui donner la parole chaque fois qu'il était possible. Car, parler de la vie d'un homme comme Lecoin, c'est parler de ses idées, bien sûr, mais aussi de son cœur, de ses tripes et de ses actes. Oui Lecoin parlait avec son cœur, avec ses tripes! Loin d'être un théoricien de l'anarchisme, il était un assoiffé de justice et de liberté, prêt à tout pour mettre ses idées en action. Notre période troublée pourra méditer cette pensée de Lecoin : « *Ce qu'il faut, c'est de n'abandonner jamais! C'est de n'être pas des neutres assagis lorsque les événements requièrent une activité de tous, à chaque instant. Ce qu'il faut, c'est avoir une individualité et imprimer à la vie son cachet personnel. C'est agir sans cesse. Car si l'inaction est parfois de la sagesse, elle est souvent de la lâcheté, et presque toujours une faute.* »

Franck Plazanet

Groupe Henri-Laborit

Il n'existe pas, à ma connaissance, de livres de référence sur Louis Lecoin. On peut encore se procurer, d'occasion, les livres de Louis Lecoin *De prison en prison* ou, plus facilement *Le cours d'une vie* qui est l'actualisation par l'auteur du livre précédent. Tous deux sont auto-édités. On peut également trouver des extraits des journaux créés par Lecoin *Liberté* et *Défense de l'Homme*, dans un recueil intitulé *Écrits de Louis Lecoin*. Enfin une brochure *Volonté anarchiste* (n° 19) a été réalisée par le Groupe Fresnes-Antony de la FA. On trouvera tous les numéros du journal *Liberté* sur le site *Fragments d'histoire de la gauche radicale* : <https://archivesautonomies.org/spip.php?article5397>



Il court, il court l'insoumis...

Mémoire des luttes antimilitaristes

troisième partie

Retrouvez Franck Thriot nous relatant ses années d'insoumission dans l'immédiat après 68. Petit rappel. Extrait de l'épisode 2 publié dans le Monde libertaire de novembre : « Un groupe de copains insoumis accroche le 25 novembre [1973] une banderole « Libérez les insoumis » à l'une des tours de la Cathédrale Notre-Dame de Paris. Ce dimanche matin, sur le parvis, les flics s'entassent dans leurs fourgons comme serpents en vivarium. L'un des CRS venus décrocher la banderole a répondu au passant lui demandant quel était le contenu de l'inscription : « J'sais pas, c'est écrit en étranger » »

Bis repetita placent...

Puisqu'une innocente banderole accrochée sur l'une des tours de Notre-Dame-de-Paris indispose tant les Maîtres du monde, dont les molosses à képis et colliers intégrés ne lisent pas « l'étranger », nous décidons de les rendre furieux avec la même blague en pochette surprise. Il s'agit de protester en particulier contre la détention à Fresnes de notre camarade Bruno Hérail, du Groupe d'Insoumission Collective de Lyon (Hérail, Petit, Plancher) incarcéré depuis plus d'un mois.

L'effet de surprise risquant de ne plus jouer sur l'île de la Cité, surtout because le vaste poulailler à chapons du 36 quai des Orfèvres, juste en face, nous irons investir le clocher de Notre-Dame-de-la-Croix, dans le quartier populaire de Ménilmontant, comptant sur l'appui de la population. Ne s'agit pas de « demander asile » à un lieu religieux supposé « sacré », juste de profiter d'une vue dégagée sur Paname, visibilité militante oblige... Branle-bas : ce vendredi 7 décembre (1973) deux insoumis membres de notre GIT(1) de Paris s'emparent par surprise de la clef de la lourde située au bas de l'escalier du clocher, referment la serrure derrière eux pour s'installer là-haut, aux courants d'air. Le radis-noir de la paroisse, bien que trouvant « regrettable » le procédé utilisé, n'appelle pas la police, « s'inquiétant même de la situation de jeunes gens qui refusent d'accomplir leur service militaire », comme le rapportera le journaliste Michel Castaing dans le quotidien *Le Monde*.



Le lendemain après-midi est organisée, par nos camarades du GIT de Lyon, une manif sauvage dans cette ville, place des Terraux, en soutien au GIT de Paris, aux cris de « police-armée-justice-répression ». Des militants du Comité d'Action

des Prisonniers (CAP), dont Serge Livrozet, son fondateur avec Michel Foucault, nous soutiennent. Serge, un copain, ancien plombier, perceur de coffres-forts, écrivain autodidacte, poète, militant libertaire, ami de Jean-Paul Sartre, accompagna le pré-lancement du quotidien *Libération*. Figure de la contre-culture, Serge Livrozet participera à plusieurs de nos réunions préparatoires (Nicolas Drolc lui consacra un portrait intime dans son film *La mort se mérite*, en 2017. Né le 21 octobre 1939, Serge décédera le 29 novembre 2022).

Sur l'un de nos tracts, en grosses lettres : « L'armée emprisonne, la société emprisonne, on peut vivre autrement, on veut vivre autrement ». Sur un autre : « La force de l'État c'est l'argent de notre travail, l'armée où il nous embrigade, la prison où il enferme les récalcitrants. Nous sommes insoumis, nous refusons l'exploitation, l'armée, la prison. Ensemble nous avons commencé de vivre autrement. Notre force sera notre nombre et notre volonté de vivre! »

“C'était comme entrer avec une tronçonneuse dans un bloc opératoire.”

Le dernier jour de l'occupation, nous distribuons une brochure où nous écrivons ceci : « Les insoumis veulent vivre libres et non comme des esclaves. Ils veulent pouvoir créer et s'exprimer. Ils veulent que leur travail serve à la vie de tous et non



Il court, il court l'insoumis... Mémoire des luttes antimilitaristes

troisième partie

à l'enrichissement de quelques-uns. Ils luttent pour une terre délivrée de la pollution, de la guerre, de l'exploitation, de la fatalité du malheur. C'est à nous tous, ensemble, de le vouloir. Tous ensemble, nous pouvons refuser d'être bernés, dupés, "roulés". Tous ensemble, nous pouvons refuser d'obéir. Oser crier cela déchaîne la violence, oser vivre cela, en commençant par refuser l'armée, conduit tout droit à la prison. Pourquoi ? C'est ce que les membres du Groupe d'Insoumission Totale, pendant ces dix jours où leurs camarades occupaient le clocher, voulaient demander aux gens du quartier. »

« Une dizaine de cars de police, des voitures banalisées, des motards, plusieurs sections d'intervention avec casques et matraques – une bonne centaine d'hommes au total – et le lot habituel d'indicateurs et de policiers en civil : tout ce déploiement de force (...) a duré plus de deux heures », écrit Michel Castaing trois jours plus tard dans *Le Monde*, « (...) spectacle indigne de jeunes pacifistes pourchassés et parfois molestés, au milieu des passants, par ceux-là mêmes qui sont « gardiens de la paix », ont donné une publicité inespérée à cette manifestation antimilitariste. (...) Initialement massés à l'angle des rues Julien Lacroix et de Ménilmontant, pour empêcher tout rassemblement devant le parvis de l'église, une partie des gardiens de la paix, en képis et armés de matraques, entreprenaient d'appréhender les membres du GIT, réunis devant l'entrée de la station de métro. Il s'ensuivit des poursuites au milieu de la circulation automobile et sur les trottoirs. Des interpellations étaient opérées ». C'était comme entrer avec une tronçonneuse dans un bloc opératoire. Les articles de Michel Castaing, qui décédera en 2005, participeront à faire connaître et comprendre notre mouvement.

Le quotidien *Le Monde*, repris en main par des « rédacteurs objectifs et neutres » quelques années plus tard, le

genre de journaliste honnête qu'était Castaing n'y avait plus sa place. Beaucoup de ses « collègues », là ou ailleurs, ne pratiquent dorénavant qu'une littérature à la vapeur, passe-partout et conforme aux intérêts et *desiderata* des puissants. En 2016, les avocats du quotidien vespéral auront même l'outrecuidance de vouloir poursuivre le journal de la FA, *Le Monde Libertaire*, pour usage du nom durant des décennies, sous prétexte de risque de confusion avec leur titre. Vous pouvez rire, ces gens-là osent tout, c'est même comme ça que nous les reconnaitrons toujours...

Ça branle dans le manche, les mauvais jours finiront

Bientôt, doit avoir lieu le procès de Bruno Héral à Paris. Puisque la presse aux ordres n'aime que les anecdotes, nous allons faire d'elle une anecdote de notre combat, en organisant une distribution massive d'une édition pirate d'un « grand quotidien parisien » torche-cul. Faut ce qui faut, gare à la revanche. Depuis plusieurs mois, nous récoltons discrètement des fonds pour cette opération « sensible » par des ventes, des quêtes, des appels à soutien, etc. Jusqu'ici, rien n'a filtré et ne filtrera jusqu'à la fin de l'opération. La police politique des Renseignements Généraux (RG) n'est vraiment pas à la hauteur ce coup-ci non plus, ses fonctionnaires grassement payés, paresseuses vipères lubriques et visqueuses, sont justes capables d'un dorage de couenne sur les terrasses de cafés en bordure de manifs plan-plan, même pas foutus de se démancher le troufignon pour gagner le prix de leur gamelle devant la niche.

Maintenant que nous avons réuni les sommes nécessaires, reste à rassembler le nombre de bras suffisant à des distributions simultanées du *Pirate* dans tout Paris. Nous privilégions la diffusion par petits groupes discrets, très mobiles, aux entrées des grands magasins, couloirs de métro, halls de gares, sorties de

spectacles, d'usines ou d'immeubles de bureaux importants, etc. Les paquets de journaux, lourds et volumineux, demandent des coffres de voiture et des bras. Les équipes sont dans leurs *starting blocks*, sous impératif de discrétion absolue. Les articles et la mise en page sont bouclés, ce sera un numéro pirate du très réactionnaire *Parisien Libéré* de l'ex-collabo Émilien Amaury, dit le papivore. La date choisie ? Le vendredi 21 décembre 1973, jour du dixième anniversaire de la parution au *Journal officiel* de la loi relative à l'objection de conscience, obtenue par notre vieux lascar Louis Lecoq, à 74 pages, après sa longue grève de la faim.

“ Nous ne craignons ni les descentes de flics ni les avocats du journal piraté. ”

Dans la nuit du 20 au 21 décembre, après le passage à l'imprimerie de *Libé* de la police politique (RG) venue prendre des exemplaires du « quotidien gauchiste » pour les petits-déjeuners des ministres, nous mettons rapidement sous presse nos dix mille exemplaires dans les locaux de l'imprimerie, avec les complicités actives des maquettistes qui nous ont aidés à copier et mettre en page la charte graphique du *Parisien Libéré*, sur quatre pages. Les ouvriers « du Labeur » ouvrent les yeux comme des tasses et





UNION

pacifiste

10^e ANNEE - N° 108

MARS 1975
Mensuel

Le numéro : 3,50 F

JOURNAL DE L'UNION PACIFISTE
DE FRANCE

Section Française de l'Internationale
des Résistants à la Guerre (I.R.G.)

« S'il m'était prouvé qu'en faisant la guerre mon idéal avait des chances de prendre corps, je dirais quand même non à la guerre. Car on n'élabore pas une société humaine sur des monceaux de cadavres. »

Louis LECOIN.

I.R.G. « Il faut affirmer que le désarmement unilatéral de notre pays, comme de tout autre, est possible, urgent et nécessaire »



Voir l'appel de l'I.R.G. en page 4

travaillent des zygomatics à la lecture du contenu de notre numéro pirate. En lieu et place de « *Libéré* » nous mettons « *Déchaîné* » avec la mention « *imprimerie spécial SOC* », sous la houlette de Georges Casalis, Daniel Guérin, Alain Jaubert et Philippe Solers. Figure l'adresse de notre Secrétariat, nous ne craignons ni les descentes de flics ni les avocats du journal piraté, les campagnes de pub sont tellement coûteuses de nos jours, celle-ci au moins serait gratos. Nous titrons sur cinq colonnes, en lettres rouges ou noires : « *Enfin la vérité éclate!!! Depuis plus d'un an, 375 objecteurs défient le gouvernement* ». La première page présente une photo de manifs d'insoumis en face d'un portrait d'un Saint-Cyrien à plumeau, boudant, les bras croisés. En pages intérieures, parodiant les rubriques du modèle piraté : « *Le cas du jour* » ou « *confiez-nous vos problèmes* » : « *les objecteurs tiennent le pouvoir en échec* ». Puis un article sur la politique antiécologique de l'ONF, des extraits de la loi interdite de publication, avec son « article 50 » bien encadré. Aussi des articles sur les procès en cours, un historique des luttes, des témoignages et des dessins d'humour antimilitaristes.

Ma compagne, Patrice et moi-même partons en distribuer plusieurs centaines d'exemplaires dans les couloirs de la gare St-Lazac donnant accès au métro, très passants aux heures de pointe, mais discrets par rapport à la flicaille qui rôde. Si les flics nous mettent le grappin dessus, la consigne générale est de répondre hypocritement : « *On est des étudiants, des gens nous ont payés pour ce petit boulot pendant les vacances scolaires, on ignore qui c'était, on se fout du reste, il n'y a que le blé qui nous motive* ». Bref, jouer les crétins, histoire de ne pas dépayser la poulaille...

Les réactions des passants à qui nous distribuons ce *Parisien déchaîné* sont contrastées : « *Chouette, mon journal est gratuit aujourd'hui* », disent les

beaufs-lecteurs habituels. « *Le Parisien ? Pouah !* », pour les plus jeunes, hostiles, voire même « *Garde ta merde !* » croyant à une vraie campagne de pub du *Parisien libéré*, se ravissent à l'annonce « *numéro pirate !* », reviennent sur leurs pas en souriant, l'air entendu. Aucune réaction hostile, les indifférents ne s'apercevant de rien sur le moment. C'était le but recherché : atteindre un autre public, mission accomplie.

Le Monde et *Libé* seront les seuls à se faire l'écho de l'opération pirate, à l'exception évidente du *Parisien Libéré*, contraint à un discret entrefilet signalant à ses lecteurs qu'un numéro pirate avait été distribué la veille sur Paris, que le journal n'en portait aucune responsabilité, allant même, savourons la friandise... jusqu'à s'en excuser. Oh tirage, oh déses-

poir ! Aucune suite judiciaire ni policière, pas de plainte déposée. Qui aurait pu le croire ? Le rapport de force politique passait donc en notre faveur, ce qui ne mit pas pour autant un terme aux procès en cascades contre les antimilitaristes, mais avait pour effet non négligeable de faire globalement baisser « les tarifs » habituels des condamnations infligées.

Franck Thiriot

1. Groupe d'Insoumission totale
Retrouvez les deux premières parties de ce texte sur le *Monde libertaire* en ligne
<https://monde-libertaire.net/index.php?articlen=8055>
<https://monde-libertaire.net/index.php?articlen=8089>

Le Monde libertaire en ligne (monde-libertaire.net), le complément hebdomadaire du Monde libertaire papier.



Inondations en Espagne

Ce jour, le 11 novembre, les recherches se poursuivent pour retrouver les disparus, dont deux frères âgés de 3 et 5 ans. Dans les villes autour de Valence, il y a un drame, une histoire douloureuse à chaque coin de rue. Des milliers de volontaires ont mis de côté leur vie quotidienne pour apporter leur aide dans les rues des villes touchées. La DANA (Dépression isolée de haute altitude) a fait 223 victimes : 215 à Valence, 7 en Castille-La Manche et 1 en Andalousie. Il y a encore 78 personnes qui sont portées disparues.

Les inondations ont touché le Pays de Valence, la région de Castille-La Manche, l'Andalousie, la Catalogne et la région de Murcie. De nombreux logements sont complètement détruits, des commerces inondés, des marchandises perdues, des usines inutilisables, des ponts effondrés, des routes dévastées. L'approvisionnement en eau et en électricité est interrompu dans la plupart des localités.

La boue, les débris et l'eau stagnante sont le décor apocalyptique où se déploient les efforts des habitants et des bénévoles pour nettoyer les zones touchées par les inondations dévastatrices. Ces derniers jours, les réseaux sociaux se sont fait l'écho de messages mettant en garde contre les risques de contracter des maladies lors de ces travaux, et les experts ont recommandé de se protéger avec des vêtements appropriés. Dans cinq municipalités valenciennes, l'eau n'est pas potable et dans 60 autres, elle doit être bouillie. 7 000 personnes sont toujours privées d'eau.

Selon des sources sanitaires, des infections dues à la stagnation de l'eau sont à déplorer. Le principal risque est la gastro-entérite, due à la consommation d'eau contaminée par les eaux usées et les aliments avariés.

Ne rien attendre des pouvoirs publics

Des milliers de personnes s'organisent pour aider les sinistrés. Face à la gestion catastrophique de l'État, de la Generalitat (le gouvernement régional) et du patronat, qui ont maintenu l'activité économique malgré les alertes, la population et les travailleurs s'organisent spontanément pour apporter leur soutien aux sinistrés.

Au lendemain de la catastrophe, des initiatives d'entraide ont vu le jour sur les réseaux sociaux pour collecter des denrées alimentaires et des vêtements pour les sinistrés et organiser leurs distributions. Des milliers de volontaires ont emprunté les routes endommagées, à pied ou à vélo, munis de sacs de vêtements, de nourriture et de balais. Ces milliers de volontaires ont afflué de Valence. En plus des distributions, venant de l'extérieur des zones les plus touchées, des communautés d'habitants et des collectifs militants de la périphérie de Valence s'organisent comme le font les habitants de Castille-La Manche, de Catalogne et d'Andalousie.

Dans le même temps, plusieurs syndicats ont exigé la démission du personnel politique responsable de la catastrophe,



“ Solo el pueblo salva al pueblo. ”

(Seul le peuple sauve le peuple)

affirmé leur disponibilité pour venir en aide aux sinistrés et créé des caisses de solidarité. Dans un communiqué, le syndicat anarcho-sindicaliste CGT des pompiers forestiers a déclaré : « *Si vous agissez dans l'improvisation, le résultat est celui d'hier et d'aujourd'hui. De la part des pompiers forestiers de la Generalitat de Valence, nous voulons faire réfléchir ceux qui dirigent nos actions, leur faire savoir que nous sommes à leur disposition pour travailler sur cette catastrophe. Nous ne sommes toujours pas déployés alors que nous nous disposons de la plupart des moyens nécessaires : camions, hélicoptères et personnel* ».

Une vague spontanée de solidarité qui a adopté le slogan « *Solo el pueblo salva al pueblo* » (seul le peuple sauve le peuple). Un slogan qui reflète la profonde solidarité qui unit la population face à la catastrophe, mais également la défiance et la colère vis-à-vis du gouvernement et du patronat suite à leur gestion catastrophique de la crise. Ainsi, les volontaires ont totalement ignoré et méprisé les appels de Carlos Mazon, président de la Generalitat de Valence, à rester chez soi en attendant l'arrivée des secours officiels.

Il n'y a pas de catastrophe naturelle, ce n'est pas l'eau qui a tué les habitants de ces régions. Les pluies torrentielles ne se produisent pas par hasard. Elles sont les conséquences d'une réalité sociale et politique. C'est là qu'il faut chercher, pointer et combattre les responsables de cet épisode désastreux. Il doit être clair que les gouvernements, les entreprises et le capital fossile ont une responsabilité évidente.

Les gouvernements

À l'heure qu'il est, on ne peut que constater les difficultés rencontrées dans de nombreuses localités restant sans approvisionnement de base en énergie, en eau et en nourriture. Il demeure essentiel de résoudre cette situation le plus rapidement possible afin que l'impact social ne continue pas à s'aggraver. Les gouvernements régionaux et centraux sont responsables.

La Generalitat, le gouvernement autonome valencien de Carlos Mazón a agi avec une négligence pour laquelle la population exige des responsabilités, non seulement politiques, mais aussi pénales. En 2023, il a démantelé l'Unité d'urgence de Valence (UVE), un organisme créé expressément pour « *améliorer le soutien aux citoyens en cas de catastrophes* », comme celle qui s'est produite il y a quelques jours à Valence. Carlos Mazón considérait l'UVE comme un « *chiringuito* » (un petit bazar), et l'a laissée aux mains de Vicente Barrero, son vice-président, un climatosceptique d'extrême droite appartenant à Vox. Barrero est un torero à la retraite, conseiller à la culture, il a décidé de promouvoir la tauromachie avec les budgets de la culture. Il a octroyé

récemment 300 000 euros de subventions à la Fondation de tauromachie de Madrid.

Le 29 octobre, malgré les alertes émises par les agences météorologiques les jours précédents et le matin même, le gouvernement de Valence n'a pas établi le niveau d'urgence et n'a envoyé des avertissements à la population qu'en fin d'après-midi.

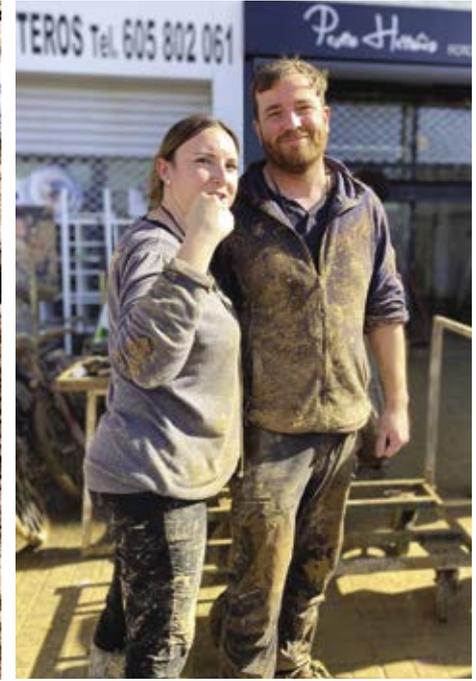
Les mensonges de Carlos Mazón sur la catastrophe, ainsi que son absence à un moment clé, où il déjeune avec une journaliste pendant trois heures, prouvent les responsabilités du président de la Generalitat. Pendant cette rencontre au restaurant, l'inondation était devenue un piège mortel pour des centaines d'habitants de la région.

Le syndicat CGT a déposé une plainte auprès du ministère public au motif que le gouvernement autonome, bien que disposant d'informations précises, n'a rien fait pour sauver la vie de nombreux travailleurs en leur donnant l'ordre de rester chez eux. La plainte contre Carlos Mazón et le gouvernement de Valence est formulée en termes syndicaux, car la plupart des personnes décédées ou disparues travaillaient à l'heure de la catastrophe. D'autres personnes ont quitté leur travail ou se sont rendues sur leur lieu de travail après le changement d'équipe. La CGT a déclaré que le ministère public dispose de tous les moyens pour ouvrir une procédure contre Mazón et son gouvernement, après avoir étudié les faits, qui sont clairement démontrables.

Cinq jours après le passage destructeur de la DANA à Valence, le roi Felipe VI, la reine Letizia, le président du gouvernement, Pedro Sánchez, et le président du gouvernement de Valence, Carlos Mazón, ont été accueillis par des insultes et des boules de boue. La colère contre une administration qui a coûté la vie à de nombreuses personnes s'est fait entendre. Les habitants ont crié « *Assassins!* » lorsque les autorités ont pénétré pour la première fois dans la boue et les décombres de Paiporta, l'une des villes les plus touchées.

Le 9 novembre, une quarantaine d'organisations sociales et civiques et de syndicats de gauche de la Communauté valencienne ont appelé à une manifestation pour protester contre la gestion de la DANA et avec le slogan « *Mazón démission* », en référence au président de la Generalitat de Valence. une marée humaine de 130 000 personnes a envahi les principales rues et places du centre-ville. Les rues de Valence se sont transformées en une clameur unanime. Des milliers de Valenciens, lassés des promesses non tenues et de la précarité imposée, sont descendus dans la rue pour réclamer justice et changement radical.

La manifestation, loin d'être une simple protestation, est devenue un acte d'auto-organisation populaire. Voisins, tra-



vailleurs et activistes se sont rassemblés en signe de solidarité et de lutte contre un système qui les abandonne dans les moments les plus difficiles. Les banderoles et les slogans se comptaient par milliers, dénonçant l'incapacité des institutions et la complicité des pouvoirs en place avec les grandes entreprises.

La réponse policière à la manifestation a été disproportionnée et violente. Les charges policières, dont ont été victimes certains journalistes venus d'autres villes pour couvrir la manifestation, loin de dissuader les manifestants, ont montré le vrai visage d'un État au service des puissants. Les blessés sont la preuve que la répression est le seul argument dont dispose le système pour faire face au mécontentement social.

Les entreprises

Bon nombre des personnes tuées ou disparues ne se seraient pas trouvées au mauvais endroit au mauvais moment si les entreprises ne les avaient pas forcées à rester sur leur lieu de travail, malgré le risque extrême encouru. L'exploitation et l'accumulation de bénéfices sont plus importantes pour les patrons que la vie de leurs travailleurs.

Toute législation sur la prévention des risques professionnels reste lettre morte s'il n'existe pas de contre-pouvoir syndical capable d'imposer son autorité aux patrons. À l'avenir, les travailleurs ne resteront pas sur leur lieu de travail. Leurs vies passeront avant la cupidité de leurs employeurs.

Le désastre aura un impact sur l'économie et l'emploi dans la région dans un avenir proche. Le gouvernement espagnol a déjà conseillé aux entreprises de demander des ERTE¹. Les leçons de la pandémie liée au Covid n'ont pas été tirées. Tout transfert d'argent public doit être assorti de conditions imposées par le gouvernement, tant en termes d'emploi que de transformations productives. Si les décisions de reconstruction restent entre les mains des mêmes entreprises qui

ont conduit à cette situation, la population sera condamnée à une répétition tragique de l'histoire.

Le capital fossile et le développement urbain

Comme les vagues de chaleur ou les incendies, les pluies torrentielles et les inondations comme celles que nous avons connues dans de nombreux pays sont directement liées au chaos climatique auquel le capital fossile nous a condamnés. Des événements qui se produisaient tous les 100 ans se produisent désormais tous les 10 ans, tous les 5 ans, tous les 3 ans. La responsabilité en incombe à la structure économique et au pouvoir qui imposent un système qui brûle compulsivement d'énormes quantités de combustibles fossiles. Alors que la société pétrolière Repsol² se plaint de la fiscalité, elle a enregistré un bénéfice de 3,168 milliards d'euros en 2023. Le gouvernement espagnol se présente comme le champion de la transition écologique, alloue plus de 10,5 milliards d'aides publiques aux énergies fossiles. Ce capital fossile est en excellente santé et, tant qu'il en sera ainsi, ce sont les travailleurs qui continueront à en payer le prix.

Nous savons qu'à l'avenir, il nous faudra nous affranchir de notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles et modifier radicalement la structure de production afin de réduire la consommation d'énergie et les émissions de CO₂. Or, nous constatons que rien de tout cela ne se produit.

Le boum du développement urbain a permis à quelques personnes d'enregistrer des millions d'euros de bénéfices en construisant sur des plaines inondables. Le capitalisme prédateur et criminel, toujours prêt à gagner de l'argent, est le responsable de ce genre de catastrophe.

En Espagne, le ministère de la Transition écologique estime que 710 000 personnes vivent dans des zones inondables. Il est très probable que les crues deviennent plus fréquentes, car les habitations et d'autres bâtiments continuent de croître dans ces zones à risque. Face aux pluies torrentielles, la seule



chose utile est de maintenir les cours d'eau et de dégager les zones à haut risque d'inondation. Aujourd'hui, après la tragédie, nous devons nous rappeler les récents désastres urbanistiques qui, issus de la spéculation historique, ont permis de construire dans les lits naturels des rivières et des torrents, tant dans les villes que sur les côtes maritimes.

Des décisions doivent être prises pour retirer les constructions du lit des rivières et naturaliser les sols. Il est urgent de renforcer les ressources des unités d'urgence contre les catastrophes naturelles afin de créer un système d'alerte efficace et d'obliger les entreprises à cesser leurs activités en cas de risque majeur.

Il est reconnu que la catastrophe est imminente, que de grands efforts doivent être faits pour l'éviter. Tout le monde le dit, tout le monde le reconnaît. Mais aucune mesure n'est prise. Ni l'adaptation climatique ni la transformation productive ne peuvent attendre. Or, année après année, nous constatons qu'une transition écologique pilotée par le mar-

ché, la concurrence et l'espérance de gain est trop lente, trop insuffisante et trop injuste. C'est pourquoi, plus que jamais, il nous appartient de continuer à avancer dans la construction d'une alternative écologique, sociale et libertaire.

Daniel Pinós

1. L'ERTE, est un type de procédure de réglementation de l'emploi (ERE) par lequel une entreprise, dans une situation exceptionnelle, cherche à obtenir l'autorisation de suspendre les contrats de travail de ses travailleurs ou de réduire temporairement leurs heures de travail, sans toutefois licencier définitivement tout ou partie des travailleurs, lorsqu'elle rencontre des difficultés techniques ou organisationnelles qui mettent en péril la continuité de l'entreprise. C'est une procédure similaire au 'chômage technique' en France

2. Repsol : Société anonyme espagnole d'exploration, de production, de transport et de raffinage du pétrole et du gaz naturel, Repsol est une société anonyme fondée en octobre 1987. Elle centre ses activités autour de l'exploration, la production, le transport et le raffinage du pétrole et du gaz naturel.

TRAGÉDIE À VALENCE S'adapter aux effets... ou s'attaquer aux causes?

Les images sont terrifiantes. Un an de pluie tombée en un jour. Des torrents de flotte emportant tout sur leur passage. Des villes noyées sous la boue. Des carcasses de bagnoles encastées les unes dans les autres. Plus de deux cents morts. Et tout cela en quelques heures. Même pendant la guerre civile, quand le gouvernement des rouges et les ministres anarchistes étaient venus se réfugier à Valence, il n'y avait pas eu un tel chaos! C'est de l'humour!

La population est sous le choc et s'interroge. Tout cela était-il prévisible? L'alerte aurait-elle pu être donnée plus tôt? La situation est-elle exceptionnelle ou risque-t-elle de se reproduire et peut-être en pire?

Comme de bien entendu, les météorologistes du temps qu'il a fait hier ignoraient tout du réchauffement climatique et de ses conséquences. À savoir la multiplication exponentielle de tels événements et l'augmentation tout aussi exponentielle de leur intensité. Aussi, faute de comprendre les causes de ce genre de phénomènes, dont ils pensent qu'ils sont exceptionnellement exceptionnels,

ils ont recours à la médecine de Molière qui consistait à mettre des emplâtres sur une jambe de bois. Il faut s'adapter, nous disent-ils. Limiter l'étalement urbain et l'artificialisation des sols. Permettre à l'eau de s'infiltrer dans le sol pour réduire le ruissellement. Qui peut être contre ce genre de mesures de bon sens dont il est cependant évident que, sous la pression des lobbys, elles ne verront le jour qu'à dose homéopathique? Bref, si cela est nécessaire, il est clair que ces mesures seront insuffisantes, car si elles atténuent les **effets** d'un phénomène, elles n'en annihilent en rien les **causes**. Mais les causes du dérèglement climatique, c'est quoi?

Aujourd'hui, même les climatocceptiques les plus bornés reconnaissent que les activités humaines sont pour beaucoup dans l'augmentation du CO₂ dans l'atmosphère. Mais c'est quoi les activités humaines?

Le changement, c'est pour quand?

Certains, dont nous sommes encore, mettent tout sur le dos du capitalisme. Sur son appétit sans fin de profits, d'ex-

ploitation, de pillages des biens communs pour nourrir une croissance économique permanente. C'est une évidence, mais...

Mais le capitalisme ne se résume pas à une logique économique, financière et sociale. C'est aussi, et de plus en plus surtout, un **mode de vie**. Celui de toujours plus de consommation marchandisée.

Et là, c'est clair, sans même parler de décroissance, l'évidence de la nécessité d'une certaine sobriété est largement impopulaire. Car, mais c'est bien sûr, ce sont majoritairement les pauvres qui en feront les frais.

Aussi, ce que les révolutionnaires sociaux se doivent de comprendre, c'est que, pour avoir une petite chance de résoudre le problème des désastres écologiques présents et à venir, il ne suffira pas d'une révolution politique, économique et sociale. Il s'agira, en effet, d'impulser une révolution **civilisationnelle**.

Et là, mon petit doigt me dit que ce n'est pas gagné.

Reste que l'avenir n'est pas ce qui risque de nous arriver, mais... ce que nous allons faire. Alors...

Jean-Marc Raynaud



Solidarité avec les victimes des inondations du pays valencien

Alors que les régions du País Valencià et Castilla La Mancha sont plongées dans une catastrophe d'une ampleur considérable qui dévaste une partie importante du territoire, nos compagnons anarchosyndicalistes se mobilisent pour soutenir les sinistrés de la DANA (la précipitation appelée la « goutte froide ») dans la province de València. La CNT appelle à se joindre aux organisations civiques, sociales et syndicales pour exiger la responsabilité politique des dirigeants politiques dans le drame de la DANA. La CNT a ouvert une caisse de solidarité en soutien aux victimes. En collaboration avec les organismes locaux, la CGT-València s'engage à fournir une aide durable et essentielle, en répondant aux besoins alimentaires et d'hygiène des plus touchés. La solidarité est plus que jamais nécessaire pour permettre à cette aide de perdurer dans le temps.

La CNT se joint aux organisations civiques, sociales et syndicales pour exiger la responsabilité des dirigeants politiques dans le drame de la DANA

Manifestation le 9 novembre à 18 heures à València sur le thème : « Mazón, dimissió » (Mazón est le président la région)

Plus de vingt organisations sociales, civiques et syndicales appellent à une manifestation le 9 novembre à 18 heures, qui partira de la place de la mairie de València et parcourra les rues jusqu'au Palais de la Generalitat (le gouvernement de la région de València). Cette mobilisation a pour objectif d'exiger l'apurement des responsabilités pour la gestion déficiente de la dernière DANA qui a affecté gravement la région du País Valencià.

Toutes les organisations qui appellent à manifestation souhaitent témoigner leur sympathie et leur solidarité aux familles et amis des victimes et aux personnes affectées. Elles mettent leurs infrastructures et leurs ressources au service de la société et expriment leur gratitude pour l'excellent travail réalisé par les équipes d'urgence et de secours.

Le gouvernement valencien, dirigé par le président Mazón, a fait preuve d'un grave manque de capacité et d'efficacité dans la gestion de ce type de crise.

Dans le cas présent, il a réagi avec plus de 12 heures de retard, ce qui a en partie provoqué un désastre majeur face à cette catastrophe météorologique.

Sous le slogan « Mazón, dimissió », les organisations organisatrices, qui invitent d'autres à les rejoindre, élèveront la voix pour dénoncer l'inopéance du gouvernement valencien et réclamer une Valence plus juste, plus sûre, prête à affronter les défis climatiques et sociaux actuels. Les organisations demandent des solutions efficaces qui s'attaquent aux causes profondes et au contexte de ces catastrophes.

Acció Cultural del País Valencià - Amical de Mauthausen - Arran-SEPC-COSEndavant - Arrels del Canvi - Assemblea de Barri de Montolivet - BEA Benicalap Viu - Ca Bassot - Ca Revolta - CNT València - CGT- València - Comissió Ciutat-Port - Coordinadora Associacions Memòria Democràtica País Valencià - Decidim-Plataforma pel dret a decidir del País Valencià - Entrebarris - Escola Valenciana - FAMPÀ València - Intersindical Valenciana - Joves d'ACPV - JovesxRus-safa - LAMBDA - Plataforma 14 d'abril per la República - Societat Coral El Micalet - Teixint Patraix - Associació Cultural És País Valencià





EMERGÈNCIA DANA  **VALÈNCIA**

**ENFRONT DE L'ABANDONAMENT POLÍTIC
I CONTRA L'ABÚS EMPRESARIAL...**

**LA CLASSE TREBALLADORA ESTEM SEMPRE UNIDES, NO
ESPEREM PER A ACTUAR I ENS SALVEM ENTRE NOSALTRES!**

Caixa solidària per a les persones afectades
ES81-3025-0010-2514-0003-9305
Concepte: SOLIDARIDAD-DANA



**CAISSE DE RÉSTANCE
CONTRE LA DANA DE
LA CNT VALÈNCIA OUVERTE
LE 4 NOVEMBRE 2024**

**Solidarité face à l'abandon
politique et contre les abus
des entreprises : appui
mutuel !**

À la CNT Valencia, nous avons activé
notre numéro de compte
comme CAISSE SOLIDAIRE
pour les personnes touchées par la DANA.
Nous demandons la diffusion!
ES81 3025 0010 2514 0003 9305
(Mention : SOLIDARIDAD-DANA)

**SOLIDARITÉ AVEC LES PERSONNES TOUCHÉES PAR LA DANA.
LA CGT-VALÈNCIA A OUVERT UNE CAISSE DE SOLIDARITÉ LE 31 OCTOBRE 2024**

Depuis la fédération locale de la CGT-València, nous déplorons profondément la situation que vivent nos compagnons en raison de la DANA qui a ravagé la province. Le moment de demander des comptes à la classe politique et aux entreprises pour leur mauvaise gestion viendra, mais pour l'instant, nous avons une tâche beaucoup plus urgente : répondre aux besoins des personnes vivant dans les zones touchées, qui ont vécu des situations d'une ampleur et d'une cruauté que nous ne pouvons imaginer.

Face à cette situation, nous ne pouvons que vous offrir notre aide en tant que syndicat de classe. Nous vous demandons donc de nous faire parvenir vos besoins, afin de créer ensemble un réseau de solidarité et de soutien entre compagnons.

Au milieu de ce désastre, sachez que vous n'êtes pas seuls et que, depuis la CGT, nous mettrons tous les moyens à notre disposition pour vous aider en ces moments si difficiles. En attendant de connaître les besoins de ces compagnons et de pouvoir les gérer de manière organisée et coordonnée, nous vous demandons une contribution financière en indiquant sous le concept « SolidaridadValencia ». Toutes les contributions financières seront utilisées pour couvrir les besoins des personnes touchées.

LA SOLIDARITÉ EST NOTRE ARME LA PLUS PUISSANTE

Envoyez vos dons à
Concept : Solidaridadvalencia Banque :
Caixa Popular Titulaire : CGTPV

SOLIDARITAT I SUPORT MUTU

**AMB LES AFECTADES
PER LA DANA**

CAIXA DE RESISTÈNCIA PER A COBRIR LES DESTROSSES

CONCEPTO: SOLIDARIDADVALENCIA

ES7831590018112755192826





**ENTRE
TOTES
TOT**

Numéro de compte : ES7831590018112755192826
Vous pouvez faire part de vos besoins, propositions
ou dénonciations à : afectadasdana@cgtvalencia.org.



La CGT se joint aux organisations civiques, sociales et syndicales pour exiger la responsabilité des dirigeants politiques dans le drame de la DANA.

30 octobre 2024

Le syndicat affirme que « les actions négligentes de la Generalitat Valenciana ont mis en danger la vie de milliers de travailleurs ». L'organisation anarcho-syndicaliste a déposé une plainte auprès du ministère public car elle estime que le gouvernement autonome, bien que disposant d'informations précises, n'a rien fait pour sauver la vie de centaines de travailleurs.

La Fédération locale de la CGT València et la CGT territoriale de Valence et de Murcie ont fait part au public, lors d'une conférence de presse tenue ce matin, de leur solidarité avec les personnes touchées par la DANA du 29 octobre, mais aussi de leur indignation face à la gestion néfaste que le gouvernement valencien a faite de cette catastrophe, qui a fait des centaines de morts et un nombre indéterminé de disparus.

Juan Miguel Font, secrétaire général de la CGT València, a exprimé, après avoir relaté les moments chronologiques les plus importants de la DANA, que la gestion de la Generalitat, avec son responsable – Carlos Mazón (Parti populaire) –, peut être qualifiée de « criminelle », car avec toutes les informations dont il disposait, il n'a pas été en mesure de prendre des décisions qui auraient mis les gens hors de danger. La CGT considère que l'alerte a été donnée tardivement, mal et parfois avec des messages contradictoires, comme le montrent les propres déclarations de Mazón, qui a assuré qu'en milieu de soirée, la tempête se serait calmée.

Rafael Marco, avocat de la CGT València, a expliqué que la plainte contre Carlos Mazón et le gouvernement de la Generalitat Valenciana est déposée en termes syndicaux, car la plupart des personnes décédées ou disparues travaillaient à cette heure-là dimanche dernier. En outre, d'autres personnes ont quitté leur travail ou se sont rendues sur leur lieu de travail après le changement d'équipe. Par ailleurs, Marco a déclaré que le ministère public dispose de tous les moyens pour ouvrir une procédure contre Mazón et son gouvernement, après avoir étudié les faits, qui sont clairement démontrables.

Enfin, Juan Ramón Ferrandis, secrétaire général de la CGT País Valencià i Múrcia, a

tenu à rappeler que le gouvernement de Mazón connaissait les avertissements de l'AEMET depuis plusieurs jours avant la tempête qui a dévasté les petites villes et pourtant, une semaine plus tard, beaucoup de ces municipalités valenciennes sont toujours isolées, sans électricité ni eau. Ferrandis a expliqué que le sentiment transmis par le chef de la Generalitat Valenciana était celui de la « tranquillité » et que tout était calme, ce qui explique que de nombreuses personnes aient pu se détendre et continuer à vivre normalement. La CGT a rappelé les prochaines dates de mobilisation pour exiger la démission de Mazón et demander une aide à la population touchée par la DANA. De même, l'organisation rouge et noire tient à remercier les nombreuses expressions de solidarité et de soutien manifestées par le militantisme et par de nombreux autres groupes et mouvements sociaux, ainsi que par des particuliers, dans de nombreuses régions du pays.

La fédération locale de la CGT València a effectué la première livraison de matériel pour couvrir les premières nécessités acquises grâce à l'argent collecté dans le fonds de résistance ouvert par l'organisation anarcho-syndicaliste.

La CGT València a livré au Parc Alcosa (Barri d'Orba, Alfafar) du matériel de première nécessité obtenu grâce aux contributions reçues dans le fonds de résistance ouvert par l'organisation syndicaliste dans le but de couvrir les besoins et de « créer un réseau de solidarité et de soutien entre collègues et entreprises ». En outre, ils ont bénéficié de la contribution de la section syndicale Falck (transport sanitaire) du syndicat CGT à diverses activités de la CGT de Terrassa qui sont allées avec une ambulance chargée de matériel fourni par les mêmes affiliés.

Parmi le matériel livré figuraient des denrées alimentaires de base et non périssables, du matériel de nettoyage et d'hygiène, des gants, des masques, des stylos, des pneus et des batteries.

La Fédération locale de la CGT València regrette profondément « la situation que vivent les travailleurs à cause de la DANA qui a frappé la province » et affirme que « le moment d'exiger des responsabilités en



tant que syndicat à la classe politique et patronale pour leur mauvaise gestion viendra, mais pour l'instant, nous avons une tâche bien plus urgente, à savoir répondre aux besoins des personnes qui vivent dans les villes touchées et qui ont vécu des situations d'une ampleur et d'une cruauté que nous ne pouvons pas imaginer ».

La CGT met à la disposition des victimes de la DANA un service d'assistance téléphonique et une consultation sur les questions d'emploi 00 34 691 516 374

Le Comité confédéral de la CGT et les compagnons de la Fédération locale de Valence ont mis à la disposition des personnes touchées par la DANA du 29 octobre un numéro de téléphone pour résoudre les doutes et répondre aux questions d'ordre professionnel.

Les personnes qui appellent ce numéro seront conseillées par l'équipe d'avocats du bureau juridique de la CGT. En ce sens, l'organisation anarcho-syndicaliste a également établi des horaires d'ouverture, qui seront en principe du lundi au vendredi de 12 h à 14 h et de 16 h à 18 h.



POINT DE VUE

Une petite manipulation climatérique

N. B. Par « climatérisme », comprenons le discours qui se focalise sur le climat au détriment de la météorologie proprement dite (pas la même échelle de temps ou d'espace) et au détriment de la multiplicité des facteurs (car il n'y a pas que le « temps qu'il fait » – ou weather en anglais – dans la problématique environnementale).

Entendu au « Bulletin Météo-Climat » de France 2 du jeudi 24 octobre 2024 : (la speakerine) « *Intéressons-nous à présent à l'érosion de nos côtes; il est vrai que nos littoraux ne sont pas figés dans un contexte de changement climatique; l'érosion s'aggrave à cause de la montée des eaux, (est) notamment en cause la hausse des températures qui dilate l'eau de nos océans. Et ce n'est pas sans conséquence que ce phénomène entraîne un recul du trait de côte* ».

Ce propos semble anodin. Il est en tous les cas *mainstream* et familier aux oreilles du public. Mais le diable se nichant dans les détails, il n'est pas inutile, pour la pensée libre et la lutte contre le capitalisme vert, d'en reprendre quelques éléments.

Voyons point par point.

Le « niveau des mers » : eustatisme et hydrodynamisme, à ne pas confondre

« *Nos littoraux ne sont pas figés* ». Certes, c'est un constat évident. Ce phénomène est, par exemple, familier aux habitants d'Aigues-Mortes dont la cité fut située au bord de la mer, du temps où les chrétiens allaient chasser les musulmans en Terre sainte via les Croisades, et qui s'en trouve désormais à six kilomètres.

C'est le résultat d'un millénaire d'alluvions apportées par le Rhône et ses affluents jusqu'à son delta de Camargue. Les conditions strictement météorologiques ne constituent d'ailleurs qu'un facteur parmi d'autres dans cette avancée des terres.

Je mets de côté le fait que l'évolution actuelle du trait de côte en Camargue est complexe, entre avancée et recul en fonction du Rhône et de la dérive littorale (mais tel est le destin géographique d'un delta), suivant les décennies.

« *L'érosion s'aggrave à cause de la montée des eaux* » : cette affirmation est largement incomplète dans sa généralisation puisqu'elle confond eustatisme et hydrodynamisme. L'eustatisme désigne la variation en hauteur du niveau océanique, tandis que l'hydrodynamisme désigne le phénomène d'avancée des eaux océaniques proprement dites (par la houle, les marées, les tempêtes...).

Quel amaigrissement des plages ?

Les deux phénomènes peuvent se conjuguer, mais pas nécessairement. L'évolution du trait de côte atlantique entre le marais poitevin et le Pays basque, par exemple, est largement due à l'affaiblissement demi-séculaire de l'apport en sédiments, lesquels

sont retenus par des barrages en amont sur la Garonne, la Dordogne et leurs affluents.

Il a bien fallu un demi-siècle pour se rendre compte des effets à long terme de ce type d'aménagement, que l'on constate aussi par ailleurs (le Nil depuis la construction du barrage d'Assouan, exemple le plus connu). Cela ne veut pas dire que les barrages soient systématiquement inutiles (les crues, les inondations, l'approvisionnement en eau...), mais tout n'est pas dû au « climat », ou à la mer.

L'amaigrissement des plages – phénomène bien connu des géographes qui travaillent sur les littoraux (cf. les travaux de Roland Paskoff) – favorise bien évidemment l'hydrodynamisme sans qu'intervienne forcément l'eustatisme. Il peut d'ailleurs survenir très rapidement lorsque des jetées ou des digues sont construites sans respecter la dérive littorale.

Quant aux côtes strictement rocheuses dans l'Hexagone, il faut distinguer ce qui relève de la mer ou bien de la géologie proprement dite. Il n'est pas sûr que la côte rocheuse de l'Estérel, pour prendre une région touchée par de fortes précipitations, évolue beaucoup.

Marégraphe de Brest et rocher de Celsius

Est « *notamment en cause la hausse des températures qui dilate l'eau de nos océans* », précise le bulletin. Or cette dilatation est variable suivant les espaces et les saisons. Elle est d'ailleurs difficile à observer sur un temps long, surtout avant l'arrivée des mesures satellitaires.

L'un des plus anciens marégraphes de France, celui de Brest (trois siècles), ne montre pas d'évolution extraordinaire (thèse de Nicolas Pouvreau, 2018). Ne parlons pas du rocher de Celsius qui montre que le niveau de la mer Baltique « descend » (en fait, c'est le socle hercynien qui « remonte » par effet rebond post-glaciaire), ou de son équivalent en baie d'Hudson au Canada.

Ces quelques remarques montrent déjà la faiblesse scientifique de ce « Bulletin Météo-Climat ». Mais ce n'est pas tout. C'est même la suite qui est la plus intéressante. Car il ne suffit pas de lancer des paroles, il faut démontrer les arguments et les illustrer par une étude de cas. Images à l'appui.

Le camping de Quiberville-sur-Mer

Le reportage qui suit se tourne alors vers Quiberville-sur-Mer. Car « *dans cette petite commune de Normandie se joue un exemple d'adaptation au changement climatique (avec) le déménagement d'un camping pour échapper à la montée des eaux, un projet indispensable selon le maire* ».

Très bien, pense-t-on. Mais restons attentifs.

Voici ce que dit le maire : « *Si demain la mer débordait, oui, vous aviez un endroit très dangereux, et si vous aviez des inondations venant du fleuve côtier, c'était toujours très dangereux,*



la preuve en 99, il existait à soixante mètres d'ici, et donc cent caravanes flottaient ». Le « si » est très important, et peut être bénéfique si l'on se place dans une perspective de « prévision » et donc de « gestion du risque ».

Mais il est « ici » très ambigu, car il se réfère tantôt à une éventualité (future), tantôt à un événement accompli (passé). Très bien, dira-t-on encore. L'utilisation baroque de la concordance des temps interpelle néanmoins, en mettant même de côté qu'il n'est pas facile de s'exprimer à vif devant un micro et une caméra.

Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Car l'événement passé qui est supposé nous donner l'avenir par rapport au trait de côte n'a rien à voir. Le maire le dit lui-même : le camping était en zone inondable et s'il a été inondé en 1999, ce n'est pas du tout à cause de la mer, mais à cause de l'inondation du cours d'eau qui s'y jette, la Saône. Cette inondation a été provoquée par le blocage de l'évacuation de ses eaux à cause de leur passage sous-dimensionné sous le pont où passe la route littorale. Les eaux se sont accumulées, ont été refoulées et ont inondé.

C'est pratiquement le même phénomène que le Limony bloqué par un embâcle les 17 et 18 octobre dernier en Ardèche (sauf que ce n'était pas des caravanes qui ont été touchées, mais des pavillons...).

La rhétorique du sous-entendu

La mer n'est donc strictement pour rien dans cette inondation à Quiberville, à moins que, indirectement, il y ait eu une marée à fort coefficient qui se soit ajoutée pour freiner l'écoulement. Mais cela, le reportage ne nous le dit pas.

De même qu'il n'évoque pas le fameux camping de La Faute-sur-Mer installé sur une zone inondable et dévasté par la tempête Xynthia en février 2010 (cf. la notice « Xynthia » dans le *Dictionnaire critique de l'anthropocène*, CNRS éditions.).

Au passage, soulignons l'ambiguïté du propos qui parle du « déménagement d'un camping pour échapper à la montée des eaux », sans préciser de quelles eaux il s'agit : celles du fleuve ou celles de la mer ?

Sauf que la succession du contenu laisse entendre qu'il s'agit de la mer. Manipulation quasi imparable, sauf vigilance.

Et surtout ne pas parler de la délivrance des permis de construire.

Et la biodiversité arrive

Mais ce n'est pas fini. Le nouvel aménagement – élargissement du passage sous le pont, suppression du camping – a en effet deux objectifs : « limiter les risques d'inondation et favoriser le retour de la biodiversité », nous dit un expert interrogé. La biodiversité : c'est-à-dire des poissons qui remontent le cours (saumon, truite de mer), des anguilles, de la végétation.

Très bien... mais où est le rapport avec le climat ?

L'évolution météorologique peut affecter l'évolution des écosystèmes, mais les espèces vivent selon différents milieux, croissent, régressent, s'adaptent selon le temps qu'il fait...

En réalité, on mélange tout, c'est le grand fourre-tout intellectuel et... politique. Car lutter « contre le climat » et pour « la biodiversité » relève du même mantra. Il faut agir, mais, en sous-texte, pas n'importe quelle action : il faut la « décarbonation », donc promouvoir l'électrique, donc le tout-électrique, donc la relance de l'électro-nucléaire. C'est l'agenda du capitalisme vert.

La résilience des assurances

J'exagère ? Revenons au « si ». Le lendemain même, sur une autre chaîne du « service public », le journal de 13 h de France Inter, nous avons eu droit à une interview complaisante du directeur d'Axa-Climat. Oui, Axa, la compagnie d'assurance. Et qui s'intéresse au « climat ». Propos particulièrement édifiant, car le directeur s'est systématiquement placé dans le « si » de la prospective, le futur, devenu chez lui du « quasi sûr ». Les catastrophes climatiques vont fatalement augmenter, nous dit-il, donc les dégâts...

Et, là, chère lectrice et cher lecteur, vous allez ajouter logiquement que « le montant des primes d'assurance va également augmenter ». Mais non, pas un mot ! Car nous sommes entre gens de bonne compagnie, n'est-ce pas. Chut sur ce qui fâcherait !

Au moment où la sphère politico-médiatique française glose sur « l'adoption du budget » et « les impôts », pas question d'évoquer ces basses questions d'argent. Surtout si ce sont les poches du citoyen lambda qui vont être touchées. On a déjà donné avec les gilets jaunes, on ne va pas refaire la même erreur politico-médiatique. On va donc gloser sur ce qu'il faudrait généreusement faire en réaménagement du territoire.

Et enchaînement logique du journal de France Inter : on va parler du Fonds Barnier d'indemnisation ! Lequel Barnier se trouve au même moment en déplacement sur la zone commerciale de Givors, là où les grandes enseignes de la « distribution » (lire : du « grand commerce ») se sont installées n'importe comment (pas de noms de marque : vous les connaissez déjà, vous pouvez toutes les énumérer).

Inondés à cause de leur impéritie, leurs bâtiments viennent de l'être. Et devinez qui va payer ?

Ah, le « changement climatique », s'il n'existait pas, il faudrait l'inventer...

Philippe Pelletier
le 25 octobre 2024

Ndlr : Ce texte étant la libre opinion de son auteur, le débat est ouvert.



Résistance ouvrière !

« **J**usqu'au bout, c'est le titre du livre de Nicolas Renahy sur le bien vieillir et résister dans une classe ouvrière aujourd'hui à la retraite. Malgré une condition de « subalternes » et d'anciens forçats de la chaîne, des ouvriers et ouvrières de Peugeot en pays de Sochaux-Montbéliard, toujours militants CGT, résistent encore et toujours au néolibéralisme. Fidèle à la lutte des classes et solidaire, leur collectif anime encore l'union locale CGT du secteur.

Ces militant·e·s, malgré sa disparition annoncée, démontrent que la « classe ouvrière bouge encore ». Une vieille garde faite de camaraderie, de solidarité et parfois d'autodérision. Des différences se font jour, quelquefois idéologiques ou de genre, bien sûr, mais le collectif a aussi une grande tolérance à l'altérité.

C'est pas demain l'éveil

L'auteur de ce pamphlet très dense ne mâche pas ses mots ni ne vise au consensus, comme tout pamphlet. Il attaque la *cancel culture* [culture de l'effacement, qui ostracise] ou *wokisme* [qui dénonce de façon intransigeante les inégalités en portant atteinte à la liberté d'expression] qui juge le vieux monde révolu. Ce concept désigne un militantisme autodéfini comme *éveillé* et *conscientisé*. Les forts en gueule férus de pouvoir tentent d'imposer cette intolérance de la pensée unique.

L'auteur pointe le processus de perversion des idées où un principe de générosité aboutit à son contraire, une théorie de l'exclusion, et à la partition de la société par l'apologie des plus petits dénominateurs communs.

Les intégrismes totalisants s'alimentent réciproquement. Toute parole autonome est refusée à l'individu nié.

Une révolte de toujours contre les injustices sociales, qui a fondé leur engagement militant et, selon l'auteur, par leur culture propre, les a constitués en « contre-élite ouvrière ». Il y a de beaux portraits de femmes en lutte, émancipées par le travail et l'autonomie économique qu'il représente, malgré les contraintes et les violences usinières. Mais aussi des nostalgies dans de belles pages où l'auteur évoque la perruque, appelée la pinaille chez Peugeot, réalisée par les ouvriers professionnels. Pinaille qui est considérée comme « un détournement politique » de l'ordre industriel, voire comme une forme de réappropriation du travail et de résistance émancipatrice. Pratique aujourd'hui quasiment disparue du fait des nouveaux processus de travail qui ont eu pour effet de mettre à mal la solidarité de classe dans ce qui reste des usines Peugeot (36 000 ouvriers et ouvrières en 1973, 3 400 cinquante ans plus tard).

La prédétermination règne. Glorifier les singularités non choisies pointe ce que l'on est et non ce que l'on accomplit. C'est *plus facile de remplacer la lutte des classes par la lutte des races, que d'éliminer les inégalités sociales causées par un capitalisme omniprésent et qui, toutes classes confondues, continue de faire rêver*. L'auteur cite Karl Popper, Caroline Fourest, Enki Bilal, Tania de Montaigne, Raymond Gori...

Pour lui, défendre la tolérance nécessite de ne pas tout tolérer, au risque de désertier les combats idéologiques qui, eux, sont toujours susceptibles d'être débattus. Le totalitarisme c'est *qui n'est pas avec nous est contre nous*. Une entité globalisante *s'impose comme la seule à même d'expliquer les tourments de l'histoire*.

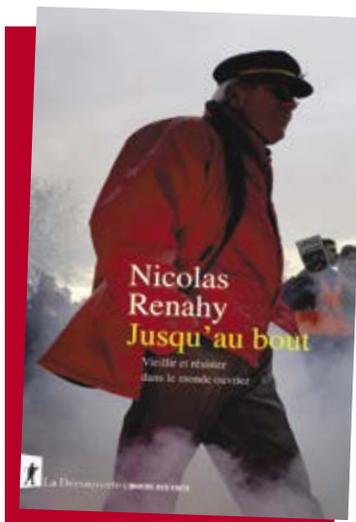
Dans les réseaux sociaux, les attaques mensongères qui condamnent (« il n'y a pas de fumée sans feu ») proscrivent toute possibilité de défense, trop tard le mal est fait.

Pour « ces personnes restées mobilisées, le passage à la retraite ne constitue pas une raison valable de désengagement » malgré la difficulté à passer le relais de cette culture de lutte, souvent étrangère aux jeunes. Y compris à leurs enfants, qui ont succombé au charme d'un individualisme néolibéral qui a brisé les collectifs ouvriers. Malgré tout, l'espoir demeure, car s'il y a « un vieux monde qui se défait, et il y aura quelque chose qui va se créer à la place ».

De beaux portraits de femmes et d'hommes qui ne sont pas sans nous rappeler les *Vieux fourneaux*, mais ceux-là sont bien réels. Un beau livre sur la « culture de résistance » des OS et des OP.

Hugues

Groupe Commune de Paris



NICOLAS RENAHY
Jusqu'au bout
Vieillir et résister dans le monde ouvrier

La Découverte, 2024
208 pages, 20€..

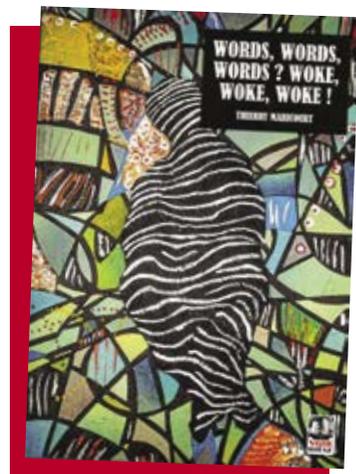
La novlangue dissimule ses objectifs par des mots aux sens à tiroirs. Attention à ne pas faire de vagues et à se soumettre au doctement correct!

L'auteur affronte diverses polémiques dont, parmi les extrémismes religieux, l'islamisme devant qui baisser les bras est une lâcheté aboutissant à l'obscurantisme. Il précise qu'un texte s'inscrit toujours dans un paysage contextuel et n'est jamais à prendre sans tri ni pour vérité établie.

Sans pour autant baisser les bras, il conclut dans l'espoir son texte stimulant : *Un jour. Que chacun puisse être qui il entend être, là où il le souhaite, sans souci de genre, de sexualité, de couleur de peau ni de quoi que ce soit d'autre*.

Florence

Des cailloux dans l'engrenage & flemmardise



THIERRY MARICOURT
Words, words, words? Woke, woke, woke!
Du délitement de la pensée émancipatrice

Noir et Rouge, 2024, 95 pages,
10 €



En attendant la Movidà

Voici un livre écrit et publié en catalan en 1977 et seulement traduit en français en 2024. Il est dû à la plume de Montserrat Roig, figure majeure de la littérature catalane, pionnière d'une vision féministe engagée dont l'œuvre n'avait jamais été publiée en France. L'autrice née en 1946, décédée à l'âge de 45 ans des suites d'un cancer, nous plonge avec ce roman dans une famille barcelonaise en pleine décomposition. Natàlia, le personnage central, rentre à Barcelone après douze ans d'exil à Paris et Londres. Elle arrive peu de jours après l'exécution de Salvador Puig Antich, car si la dictature de Franco vit ses derniers mois, elle continue de tuer tout ce qui s'oppose à elle.

Maudite soit la guerre

Rédition dans un nouveau format, de cet album de Didier Daeninckx et de Pef, *Maudite soit la guerre*, un classique contemporain pour les enfants. En août 1917, dans le centre de la France, un maître d'école demande à ses élèves d'écrire une lettre qui sera envoyée aux poilus sur le front. Fulbert Delorge, onze ans, décide d'aller la porter directement à son père, mobilisé sur le Chemin des dames. « *En quelques mois, j'ai tellement grandi que je dépasse*

Les Copains d'la neuille

Les amateurs de Léo Ferré connaissent sans doute cette publication, *Les Copains d'la neuille*, qui rend compte à peu près une fois par semestre de l'actualité autour de l'artiste décédé en 1993. Mais rappelons tout de même son existence, avec la parution du n°43 (printemps-été 2024). « *Sans doute sommes-nous, dans ces*

Difficile pour Natàlia de se réacclimater à un pays qu'elle avait quitté contrainte et forcée. Si beaucoup de choses ont changé, la dictature toujours en place continue d'imposer sa main de fer. C'est dans cette période balançant entre progrès et régression que se situe *Le Temps des cerises*.

Montserrat Roig met en scène deux familles bourgeoises unies par des liens professionnels et conjugaux, ce qui lui permet de nous décrire la façon dont l'Espagne a évolué – ou pas – depuis la guerre civile. Elle constate par les yeux de son héroïne que si les anciens se sont accommodés de la dictature pour mener leurs activités professionnelles, elle se rend également compte avec stupéfaction que ses neveux et leurs amis, c'est-à-dire la jeunesse, ignorent tout de l'histoire de

tous mes copains d'une bonne tête », se dit Fulbert, plein d'enthousiasme et capable de voyager seul. Il retrouve le paternel, qui agite la missive comme un drapeau blanc. Après l'Armistice, Fulbert assiste à l'inauguration du monument aux morts de Gentioux, dans le département de la Creuse, l'un des très rares en France à proclamer « Maudite soit la guerre » et devant lequel se réunissent, chaque année depuis, des pacifistes.

Quatre pages documentaires à la fin de l'album permettent aux jeunes lecteurs de suivre le cours des événements et de les placer dans un contexte général.

colonnes, dans un exercice d'admiration, une marge où se dessinent un compagnonnage, le remboursement différé d'une dette, une pierre posée à la postérité, prioritairement un acte amoureux », écrit François André, son principal animateur.

Thierry Maricourt

la Seconde République et de la guerre civile qui a mené à la dictature de Franco.

Elle constate aussi que, même si on lui a dit que rien n'avait changé, en fait tout est en train de changer : révolution sexuelle, politique et artistique, l'époque est bouillonnante annonçant la prochaine *Movidà* à naître. *Le Temps des cerises* est ainsi la saga d'une famille catalane en pleine décomposition, roman rédigé dans un style féroce, usant de mots crus, défiant les conventions et portant les germes d'un féminisme à venir.

Ce livre reflète bien l'ensemble de l'œuvre de Montserrat Roig, disparue prématurément, mais qui s'était imposée comme une figure majeure de la littérature catalane.

Ramón Pino

Groupe Salvador Seguí

Comme le rappellent les Éditions Rue du monde, il n'y a pas mieux qu'un livre pour aider les enfants à grandir. Celui-ci, qui les incitera à se poser des questions jamais désuètes, hélas, est à conseiller.

Rappelons la parution, toujours chez Rue du monde, de deux courts romans historiques de Didier Daeninckx pour les lecteurs de 7-10 ans et plus : *Le Garçon aux dents sculptées* et *La Vieille dame, le chat volant, et le débarquement*, déjà évoqués dans ces pages. « Des événements historiques relatés au travers d'une enquête que mènent Sami et Lola. »

Thierry Maricourt

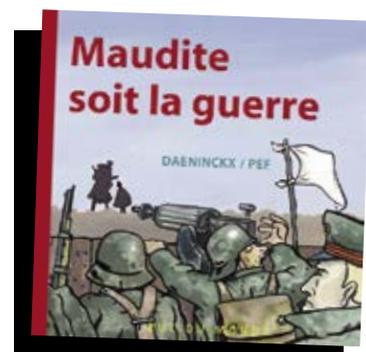
Les Copains d'la neuille
n°43, 4 €

Abonnement : 15 € pour 5 numéros, ou plus, en soutien.

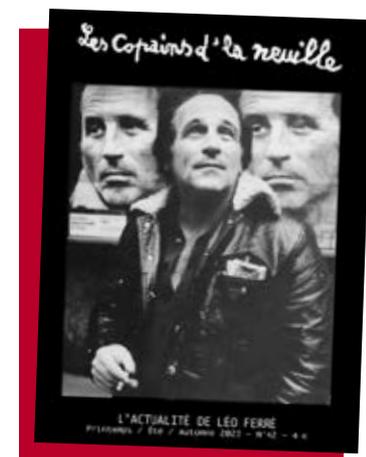
c/o La Mémoire et la mer
1 avenue Henri-Dunant
98000 Monaco
francoisandre2@club-internet.fr
lescopainsdlaneuille.hautetfort.com et leo-ferre.com



MONTSERRAT ROIG
Le Temps des cerises
Éditions La Croisée, 2024, 232 pages, 20 €



DIDIER DAENINCKX & PEF
Maudite soit la guerre
Éditions Rue du monde, 2024, 48 pages, 16,50 €





LA GUERRE CONTRE LES FEMMES LES FEMMES CONTRE LA GUERRE

Des livres sur le féminisme, le pacifisme, l'antimilitarisme, la révolution sociale... il en existe des kilomètres. Mais la plupart du temps, ils ont le nez sur le guidon de leurs particularismes respectifs.

Ce livre détonne dans ce paysage tout de lutte « principale » et de luttes « secondaires ». Son titre, *La guerre contre les femmes - les femmes contre la guerre*, indique clairement le sujet qui y est abordé. Mais il y est abordé d'une manière rarissime.

La lutte des femmes contre l'oppression patriarcale et le sort qui leur est réservé lors des guerres s'y conjugue en effet aux mêmes temps que les luttes pacifistes, antimilitaristes, antireligieuses, anti capitalistes... et s'inscrit clairement dans une lutte globale de révolution sociale. Il est composé de textes anciens de militantes féministes révolution-

naires et de textes récents d'Hélène Hernandez publiés principalement dans le *Monde libertaire*, le journal « sans dieu, ni maître » de la Fédération anarchiste. Les différentes problématiques du féminisme y sont analysées tout à la fois au microscope de leurs spécificités et au télescope de leur universalisme social. De ce point de vue, mais on l'aura aisément compris, c'est un livre qui met le rêve au cœur des luttes féministes et de beaucoup de luttes.

Hélène Hernandez est militante de la Fédération anarchiste et co-anime l'émission Femmes libres sur Radio libertaire. Anarchiste, féministe, syndicaliste et résolument antimilitariste. Autrice entre autres de *Celles de 14, la situation des femmes au temps de la grande boucherie*, aux Éditions libertaires en 2015.



255 pages, 11 x 17 cm, 10 €

À commander à :
Éditions du Monde Libertaire
Publico 145 rue Amelot 75011 Paris
editions@federation-anarchiste.org

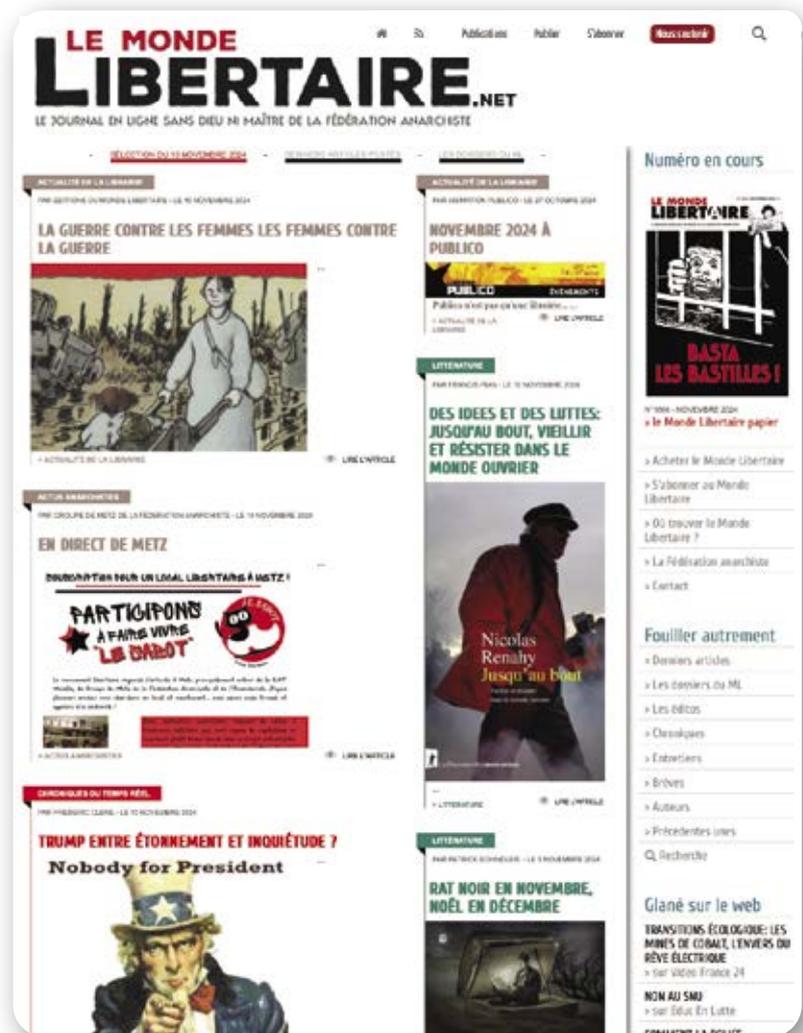
Parce que l'anarchisme est toujours bien vivant. Parce que l'anarchisme se nourrit d'idées, de réflexions, de débats. Parce que les temps actuels, de jour en jour, nous donnent raison. Parce que la voix de l'anarchie est plus que jamais nécessaire.

**Lisez et faites lire
Le Monde Libertaire
en ligne**

<https://monde-libertaire.net/>

Offrez un abonnement découverte du journal papier 3 mois pour 6 euros

voir bulletin d'abonnement page 2 ou en ligne
<https://monde-libertaire.net/abonnements/2-accueil>



<https://monde-libertaire.net>, le complément hebdomadaire du Monde libertaire



ÉMILIE LAMOTTE VIVRE EN ANARCHISTE

Qui est Émilie Lamotte ?

Née à Paris le 19 juin 1876 et décédée à Alès le 6 juin 1909, Émilie Lamotte n'est pas une « figure » emblématique de l'anarchisme au sens où on l'entend habituellement, mais elle fut une militante passionnée et déterminée. Dès 1905, elle commence à écrire dans la presse anarchiste, notamment pour *Le Libertaire* et *L'Anarchie*. Engagée activement dans les cercles libertaires parisiens aux côtés de Libertad et Anna Mahé, elle multiplie les conférences et les causeries populaires pour défendre ses idéaux. En 1907, elle participe également à la création

de la colonie communiste de Saint-Germain-en-Laye, une tentative audacieuse d'expérimenter la vie collective et libertaire dans un milieu libre.

Émilie Lamotte reste cependant méconnue et largement invisibilisée dans l'histoire. À ce jour, nos recherches n'ont permis de retrouver ni image ni portrait d'elle. C'est tout l'enjeu de cet ouvrage de retracer, par indices et par ses écrits, son parcours pour faire revivre sa pensée et son engagement.

Pourquoi ce projet ?

Marie-Pier Tardif, avait achevé sa thèse sur les femmes de lettres dans la presse

anarchiste française de la fin du XIX^e siècle et, de mon côté, j'avais rédigé plusieurs biographies, notamment sur Francisco Ferrer, Paul Robin et Marie Huot (ouvrages publiés aux éditions de l'Atelier de création libertaire).

Au-delà du plaisir de travailler ensemble, notre objectif était de faire connaître l'histoire, les idées et les actions d'une militante anarchiste du début du XX^e siècle. Car si Émilie Lamotte n'appartient pas au « Panthéon » de l'histoire anarchiste, il nous est apparu que par ses prises de position, ses réflexions et sa conception de la vie, elle personnifie l'image réelle et partagée d'une militante anarchiste du début du XX^e siècle.

Par ses interrogations, ses combats, les sujets qu'elle aborde dans ses écrits, elle témoigne de la diversité et de la vitalité du mouvement anarchiste de son époque.

QUELQUES EXPÉRIENCES SIGNIFICATIVES D'UNE AUTRE ÉCOLE

► **1849**, Gustave Lefrançais, Pauline Roland, Pérot rédigent le *Programme d'enseignement de l'association fraternelle des instituteurs et institutrices et professeurs socialistes*. Texte fondateur qui articule révolution industrielle et éducative et qui vise à « développer chez chacun une certaine universalité » et qui affirme le principe de la co-éducation (mixité). Principes qui alimenteront largement les valeurs de la pédagogie libertaire.

► Dans les années **1860**, Pierre-Joseph Proudhon qui considérait que « l'enfant envoyé aux écoles ne sera toujours qu'un jeune serf dressé pour la servitude, au mieux des intérêts et de la sécurité des classes supérieures (1). »

► En septembre **1852**, Louise Michel, a 22 ans, elle crée une école libre à Audeloncourt (Haute-Marne) où elle enseigne

durant une année avant de se rendre à Paris en 1856, où elle enseignera quelques années. Dans les années 1860, elle enseigne dans le X^e arrondissement, rue du Château-d'Eau, dans la pension de Madame Vollier. En 1865, elle ouvre un externat au 5, rue des Cloÿs, puis un autre cours 24, rue Oudot en 1868.

► Victor Considérant, disciple de Charles Fourier, en **1864**, publie sa *Théorie de l'éducation naturelle et attrayante*. Pour lui, comme pour Proudhon, « tous les systèmes d'éducation propagent et perpétuent dans les générations la débilité, l'hébétéude et l'impuissance » d'où l'importance de construire une autre école.

► Dès le second congrès de l'AIT (Association internationale des travailleurs) à Lausanne en **1867** sera évoquée la nécessité d'un enseignement intégral inspiré de Fourier et

Proudhon. Le congrès émettra d'ailleurs « une résolution en faveur de l'organisation de l'école-atelier, et d'un enseignement scientifique, professionnel et productif (2) ». En effet, aux yeux des internationaux, en particulier parisiens, « l'instruction et l'éducation sont (...) une des conditions de leur émancipation (3) ». Au congrès de Bruxelles, en **1868**, la question de l'éducation est de nouveau inscrite à l'ordre du jour.

► **1871**, durant la Commune de Paris, la commission de l'enseignement présidée par Edouard Vaillant et où siègent Jules Vallès et Gustave Courbet, déconfessionnalise l'éducation, prône l'éducation des filles et se propose d'instaurer l'école laïque et gratuite bien avant Jules Ferry et la bourgeoisie républicaine.

► Orphelinat de Cempuis, dirigé de **1880 à 1894** par Paul Robin qui en fit le premier établissement expérimental d'éducation libertaire. Robin y mit en application ses prin-

cipes sur l'éducation intégrale, proposés par Charles Fourier puis Pierre Joseph Proudhon.

► En **1901**, Francisco Ferrer fonde l'École moderne, un projet éducatif rationaliste qui promeut la mixité, l'égalité sociale, la transmission d'un enseignement rationnel, l'autonomie et l'entraide. Elle fut la première d'un réseau qui en comptait plus d'une centaine en Espagne en 1907. De nombreuses écoles modernes furent créées dans le monde entier et en Espagne durant la révolution sociale.

► La Ruche était une école libertaire fonctionnant selon le concept de coopérative intégrale. Elle fut fondée en **1904**, à Rambouillet (Yvelines), par Sébastien Faure, elle disparaît durant l'hiver 1917 à la suite des restrictions imposées par la Première Guerre mondiale.

► Les articles d'**Émilie Lamotte** des années **1905 et 1906** dans *Le Libertaire* précisent aussi de plus en plus sa volonté de créer une école libertaire hors de

Un parcours militant représentatif

Émilie Lamotte a laissé une empreinte significative à travers ses multiples écrits, dans lesquels elle explore des sujets tels que l'éducation, le néo-malthusianisme, l'amour, l'art et la littérature. Elle montre que, pour les anarchistes, la question sociale ne se limite pas aux enjeux économiques, mais englobe aussi l'éducation, la culture et la créativité. Son engagement ne se résume pas à imaginer une société future; elle cherche aussi à vivre en anarchiste dans le contexte de la société capitaliste. Elle reprend à son compte l'idéal de Libertad : « *ce n'est pas dans cent ans qu'il faut vivre en anarchiste* ».

Dans ses textes, Lamotte questionne, prend position et s'implique pleinement, vivant au présent et au quotidien

son idéal anarchiste, notamment au sein du milieu libre de Saint-Germain-en-Laye ou lors de sa dernière tournée de causeries, dans les Cévennes, avec André Lorulot. Toute son existence, elle incarne cet anarchisme.

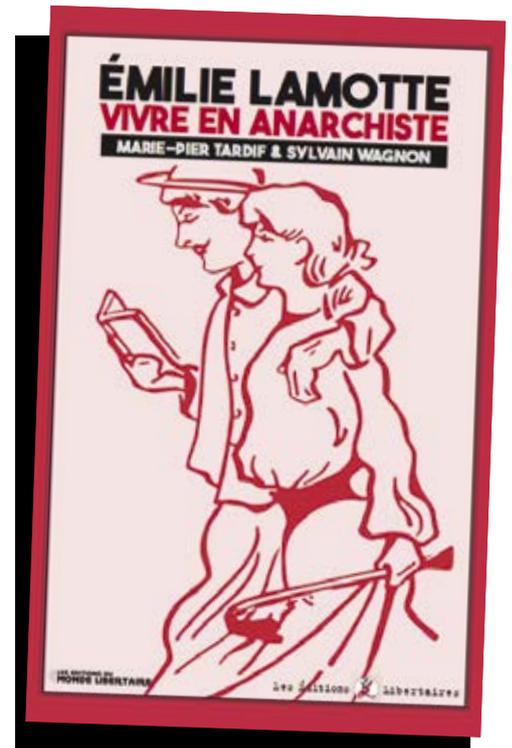
Cet ouvrage vise à faire connaître Émilie Lamotte, dont les idées et l'engagement demeurent d'une étonnante actualité. En redonnant vie à son parcours, nous espérons contribuer à enrichir l'histoire des anarchistes individualistes et à offrir un nouvel éclairage sur la richesse de cette mouvance.

Sylvain Wagnon

216 pages, 11 x 17 cm, 10 €

À commander à :

Éditions du Monde Libertaire
Publico 145 rue Amelot 75011 Paris
editions@federation-anarchiste.org



celle de l'Église et de l'État. Elle met alors en place une école libertaire au sein de la colonie du milieu libre de Saint-Germain-en-Laye.

► En **1906**, Madeleine Vernet fonde à Neuilly-Plaisance (déplacé ensuite à Épône) l'orphelinat *L'Avenir social* avec Jean Louis Tribier. En 1922, les communistes majoritaires au conseil d'administration de l'orphelinat contraignent Madeleine Vernet à abandonner son poste de directrice.

► **1910**, ouverture de l'école Ferrer de Lausanne et publication, dès 1902 par Henri Roorda, de *L'école ou l'apprentissage de la docilité* et de *Le débouillage de crânes est-il possible ?* en 1923. Pour lui, l'école pourrait (devrait) « donner à ses élèves une éducation généreuse. Elle pourrait développer dans l'esprit et dans le corps de chacun d'eux une adresse et une force dont il jouirait lui-même. »

► **Hambourg 1919-1933**, les Maîtres-camarades ouvrent quatre écoles qui visent

à transformer radicalement la nature de la relation pédagogique maître-élève et d'y substituer une relation de camaraderie authentique et de respect réciproque entre enfants et adultes.

► L'école Vitruve est une école publique située à Paris, bénéficiant d'une pédagogie différente au sein de l'Éducation nationale. L'école a été créée par une équipe d'instituteurs en **1962** et initiée par Robert Gloton, pédagogue, inspecteur de l'Éducation nationale, et militant du courant pédagogique d'Éducation nouvelle au sein du Groupe français d'éducation nouvelle (GFEN). Elle fonctionne sur le principe de la coopération pédagogique.

► L'école de la Neuville Chalmaison (77650) a fait école, le projet à la fois fou et modeste depuis **1973**. Elle a permis de prendre en charge, d'accompagner et d'aider plusieurs centaines d'enfants à grandir.

► Le lycée expérimental de Saint-Nazaire est un lycée

général public qui fonctionne de façon cogérée. Il a ouvert ses portes le 2 février **1982** à l'initiative de Gabriel Cohn-Bendit et d'André Daniel. Les dix-huit enseignants rassemblés autour de ce projet créent un lycée expérimental cogéré afin de tenter de trouver des réponses à l'échec scolaire.

► Le lycée autogéré de Paris (LAP) était un lycée expérimental (**1982-2024**). Il reposait sur trois piliers : l'autogestion intégrale (pédagogique et organisationnelle, impliquant les élèves et l'équipe éducative), la libre fréquentation, la cooptation (enseignants et élèves). Fermé autoritairement par les représentants de l'État à la rentrée 2024.

► L'école Bonaventure, à Oléron (**1993-2001**), fut une petite République éducative. Elle était tout à la fois libertaire, laïque, révolutionnaire et... gratuite. Adhérente au mouvement Freinet dont elle utilisait largement (mais pas seulement) les méthodes pédagogiques. Elle a de nouveau entrouvert

les portes de ce grand rêve de toujours, celui d'une école du peuple débarrassée de ses oripeaux étatiques, capitalistes et confessionnels.

Hugues Lenoir

Pour rédiger cette petite chronologie, j'ai collecté des infos sur Wikipédia et autres sites, mais aussi puisé dans mes propres travaux et dans le livre d'Émilie Lamotte.

1. Proudhon P.-J., 1977, *De la capacité politique des classes ouvrières*, Paris, Les Éditions du Monde libertaire, tome 2, p. 337. Publié en 1865, œuvres posthumes.
2. Dolleaux E., 1957, *Histoire du mouvement ouvrier*, Paris, Armand Colin, tome 1, p. 304.
3. Ibid., p. 307.



LE BEL ÉTÉ

Adaptation cinématographique de *La Bella Estate* de Cesare Pavese

Pour tous ceux et celles qui, adolescentes et adolescents, ont aimé lire Cesare Pavese, écrivain et poète mélancolique, nous conseillons ce très beau et troublant film romantique. Laura Luchetti nous offre une interprétation de *La Bella estate* (le Bel été) baignée d'une magnifique sensualité avec cette plongée dans les années 1930 à Turin.

« Le roman de Pavese, écrit il y a près de quatre-vingt-cinq ans, m'a immédiatement touchée dès ma première lecture. Il m'a paru incroyablement universel, profondément moderne. Ginia, jeune femme en quête d'elle-même, craignant de ne pas être à la hauteur et de ne pas pouvoir explorer sa sexualité, rencontre Amelia, une autre jeune femme qui la conduit dans un monde nouveau, plein de tentations, de faux rêves et de fragilité. Elle l'entraîne dans un univers bohème, libre, audacieux, sans préjugés : celui de l'art et de la représentation. »



On est à Turin en 1938. Au bord d'un lac, un groupe de jeunes gens pique-niquent, rient, chantent. Parmi eux, Ginia (Yile Vianello), venue de la campagne avec son frère, Severino (Nicolas Maupas). Quand arrive en barque d'autres garçons et filles, Ginia est troublée par une jeune femme brune (Deva Cassel) en sous-vêtements blancs, qui plonge sous le regard surpris des autres.

Alors que Ginia, la blonde, travaille dans un atelier de couture, Amelia, la brune, sert de modèle à des peintres. Toutes deux, malgré leur différence sociale, se rapprochent et Amelia introduit Ginia dans le milieu de la bohème turinoise. Ginia, est attirée par cette fille qui collectionne peintres, amantes et amants, et elle veut lui ressembler.

C'est la rencontre de deux mondes, l'histoire d'un coup de foudre, une réflexion subtile sur le désir féminin et les conditions sociales de cette époque troublée.

Le film est une réflexion sur le désir d'être vu à travers les yeux d'un autre. Existerions-nous sans le regard de l'autre ? Ce désir hante les journées de Ginia. Dans l'atelier de couture où elle travaille, elle passe du temps à mesurer le corps des clientes. Elle passe le ruban autour de leur taille autour de leurs hanches autour de leur poitrine. Mettre en valeur leurs formes, leur beauté, choisir la qualité et la couleur des tissus. Un travail d'artiste.

Ginia aussi aimerait être regardée et cette envie pourrait advenir si elle acceptait de poser pour un peintre.

Dans les années 1930, la peinture domine les arts, puis viendra la photographie et aujourd'hui les réseaux sociaux. Le désir d'y voir son image couchée sur une toile, d'être admirée pour exister devient une obsession pour Ginia comme pour beaucoup de jeunes filles d'aujourd'hui. Mais Ginia comprend vite que poser pour un peintre suppose coucher avec lui et perdre sa virginité. Elle devra choisir à un âge où *tout est possible autant qu'effrayant*.

Seulement trois très courtes séquences nous rappellent que nous sommes en pleine dictature du Duce Mussolini. Sa voix nous parvient des haut-parleurs de la rue... Ginia ira fermer la fenêtre. Un peu plus tard, Ginia jettera un sombre regard sur les che-



prises noires épinglées sur les cordes à linge dans la cour de son immeuble. Une dernière scène montre comment un groupe de miliciens chassera avec une autorité qui fait froid dans le dos les passagers d'un autobus pour s'asseoir à leur place.

Ces trois scènes nous préviennent qu'il ne s'agit là que de la toile de fond qui inscrit l'histoire dans le temps. La priorité de la réalisatrice, sans vouloir l'ignorer, n'est pas de développer le lourd contexte historique. Le sujet est universel et intemporel. Il pose le problème du choix : rentrer dans sa campagne natale, se plier aux contraintes sociales où vivre dangereusement dans un univers que Ginia méconnaît totalement, incarné par la redoutable beauté tourmentée d'Amélia et de ces peintres

aux regards de prédateurs. Dans son livre, Pavese est beaucoup plus sévère sur ces hommes.

On pourrait regretter que celui de la réalisatrice s'attache un peu trop à adoucir leur brutalité de mâles dominants, mais la subtilité avec laquelle elle montre leur propre fragilité, donne au récit une complexité plus proche de notre époque.

Une riche palette de sentiments pour ce film qui sait pourtant garder une vraie simplicité. Laura Luchetti écrit cette reconstitution historique par petites touches infiniment subtiles et délicatement sensuelles. Une peinture où les déterminismes sociaux et culturels entravent la liberté d'être ce que l'on aimerait être.

Un regard magistralement féminin !

Cesare Pavese est né en 1908 dans une famille bourgeoise. Cet auteur italien était un spécialiste de la littérature américaine, et en particulier de Walt Whitman, l'auteur de Feuilles d'herbe, et inspirateur de la beat generation.

La vie semblait un art difficile pour lui... Dans *Le métier de vivre*, qui était, en quelque sorte son journal, on trouve les traces écrites de ce mal de vivre : solitude, lassitude de l'existence, déceptions amoureuses...

Cesare Pavese a été membre, dans sa jeunesse, du parti fasciste, sous l'influence de sa famille, nous dit-il. Mais il côtoie dans le même temps les membres du groupe anti fasciste Giustizia e Libertà. Cela lui vaut une assignation à résidence en Calabre, pendant 8 mois. Il adhère ensuite, après la guerre, au Parti Communiste italien.

Rongé par le mal de vivre et par sa dernière rupture amoureuse, il se suicide dans une chambre de l'hôtel Roma à Turin, par absorption de médicaments.

La difficulté des relations amoureuses est un des thèmes récurrent de l'auteur, comme dans *Le bel été* (Editions Gallimars, collection L'imaginaire), dont est tiré le film. Outre *Le métier de vivre*, on citera, parce que ces titres sont beaux : *Travailler fatigue*, et *La mort viendra et elle aura tes yeux*.

C'est la belle chanson de Sophie Hunger, *Walzer für Niemand* qui clôt cette fresque d'une grande poésie.

Mireille Mercier et Daniel Pinós

La Bella estate

Un film de Laura Luchetti sorti le 27 novembre au cinéma

Ce film est également projeté dans le cadre du trentième festival Chéries-chéris, un festival LGBTQIA+

GRILLE DES PROGRAMMES

16-11-2024

LUNDI

11 h 00
- Lundi Matin

13 h 00
- C'est là que ça se passe

14 h 30
- Ondes de choc

16 h 00
- Troux Noirs

18 h 00
- Les mangeux d'terre (1er)

- Sciences en liberté (2ème)

- La société dans tous ses états (3ème)

- Le tour du Monde Libertaire (dernier)

19 h 30
- Le monde merveilleux du travail (1er 3ème 5ème)

- Chroniques d'ailleurs (2ème)

21 h 00
- Les muses s'amuse (1er)

- Le proton se rebiffe (3ème)

- La Rue Cause (4ème)

22 h 30
- Nuit noire (1ère partie) (Quinzomadaire)

00 h 30
- Nuit noire (2ème partie) (Quinzomadaire)

MARDI

10 h 30
- Un classique, s'il vous plaît ! (Quinzomadaire)

12 h 30
- Remue-méninges féministe

15 h 00
- Dépêchez vous de rester jeune ! (Quinzomadaire)

17 h 00
- En veux-tu ? En voilà ! (Quinzomadaire)

18 h 00
- Idéaux et débats (Quinzomadaire)

- Pas de Quartiers (Quinzomadaire)

19 h 30
- Paname's not dead (1er 2ème 4ème 5ème)

- Le grand soir du mardi (3ème)

20 h 30
- Radiolibertaria : ETPREC 75 (1er)

- Radiolibertaria : EDUC 93 (2ème)

- Radiolibertaria : PTT RP (3ème)

- Radiolibertaria : Sévices publics (4ème)

- Radiolibertaria : dés syndicats CNT (5ème)

22 h 30
- Wreck this mess

MERCREDI

09 h 30
- L'entonnnoir

10 h 30
- Un rayon de soleil (2ème 4ème 5ème)

14 h 00
- Flemmardise et réveil mois (1er)

- Radio Tisto (2ème 4ème)

- Des cailloux dans l'engrenage (3ème 5ème)

16 h 00
- Le Ferré Club

17 h 00
- Au fil des pages... (2ème 4ème)

- Soul Power (3ème)

18 h 30
- Femmes libres

20 h 30
- Carapatage (1er 3ème)

- Orage mécanique (2ème)

22 h 30
- Blues en liberté

JEUDI

11 h 00
- Livres en luttés (1er)

- Le nucléaire et son monde (3ème)

12 h 00
- Faites-nous des chansons

14 h 00
- Radio cartable

15 h 00
- Bibliomanie

16 h 30
- Et pourtant elle existe cette Littérature... (3ème)

18 h 00
- Si vis pacem

19 h 30
- Jazzlib' (première partie) (1er 3ème)

- Jeudi noir (2ème 4ème)

20 h 30
- Jazzlib' (seconde partie) (1er 3ème)

- Gabriel, Maurice, Claude et les autres (2ème)

- Musiques en lutte (4ème)

22 h 00
- Epsilonia

VENDREDI

11 h 30
- Médias et antifascisme (2ème)

- Des pavés sur les Plages (4ème)

14 h 30
- Les oreilles libres

16 h 30
- La rage dedans (Quinzomadaire)

17 h 30
- Radio espéranto

19 h 00
- Des Droits et des hommes (1er 5ème)

- Au-delà du R.L. (2ème)

- L'antenne du social (3ème)

21 h 00
- Les amis d'Orwell (Quinzomadaire)

- The post non radio show (Quinzomadaire)

22 h 30
- Radio X (1er 3ème)

00 h 00
- Sure shots (1er)

- Nuit Léo (2ème 4ème)

- Radio X (3ème)

SAMEDI

08 h 00
- Réveil hip-hop

10 h 00
- La philanthropie de l'ouvrier charpentier (1er 5ème)

- Longtemps, je me suis couché de bonne heure (4ème)

11 h 30
- Chroniques syndicales

13 h 30
- Chroniques rebelles

15 h 30
- Deux sous de scène

17 h 00
- Bulles noires

19 h 00
- Tribuna latinamericana (Quinzomadaire)

- Contre-bandes (Une semaine sur 4)

21 h 00
- Tormentor (Quinzomadaire)

DIMANCHE

10 h 00
- Un peu d'air frais (1er)

- Les Amis de Maurice Joyeux (2ème 4ème)

12 h 00
- Folk à lier

14 h 00
- Tempête sur les planches (2ème 4ème 5ème)

15 h 30
- On a déjà traité le sujet (1er)

- Wild Side (2ème)

- Des mots, une voix (3ème)

- Micro-ondes 94 (5ème)

17 h 00
- Le mélange

18 h 30
- Y a de la fumée dans le poste (Quinzomadaire)

20 h 30
- Détruire l'ennui (2ème 4ème 5ème)

22 h 00
- Rudie's back in town (Quinzomadaire)

- Seppuku (Quinzomadaire)

<https://radio-libertaire.org>
Tél. studio : 01 43 71 89 40

Siège social : Publico - 145 rue Amelot 75011 Paris

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 Paris

les adresses mails
@federation-anarchiste.org
sont abrégées en
@fede...

00 NOMADES

Groupe La Rou Iotte Noire
groupe-nomade@fede...

01 AIN

Liaison Saint-Julien-sur-Reyssouze
divad427@gmail.com

02 AISNE

Groupe Kropotkine
kropotkine02@riseup.net
http://kropotkine02.org/

• Le Loup Noir
8, rue Fouquerolles
02000 Merlieux
03-23-80-17-09

• L'Étoile Noire
5, rue Saint-Jean 02000 Laon
09-75-55-47-06
Ouverture tous les jours
13 h-19 h sauf le dimanche.

03 ALLIER

Liaison Étoile Noire
etoile-noire@fede...

07 ARDÈCHE

Groupe d'Aubenas.
fa-groupe-daubenas@
wanadoo.fr

Groupe la Chèvre noire
groupe-lachevrenoire@fede...

09 ARIÈGE

Liaison Ariège
ariege@fede...

12 AVEYRON

Liaison Sud-Aveyron
sud-aveyron@fede...

13 BOUCHES-DU-RHÔNE

Groupe Germinal
loran@w-n-e.net
www.groupegerminal.
lautre.net

Groupe Oaï
oaï@federation-anarchiste.org

17 CHARENTE-MARITIME

Groupe « Nous Autres »
35 allée de l'Angle, Chaucre
17190 Saint-Georges-d'Oléron
nous-autres@fede...

20 CORSE

Liaison Corsica
corse@fede...

22 CÔTES-D'ARMOR

Liaison Jean Souvenance
souvenance@no-log.org

Groupe L'émancipation sociale
emancipation-sociale@fede...

Groupe l'Entraide.
lentraide@fede...

24 DORDOGNE

Groupe Emma Goldman Périgueux
perigueux@fede...
http://fa-perigueux.blogspot.fr

25 DOUBS

Groupe Proudhon
c/o CESL BP 121
25014 Besançon cedex
• Librairie l'Autodidacte
5 rue Marulaz,
25000 Besançon
ouverte du mercredi au samedi
de 15 h 00 à 19 h 00
groupe-proudhon@fede...

28 EURE-ET-LOIR

Groupe Le Raffüt
fa.chartres@free.fr

29 FINISTÈRE

Groupe Le Ferment
leferment@fede...

Liaison May Piquera
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

Liaison Audierne
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

30 GARD

Groupe Delgado Granado
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

31 HAUTE-GARONNE

Groupe Libertad de Toulouse
Le chat noir
33 rue Puget
31000 Toulouse
libertad@fede...
http://libertad-fa.org

32 GERS

Liaison Anartiste 32
anartiste32@fede...

Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@fede...

33 GIRONDE

Cercle Barrué
http://cerclelibertairejb.
wordpress.com
www.facebook.com/cljb33
cerclelibertairejb33
@riseup.net

Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@fede...

34 HERAULT

Groupe Son of anarchy 34
sunofanarchy34@fede...

Groupe Michel la Louise
ganges@fede...

35 ILLE-ET-VILAINE

Groupe La Sociale.
c/o local « La Commune »,
17 rue de Châteaudun
35000 Rennes
contact@falasociale.org
Groupe Lacinapse
liaison-lacinapse@fede...

37 INDRE ET LOIRE

Liaison Tours
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

42 LOIRE

Groupe Makhno
Bourse du Travail Salle
15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint-Étienne cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE-ATLANTIQUE

Liaison anarcho-syndicaliste
Fernand Pelloutier
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

50 MANCHE

Groupe Manche
famanche@riseup.net
www.facebook.com/famanche

51 MARNE

Liaison Reims-Ardenne
reims@fede...

56 MORBIHAN

Groupe René Lochu
c/o Maison des associations
31 rue Guillaume Le Bartz
56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net

groupe libertaire Francisco Ferrer (GLFF)

glff-lorient@proton.me
https://www.facebook.com/
FA.Lorient/

57 MOSELLE

Groupe de Metz
groupedemetz@fede...

58 NIÈVRE

Liaison Pierre Malézieux
pierre.malezieux@fede...

59 NORD

Groupe 0 Rage Noire
o.rage.noire@fede...

60 OISE

Liaison anarcho-syndicaliste
L'éponge noire
lepongnoire@riseup.net

63 PUY-DE-DÔME

Liaison Combrailles
liaison.Combrailles@fede...

Groupe « Enza Siccardi »
Cournon-Auvergne
enza-siccardi63@fede...

66 PYRÉNÉES ORIENTALES

Groupe John Cage
vente du *Monde libertaire*
au 13 El Taller Treize
16130 Ile-sur-Tet
john-cage@fede...

67 BAS-RHIN

Liaison Bas-Rhin
liaison-bas-rhin@fede...

69 - RHÔNE

Liaison Commune de Lyon
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

70 HAUTE-SAÔNE

Liaison Haute Saône
liaison.haute-saone@fede...

71 SAÔNE-ET-LOIRE

Liaison « La vache noire »
399 quai Jean Jaurès
71000 Mâcon
lavachenoire@le-local-liber-
taire.com

74 HAUTE-SAVOIE

Groupe Alp'Anar
lamotte-farinnet@fa74.org

75 PARIS

Groupe Salvador Segui
groupesalvadorsegui
@gmail.com

Groupe « Commune de Paris »

Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
commune-de-paris@fede...

Groupe Louise Michel

Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
groupe-louise-michel@fede...

Groupe La Révolte
la-revolte@fede...

Groupe Pierre Besnard

vente du *Monde libertaire*
le dimanche de 10 h 30 à 12 h 00
place des fêtes Paris XIX^e
pierre-besnard@outlook.fr

76 SEINE-MARITIME

Groupe de Rouen
rouen@fede...

78 YVELINES

Groupe Gaston Leval
gaston-leval@fede...

80 SOMME

Groupe Georges Morel
amiens@fede...

81 TARN

Groupe les ELAFF
elaf@fede...

85 VENDÉE

Groupe Henri Laborit
henri-laborit@fede...
www.fa85.org

86 VIENNE

Liaison Poitiers
poitiers@fede...

87 HAUTE-VIENNE

Liaison 87
LiaisonFA87@proton.me

92 HAUTS-DE-SEINE

Liaison Fresnes-Antony
fresnes-antony@fede...

93 SEINE-SAINT-DENIS

Groupe Henri Poulaille
c/o La Dionysité
4 Place Paul Langevin
93200 SAINT-DENIS
groupe-henry-poulaille
@wanadoo.fr

94 VAL-DE-MARNE

Groupe Élisée Reclus
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
faivry@no-log.org

95 VAL-D'OISE

Liaison 95
liaison95@fede...

BELGIQUE

Groupe Ici et Maintenant
groupe-ici-et-maintenant
@fede...

SUISSE

Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
rue du Soleil 9
92300 La Chaux-de-Fonds
Suisse
flm@fede...



Le site de la Fédération anarchiste

une mine d'informations
sur ces groupes, sur leurs blogs,
leurs sites, leurs librairies,
leurs activités
www.federation-anarchiste.org

Les classes
et lycées
engagés

MILITARY

POUR UNE JEUNESSE SOUMISE ET DOCILE



TEXTE : COLLECTIF NON AU SNU 85 – DESSINS : OLT (CC BY-NC-SA)

AU DÉPART : UN ENFANT



DÈS 10 ANS : PASSEPORT DU CIVISME

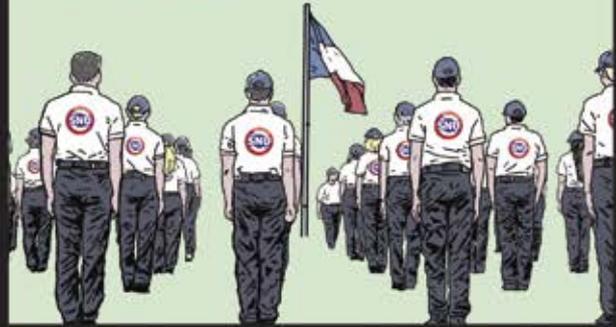


« Aux armes, citoyens,
Formez vos bataillons,
Marchons, marchons !
Qu'un sang impur
Abreuve nos sillons ! »

Après l'école élémentaire, c'est la classe défense et sécurité globale au collège.

DÈS 15 ANS : SERVICE NATIONAL UNIVERSEL

Le SNU, stage nationaliste en uniforme, visant à militariser la jeunesse et ayant vocation à devenir obligatoire. Il a lieu sur le temps de classe dans les « lycées engagés ».



DÈS 16 ANS : JOURNÉE DÉFENSE ET CITOYENNETÉ



Chaque année, près d'un million de jeunes entre 16 et 25 ans participent à la Journée défense et citoyenneté (JDC) où ils subissent la propagande militariste du ministère de la Défense.

DÈS 17,5 ANS : RECRUTEMENT



Chaque année les Centres d'information et de recrutement des forces armées (CIRFA) envahissent les classes afin de recruter 16 000 jeunes.

À L'ARRIVÉE : UN BON PETIT SOLDAT PRÊT À SERVIR



UNE ILLUSION TENACE

“L’illusion béate
est source de désespoir.”

Justhom

À entendre tous ces loustics de politicards nous vanter les bienfaits de cette société de consommation et nous dire que nous vivons dans l’opulence, on se prend à rêver.

Il faudrait les remercier, car ils se décarcassent pour nous et font quasiment dans le bénévolat afin de nous permettre d’accéder au luxe et à cette sacro-sainte consommation qui va irriguer les profits, les bénéfices et les dividendes de leurs amis du grand patronat.

Cette mirifique société capitaliste, dont ils se font les ardents promoteurs et défenseurs, n’est qu’une illusion entretenue par un président, un gouvernement, des députés, des sénateurs, une haute administration qui servent de duègnes à ces rapaces de capitalistes.

Des prévaricateurs

Ils vont même jusqu’à pratiquer la prévarication puisqu’ils leur accordent « généreusement » des réductions d’impôts sur leurs fortunes, leurs biens immobiliers, leurs bénéfices. Comme cela ne suffit pas, des subventions publiques et facilités diverses et variées leur sont octroyées, au nom du rayonnement de la France dans le monde.

Les détrousseurs des richesses font un choix de classe. Ils dépensent sans compter l’argent public, qui ne leur appartient pas, alors que cet argent, ce sont les travailleurs et les citoyens qui, par leur travail, créent les richesses du pays. Il ne profite qu’à une minorité, les plus riches. Les laissés-pour-compte n’ont qu’à se brosser le ventre.

Une dette astronomique

Plus la dette enfle, plus la fortune des milliardaires prend du volume. Il faut dire que les politicards de tous bords, au service des milliardaires, s’emploient avec

beaucoup de servilité à les engraisser copieusement. Cependant, il arrive parfois que certains des prédateurs de haut vol soient rattrapés par leur justice.

Pour ne reprendre que les deux quinquennats : celui de Nicolas Sarkozy (2007-2012), celui de François Hollande (2012-2017) et, pour le moment, les sept années au pouvoir du banquier Macron (2017-2024...). On ne peut que constater que la dette du pays a atteint un sommet vertigineux, plus de 3 228 milliards d’euros; gageons qu’à la fin de son deuxième quinquennat, la dette dépassera largement les 5 000 milliards d’euros. À moins que le peuple y mette son veto et envoie ce grand ami des milliardaires à ses chères études!

Un Premier ministre à la tête d’un État en faillite

À l’arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy en 2007, la dette, fin 2006, s’élevait à 1 150,30 milliards d’euros. Cinq années plus tard (2012), elle était de 1 869 milliards d’euros.

Ce qui a fait dire, le 21 septembre 2007, à François Fillon, qui a été son Premier ministre pendant tout son quinquennat : « *Je suis à la tête d’un État en faillite sur le plan financier.* »

François Fillon, vous savez celui qui a été condamné en appel le 10 mai 2022 à 4 ans de prison, dont un an ferme, 375 000 euros d’amende et dix années d’inéligibilité pour une affaire d’emplois fictifs, qui avait eu lieu entre 1998 et 2002 pour la modique somme de 500 000 euros.

François Hollande : candidat à la présidence, déclare « *moi, président, je serai l’adversaire de la finance, et ma priorité sera de lutter contre la fraude fiscale.* »

On allait voir ce qu’on allait voir!

En 2012, les Français changent de monture et font appel à François Hollande. Eh bien, on a vu et surtout subi.

Les milliardaires ne se sont jamais portés aussi bien. Cinq années plus tard, le pays s’est enfoncé un peu plus dans la

faillite. À la fin du quinquennat du pourfendeur de la finance, la dette est passée de 1 869 milliards à 2 160,4 milliards d’euros. Cherchez l’erreur!

Les yeux dans les yeux

C’est ainsi que, lors de sa nomination en tant que ministre délégué au Budget (le 16 mai 2012), un certain Jérôme Cahuzac avait une priorité : « la lutte contre la fraude fiscale ». Le bougre, il savait de quoi il parlait. Car, dès le 19 mars 2013, il est contraint de démissionner de son poste parce que justement, il est suspecté de fraude fiscale et de blanchiment.

Et pourtant, c’est les yeux dans les yeux qu’il dément à la télévision avoir possédé un compte en Suisse à aucun moment avant de le déplacer à Singapour.

Au bout de quatre mois d’interrogatoire, il avouera et toute honte bue, dira regretter. Vraiment, il prend les Français pour des demeurés!

Le compte de Singapour sera fermé en 2023 et les avoirs d’une valeur de plus de 600 000 euros seront rapatriés.

En 2018, celui à qui on aurait donné le Bon Dieu sans confession est condamné pour fraude fiscale et blanchiment à deux ans de prison ferme (pas si ferme que cela puisqu’il bénéficiera d’un bracelet électronique), et deux ans avec sursis, cinq ans d’inéligibilité et de 300 000 euros d’amende.

Macron et le quoi qu’il en coûte, avec l’argent public qui tombe en cascade dans les caisses des entreprises privées et des écoles privées (dites libres). Il s’agit de faire illusion pour tromper!

2017, arrive le sauveur suprême, mazette, un banquier à la présidence du pays

Il allait, c’était couru d’avance, redresser les finances du pays. Seulement, ce qu’il n’avait pas dit, c’est qu’il pratiquait



le « en même temps » sélectif, car son choix de classe allait vers ses amis les milliardaires. Il ne peut rien leur refuser. C'est un des leurs! Mais cela a un coût!

La suppression de l'impôt sur la fortune et le plan d'aide pour soutenir les entreprises... vont creuser toujours plus la dette, elle passera en sept années de 2017 à 2024 de 2 160 milliards à 3 101 milliards d'euros.

Qu'importe, ce sont les travailleurs et le peuple d'en bas qui en feront les frais. Vous savez, ces réfractaires qui râlent tout le temps, ces profiteurs qui abusent des largesses de l'État providence!

Seulement, l'État providence a dû accepter depuis le mois de mai 2017 la démission de 26 ministres et secrétaires d'État et d'un haut-commissaire aux retraites, rattrapés qu'ils ont été par des affaires judiciaires : prises illégales d'intérêts, emplois fictifs, détournement de fonds publics...

En même temps, ce n'est surtout pas une illusion, mais la triste réalité

C'est au point où, sous le règne du banquier millionnaire, Monsieur Macron et ses différents gouvernements ont endetté le pays jusqu'à plus soif!

En même temps, cette dette abyssale de 3 228 milliards d'euros endette chaque Français à hauteur de 56 226 euros.

Les 500 plus grosses fortunes françaises sont à la tête de 1 228 milliards d'euros cumulés. Les 10 plus grosses fortunes totalisent 693 milliards d'euros Arnault, « seul », concentre sur son nom 190 milliards d'euros.

En même temps, plus de 20 millions de Français doivent vivre et survivre sous le seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 811 euros, de 1014 euros ou 1 216 euros par mois selon qu'il est calculé à 40%, 50% ou 60% du niveau médian.

Non contents de nous affamer, cette fois, tous les politicards s'y mettent. C'est

l'Union sacrée pour nous faire payer la dette.

Pardi, si le pays est endetté, c'est parce que l'État providence dépense un maudit paquet de fric pour tous ces feignants, « un pognon de dingue » que représentent les minima sociaux (30 milliards d'euros) selon Macron. Ce n'est qu'une « goutte » du ruissellement des 200 milliards d'aides publiques que vous, les putains de politicards, vous versez chaque année aux grandes entreprises. Et vous distribuez en toute illégalité de l'argent public : 11 milliards d'euros par an, au système scolaire privé, dont 9 milliards de la part de l'État et 2 milliards de la part des collectivités territoriales.

Putains de politicards! Tous unis pour faire payer les plus pauvres, dame, ils sont les plus nombreux...

Et que dire de ceux qui refusent des postes de travail parce qu'ils ont des exigences salariales. Cela leur permet de prendre « deux ans de vacances », dixit Darmanin. Il faut donc qu'ils paient! Ce n'est que justice!

C'est ce que ce putain de gouvernement, dirigé par le pantin Michel Bar-

nier et coraqué par Emmanuel Macron, s'apprête à imposer au peuple, et ce, avec l'approbation des représentants de tous les partis politiques, tous y vont de leurs propositions.

C'est ainsi que :

- > le député LFI, David Guinard, se dit favorable au rétablissement de la taxe d'habitation, tout comme le cheval de retour, Copé, ancien lieutenant de Sarkozy;
- > le député Aymeric Caron, du groupe « révolution écologique pour le vivant », eh oui on ne rigole plus, est favorable au rétablissement de la redevance télévision, tout comme le groupe socialiste écologique et républicain qui a déposé un projet de loi;
- > c'est également la sénatrice centriste, Catherine Morin-Desailly, qui n'est pas en reste, car sa proposition de loi sur le financement de l'audiovisuel est déjà dans les tiroirs.

Comme s'ils ne paient pas déjà, et ce depuis des lustres, toutes les injustices et les mauvais coups que vous leur faites subir.

Justhom
Groupe de Rouen